

le monde **libertaire**

Sous les **pavés...**

Che Guevara
le mythe mité

Le sport
jeux de vilains

STMicro
une affaire qui roule

Clovis Trouille
l'amant de ma sœur



M 06726 - 25 H - F: 4,00 € - RD



hors-série n° 25

4€

ISSN 0026-9433 du 8 juillet au 8 septembre 2004

Agir pour l'anarchisme

DES GÉNÉRATIONS d'hommes et de femmes tentent depuis longtemps d'émanciper leurs sociétés des jougs de l'oppression et de l'exploitation. La spécificité anarchiste pose en parallèle à l'abolition de l'exploitation économique, la suppression de la domination politique: il faut détruire l'État. L'anarchisme affirme la capacité des hommes et des sociétés à s'auto-administrer, sans avoir recours aux spécialistes autoproclamés des gouvernements.

L'anarchisme s'est toujours adapté à l'évolution des sociétés. Prônant la révolution sociale, il reste l'ennemi irréductible de tous les systèmes où persistent l'aliénation politique, économique et religieuse. Ses moyens sont l'entraide, la solidarité, l'autogestion et le libre fédéralisme. La Fédération anarchiste est un regroupement de militant.e.s politiques organisé sur le principe de la libre association qui garantit l'autonomie aux groupes et individu qui la composent. Cela permet le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre de nos « principes de base » (que vous trouverez dans cette brochure). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant, et la participation effective des militant.e.s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Nous avons pensé qu'il était important de rassembler dans une brochure les différentes solutions et moyens qui s'offrent à un groupe anarchiste qui démarre dans le travail de propagande des idées libertaires. Il s'agit plus de donner aux groupes un outil que des directives. Pour deux ou trois camarades isolé.e.s, il est souvent peu évident d'entreprendre certaines démarches primordiales et de base pour le démarrage d'une action militante continue et de longue haleine. Cette brochure est donc une somme d'expériences que nous livrons, aux nouveaux, comme aux plus ancien.ne.s camarades; espérant que ce travail pourra aider à l'implantation et à l'action de groupes toujours plus nombreux et toujours plus forts, théoriquement et pratiquement.

Le secrétariat aux éditions de la FA

L'Action militante à la Fédération anarchiste, brochure prochainement disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e. 5 euros.

Sommaire

Battisti bastonné, page 2

STM, la lutte de pointe, page 3

Riton cause syndicalisme, page 7

Les **intermittents** à l'assaut du

Medef, par M. Rollin, page 8

Le **sport** défend la république, par un

attaquant, page 9

El Che, si l'icône valait..., par D. Pinós, page 11

Clovis Trouille fait le zouave, par F. Equy, page 15

Les stals aboient, **Abel Paz**, page 19

Le **pétrole** commence à nous pomper, par C. Reeve page 23

Rolland Hénault fait ses courses, page 26

Karine Pelgrims, **photographe**, page 27

Marius Jacob, c'est le plus grand des voleurs!

par J. Gladiator, page 30

Lyon au travail, par H. Lenoir, page 31

Les mots pour **le** dire, par Zohra, page 33

Radio libertaire comme si vous y étiez, page 34

Ils sont **Folk à lier!**, page 35

Le **mouvement** vit, page 36



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	<input type="radio"/> 20	<input type="radio"/> 32	<input type="radio"/> 27
6 mois 25 n ^{os}	<input type="radio"/> 38	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 46
1 an 45 n ^{os}	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 99	<input type="radio"/> 77
Abonnement de soutien	<input type="radio"/> 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 Imprimerie
EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 Routage
205 - EDRB; Diffusion NMPP
Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

À bas la calotte européenne!

ILS ONT DONC RÉUSSI, malgré les dénégations successives, à introduire une dose de religiosité dans « leur » constitution européenne. Certes, on pourra toujours nous expliquer que ce n'est là qu'une évocation nécessaire à accepter pour calmer les velléités catholiques de cette Pologne, passée directement d'un faux socialisme, à la mode stalinienne, à un authentique système capitaliste ravageur. N'oublions pas que cette Sainte Pologne est des rares pays européens où l'avortement reste interdit.

Le moment est peut-être venu de réveiller ce vieux sentiment d'anticléricalisme depuis longtemps remis au magasin des antiquités pour ne pas effrayer les bien-pensants. On nous avait tellement dit que l'Église avait évolué, était devenue sociale, presque révolutionnaire, pourquoi pas. Ce qui permettait d'oublier pieusement l'opposition farouche du Saint-Siège à la contraception, en général, et au préservatif en particulier. Ce qui faisait de l'Église catholique l'un des meilleurs vecteurs du sida, en Afrique.

Il y avait même de joyeux loustics (traduction en français vulgaire de Lustiger), recrutés chez les « Assassins du Christ » pour prêcher la concorde entre les hommes, mais qui devaient s'avérer bien plus réactionnaires que les vrais cathos issus du sérail.

Entre les deux guerres mondiales, de bons esprits s'étaient acharnés à affirmer que c'en était terminé de ce combat au couteau de la France républicaine contre l'Église catholique. Désormais, on ne parlait plus que d'anticléricalisme désuet, tant il devenait naturel de voir les cafards réoccuper le terrain perdu au temps de la République des Ouïes: loi sur l'École laïque gratuite et obligatoire, loi sur le divorce, dissolution des congrégations et, au final, séparation de l'Église et de l'État.

Au fait, depuis 1905, les lieux de culte étant devenus bâtiments publics, la triple incantation « Liberté, Égalité, Fraternité », devait figurer au fronton de ces bâtiments, en quelque sorte nationalisés. Vous pouvez toujours écarquiller les yeux, ce graffiti légal, sans doute considéré comme une insanité, a disparu. Sans réaction. Tout comme on accepte que dans certaines écoles, faute de local, le curé y enseigne le catéchisme, tandis que des classes de cette école publique ont conservé cette croix, bien visible, réintroduite au temps de Vichy. Comme pour bien signifier que l'Église a marqué durablement son territoire, comme les chiens qui pissent contre les réverbères.

Pourtant, risquez-vous à crier « À bas la calotte! » sur le parvis d'une église, à la sortie de la messe. On vous fera un mauvais sort, tout en vous désignant comme intolérant. Suivront les archers de Monsieur de Villepin, pour vous apprendre les bonnes manières, et vous embarquer pour « trouble à l'ordre public », et peut-être même « incitation à l'émeute » comme ils disent. Sans oublier l'outrage fait à l'église et aux forces de l'ordre réunies.

Où reste-t-il des espaces pour « À bas la calotte! » dans cette Europe désormais réconciliée avec les héritiers de ceux qui évangélisaient les peuples au fil de l'épée? Il a été jugé nécessaire d'oublier l'Inquisition et les bûchers destinés aux récalcitrants. On a oublié les prêtres et les évêques bénissant les massacres des infidèles, comme dans l'Espagne républicaine de 1936. Il faut relire les *Grands Cimetières sous la lune* de Georges Bernanos. Catholique bon teint, l'auteur de *la Grande Peur des bien-pensants* a été témoin, à Majorque, durant l'été 1936, du déchaînement des hordes franquistes, agissant avec la bénédiction du clergé local. En 1937, Georges Bernanos écrit de façon prémonitoire: « La chrétienté a fait l'Europe. La chrétienté est morte. L'Europe va crever. Quoi de plus simple? »

Certes, c'était un autre temps, mais l'Église ne connaît jamais la modestie lorsqu'elle se trouve en position dominante. Cette Église est toujours disponible pour partir en croisade. Son mépris des valeurs humaines n'a jamais varié. C'est sans doute pour conforter cette volonté impérialiste que les « 25 » ont tenu à rappeler dans la dernière mouture de la constitution « L'héritage culturel, religieux et humaniste de l'Europe ». Que de précautions pour instiller un peu de ce passé odieux dans nos institutions.

Peut mieux faire, clament les esprits chagrins, les insatisfaits du confessionnal. « Pourquoi ne pas avoir évoqué l'héritage chrétien? » Soyez sans inquiétude, mes frères, cela viendra. Et l'on verra ensuite monter une plainte depuis le Vatican, les derniers mots exhalés par Parkinson II, revendiquant avec véhémence l'inscription dans la constitution européenne d'un verset rappelant « l'héritage catholique » de la vieille Europe.

Ce n'est peut-être qu'un cauchemar, mais avant de nous couvrir la tête de cendres, il faudrait d'abord songer à renvoyer la calotte dans ses foyers!

Maurice Rajsfus

Ni maître ni vieux!

En octobre 2004, *le Monde libertaire* soufflera sa cinquantième bougie! Pour fêter dignement cet heureux anniversaire, un livre paraîtra à la rentrée (aux éditions du Cherche-Midi), regroupant une sélection d'articles parus de 1954 à nos jours. Et avant cela, en septembre si tout va bien, un numéro anniversaire du *Monde libertaire*! Inceuvables anarchistes, on vous dit!

Le Monde libertaire reprendra son rythme hebdomadaire à partir de septembre.

Rendez-nous **Battisti**, on vous envoie **Messier**



Battisti par Laurence de Nellou

Les Transalpins à la rescousse

LE CONGRÈS national de la FAI tenu les 12 et 13 juin à Imola exprime son plein soutien à la bataille que la Fédération anarchiste francophone est en train de mener pour la défense des libertés civiques et du droit d'asile. La lutte contre toutes les formes de restriction des libertés personnelles (libre circulation, libre résidence) est un des piliers sur lesquels s'appuient la pensée et l'action des anarchistes dans le monde.

Fédération anarchiste italienne

L'ÉTAT NE LÂCHE JAMAIS ses proies. Et ce n'est pas Cesare Battisti qui dira le contraire. Un coup à droite, un coup à gauche, la justice en ce qu'elle a d'officiel, c'est-à-dire un ministère et ses juges, donne la mesure de la confusion entre équité et vengeance.

Que les institutions soient italiennes ou françaises, qu'il s'agisse d'une mécanique judiciaire venant de Rome ou de Paris, la coopération, l'entraide, autant de bonnes vertus, de saines vertus, trouvent leur illustration dans une répression accablante.

Voilà Cesare Battisti, depuis plusieurs années réfugié en France, sous mandat d'extradition, après une vie refaite, sans repentance ni récidive, jamais entendu par un juge quelconque, condamné à pourrir en prison parce que le président de la République en a décidé ainsi.

François Mitterrand avait difficilement pu dans les années 80 ne pas accorder le droit d'asile à tous ces réfugiés. Tradition et doctrine oblige. Le socialisme qui semblait émerger dans le « pays des droits de l'homme » était, à tort ou à raison, porteur d'espoir. L'élan émotionnel, la répression ne pouvaient qu'ouvrir nos frontières. Mais la vengeance, comme on dit dans les pages roses du Larousse, est un plat qui se mange froid. La machine à broyer ne s'est jamais enrayée. Juste un peu somnolente. L'exemple de Cesare Battisti, quand on commence à avoir la tête en vacances, est là pour nous le rappeler. Les meilleurs mauvais coups se portent bien souvent pendant la trêve estivale. Mais pour l'État il n'est jamais de trêve. Pour un Battisti qui est frappé, ce sont des dizaines d'autres réfugiés italiens qui vont devoir craindre la même justice élémentaire, j'allais dire expéditive.

Berlusconi aussi médiocre crooner que chef d'État, et quand bien même serait-il bon dans ces registres spectaculaires, Berlusconi donc, aficionado d'une manière de fascisme rampant sur le ventre trouve là l'occasion de se réjouir. Tirer un trait sur les années de plomb en jetant ses acteurs en prison, n'a jamais été de nature à apaiser les esprits. Mais faut-il qu'ils soient apaisés ces esprits-là? Le pouvoir italien, géniteur des Mussolini, des maffias,

organisateur de misère, de chômage, d'exil, n'a jamais brillé par son progressisme. La pesanteur de la charité chrétienne omniprésente, et puis une bonne répression, n'ont jamais fait de mal à personne et l'État a toujours besoin de montrer ses muscles. Mais pour qu'il y ait répression, il faut qu'il y ait un minimum d'agitation: logique. L'exemple de Gênes et de la grande manifestation contre le sommet du G8 qui s'était soldée, on s'en souvient malheureusement, par l'assassinat de Carlo Giuliani, est là pour nous le rappeler.

Chirac est l'auxiliaire de ce magnat de l'audiovisuel, j'allais dire de la presse, du papier imprimé plutôt, et sans doute première fortune d'Italie, et il piétine allégrement ce qui restait d'humaniste ou d'humanitaire, peu importe, dans le regard des candidats à l'exil partout dans le monde. Une petite touche de sagesse en élargissant Joëlle Aubron, une louche de férocité en conservant en prison ses compagnons plus morts que vivants, un soupçon de largesse et Papon sort inopinément de son coma de taule en faisant des claquettes, Messier en garde à vue VIP juste le temps du bouclage de Libé, et voilà les affaires faites.

Le problème n'est plus de savoir si Cesare Battisti est un camarade ou non, mais bien de constater que peu à peu l'Europe des répressions avance ses pions. Lissage des législations, démocraties molles du jarret, uniformisation des comportements. N'oublions jamais que l'espace Schengen c'est non seulement la libre circulation des individus, mais aussi la libre circulation des juges, des flics et but ultime de la manœuvre, celle des marchandises. La justice est régulatrice du capitalisme, non pas l'inverse, et les poulets zélés n'en sont que le bras armé.

Battisti, entre autres militants anticapitalistes, fait les frais de cette idéologie perverse. Rien d'étonnant dès lors que Messier soit totalement impuni. Le seul reproche que le pouvoir peut lui signifier c'est d'en avoir fait un peu trop et de s'être fait gauler. Mais l'État ne pardonne jamais à ses adversaires.

Jipé



Gare de Rennes, 27 septembre 2004
manif conjointe avec les Thors

STM

groupions-nous et demain...

Pierre

DIFFÉRENTS ARTICLES du *Monde libertaire* et du *Communiste* 35¹, ainsi que l'intervention du délégué syndical de STMMicroelectronics sur l'antenne de Radio libertaire se sont fait l'écho de la lutte des salariés. Le grand public a vu à la télévision le jeudi 10 juin les images de l'intervention des gardes mobiles dégageant la sortie de l'usine pour permettre aux 38-tonnes de déménager les machines, direction Singapour. L'usine STMMicro emploie 600 salariés (dont 150 intérimaires) sur Rennes. STM a d'autres sites en France: Rousset, Crolles, Tours, etc. L'État français, à travers France Telecom et Areva, est actionnaire à 17 % de l'entreprise, qui faisait auparavant partie du groupe Thomson. L'État italien en est également actionnaire à 17 %. STM est le cinquième producteur mondial de puces électroniques pour le secteur automobile et les téléphones portables. Pour rire jaune, notons que le PDG français fait partie de la commission mandatée par Chirac pour « lutter contre la désindustrialisation de la France ». Dans le même ordre d'idées, STM est un de ces placements « éthiques » (et toc!), si chers à la CFDT.

La lutte des STMMicro est exemplaire à plusieurs titres: cela fait bien longtemps qu'il n'y avait pas eu une telle lutte sur la région de Rennes. Elle dure depuis un an, et elle a entraîné une grande vague de sympathie autour d'elle, tant des habitants que des travailleurs du bassin rennais. De nombreuses initiatives de soutien ont eu lieu: concerts, rassemblements, discussions-débats sur le site de l'usine ou à l'extérieur, etc. Naturellement, au

début de leur lutte, la plupart des salariés se berçaient d'illusions: les élus politiques, comme le maire de Rennes, Edmond Hervé, et les experts et autres notables « décisionnaires » au niveau économique, allaient pondre des rapports, et monter au créneau pour défendre « la haute technologie en Bretagne », etc.

L'UL et l'UD CFDT ont dès le début indiqué qu'elles se « battaient pour le reclassement du personnel ». Comprendre: « Salariés, ne vous battez pas, on va gérer vos licenciements », un peu le « remake » de Mitsubishi à Vitré... Bref, les sphères dirigeantes politico-syndicalo-économiques allaient faire pour le mieux. Circulez, y a rien à voir. Sans culture de luttes, ce discours a pu prendre, en partie, au début, chez les salariés: ils en étaient pour la plupart à attendre ou espérer un « sauveur suprême ». Au fur et à mesure de la lutte, leurs illusions se sont peu à peu dissipées: les députés, ministres et autres n'allaient rien pouvoir faire, si ce n'est des promesses. Les élections régionales et européennes sont passées par là, la gauche plurielle a raflé la mise: les derniers électeurs crédules se sont rendu compte qu'il n'y avait rien à attendre de plus de la gauche que de la droite. De même, les salariés ont beaucoup attendu des décisions de justice. Leur direction les ayant systématiquement attaqués pour avoir bloqué le site, et pour ne pas avoir signé le procès-verbal du comité d'entreprise qui oblige les représentants du personnel à négocier le plan social. À chaque fois, la justice a donné raison aux patrons. Des salariés de STM témoignaient dernièrement en

Le site Internet des salariés en lutte: <http://membres.lycos.fr/tqmlosers/php/main.php>

Pierre est militant du groupe La Sociale de la FA, à Rennes.

disant : « On a été très crédules, on a beaucoup appris en luttant. »

On pourra regretter, au début de la lutte en particulier, de très fortes réticences à se battre en commun avec les salariés d'autres boîtes du bassin rennais, Thomson et Philips, elles aussi en butte à des plans de licenciements et de fermeture d'usine. Le corporatisme mine le monde du travail dans son ensemble. À STM, il a été peu à peu laminé par d'infatigables militants syndicaux qui ont tenté de faire la jonction entre les salariés de ces entreprises, en allant inlassablement discuter avec les uns et les autres à la porte de la boîte. Sur la fin de la lutte, ce sont les salariés de STMicro eux-mêmes qui allaient voir les salariés d'autres entreprises pour expliquer leur lutte et expliquer qu'il est important de lutter ensemble.

La lutte des STMicro ne s'est pas étendue aux autres sites de STM en France, sauf très ponctuellement : le site de Crolles s'est mis en grève une journée en solidarité avec les Rennais suite à l'intervention des gardes mobiles. Le site de Rennes a lui-même très peu été en grève, de nombreux salariés ont continué à travailler sur le site pendant cette année de lutte. Il n'est pas évident, de toute façon, que la grève aurait été la forme d'action la plus appropriée dans le cadre d'une usine dont la fermeture est prévue. Trois personnes ont fait la grève de la faim pendant de nombreux jours. Cela a été mal perçu par la plupart des salariés, car cela constituait un acte individuel, et les trois grévistes de la faim n'avaient prévenu personne de leur action. Cela a plutôt démobilisé le personnel. Cette action individuelle et pseudo-radical a donc eu un effet de déstabilisation et de division de la lutte, qui doit rester collective pour être efficace. On pourra regretter aussi la façon dont la lutte fut menée : un leader charismatique et un « comité de crise » décidaient dans leur coin des actions à mener, et rendaient compte toutes les semaines devant l'assemblée générale des décisions prises. Bien souvent, les salariés n'avaient connaissance des actions qu'au dernier moment. Ils se sont donc moins impliqués qu'ils auraient pu. Mettre en place des AG décisionnelles aurait sans doute permis de relayer davantage la lutte auprès des salariés. Cela n'aurait pu que la renforcer.

Un appui fut apporté de l'extérieur, entre autres, par un comité de soutien, composé d'individus et d'organisations politiques et syndicales principalement issus de l'extrême gauche (SUD-LCR...), mais pas uniquement.

Les unions départementales des confédérations syndicales ont très peu soutenu la lutte des STM, en criant à la manipulation gauchiste. Le comble étant tout de même une récente déclaration de la secrétaire de l'UL CGT de Rennes, déclarant : « STM, ça n'a profité qu'à l'extrême gauche et aux anarchistes. » Toujours est-il que, si la lutte a tenu dans la durée, c'est parce qu'elle a reçu l'appui, dans le cadre du comité de soutien, ou à l'extérieur de celui-ci, de militants politiques



Lors d'un concert de soutien aux STMicro

et syndicaux, principalement issus de l'extrême gauche et libertaires.

En refusant de mobiliser sur la question des licenciements, les UD se sont complètement décrédibilisées vis-à-vis des salariés de STM et bien au-delà. Cette attitude sera fort dommageable pour les luttes futures, car cela risque de dégoûter encore davantage les salariés du syndicalisme, alors que celui-ci n'a jamais été autant nécessaire.

Devant l'apathie des bureaucraties syndicales dans la lutte, le comité de soutien a pris la place laissée vacante... et organisé différentes initiatives ayant vocation à monter à terme une coordination de lutte contre les licenciements (suite à l'« appel de Rennes »). Comme toutes les coordinations, celle-ci peut être le lieu de toutes les manipulations politiques, ce qui nuirait en définitive à l'objectif affiché³. En tout cas, l'existence de ces espaces de lutte démontre qu'il y a une vraie volonté de se battre et de ne pas se laisser faire. C'est ce en quoi cette initiative est positive.

Plusieurs centaines de salariés ont déjà reçu leur lettre de licenciement depuis fin avril.

La cellule de reclassement est elle-même une entreprise. Elle fait partie du même groupe que l'entreprise qui était en charge de trouver un repreneur à l'usine, mais le montant de ce contrat était inférieur au montant du contrat de reclassement ! On comprend que cette entreprise n'avait aucun intérêt financier à trouver un repreneur à l'usine, mais tout intérêt à « reclasser » les salariés. Le marché des licenciements est un marché très juteux. Les cellules de reclassement annoncent des taux de reclassement ahurissants : 98 % de salariés reclassés pour Mitsubishi à Vitré. Mais qu'est-ce que cela recouvre ? En fait, la cellule de reclassement est rémunérée en fonction du nombre de salariés qu'elle annonce comme reclassés ! Elle fait par exemple sortir de ses statistiques les salariés qui ont un « projet personnel ». Vous êtes enceinte ? Votre projet personnel, c'est « avoir un enfant ». Vous voulez vous reconverter dans un secteur qui vous intéresse, mais sans « débouché économique connu » ? Vous avez plus de 50 ans ? Vous sortez des statistiques, car non reclassable potentiellement. Comme le dit Jean-Marie Michel, délégué syndical de

STMico, « être reclassé, c'est avant tout être déclassé ». En réalité, un an après leur plan social, seuls 10 % des salariés ont un emploi en CDI, et ceux-là subissent en moyenne une perte de salaire de 20 à 40 %.³

Les perspectives d'avenir pour les salariés de STMico sont relativement moroses: « reclassement », chômage, précarité, problèmes familiaux, de santé et d'argent... Les actionnaires, eux, se portent plutôt bien.

Si la lutte ne paye pas toujours, ne pas lutter ne peut être qu'un gage de défaite, l'exemple de l'usine Mitsubishi de Vitry est là. On constate que les mêmes erreurs sont refaites à chaque fois que les salariés luttent contre la fermeture de leur usine: la bagarre reste locale à cause d'une frilosité corporatiste qui empêche la jonction des luttes. On en a un nouvel exemple avec l'entreprise Thalès dans la région de Rennes (encore 600 travailleurs concernés). Cela a souvent comme conséquence une radicalisation apparente de la lutte, qui est souvent révélateur d'un grand désarroi devant l'inéluctable.

Il est clair que, en particulier sur la question de la lutte contre les licenciements, l'isolement ne peut que conduire à l'échec: quand un patron a décidé de fermer une usine, il est prêt à en payer le prix (temporaire), puisqu'il regagnera cet argent-là par la suite, d'autant qu'il a souvent fait en préalable des provisions financières pour payer le plan social. Il faut diffuser l'idée que la lutte contre les licenciements est aussi celle de la défense des droits de tous les travailleurs, chômeurs et précaires contre l'exploitation.

On peut presque faire aujourd'hui le bilan de la lutte des STM: ce n'est pas une victoire, puisque l'usine va très vraisemblablement fermer, les machines devraient être délocalisées progressivement dans les mois à venir et les salariés devraient avoir des indemnités de licenciement assez faibles. Néanmoins, il aura été utile et nécessaire de se battre. La solidarité avec les habitants du quartier et les travailleurs d'autres boîtes a plutôt bien fonctionné. De plus, les travailleurs de STM sont fiers de s'être battus, ils vont pouvoir partir la tête haute et auront beaucoup appris de cette lutte. L'état d'esprit des Rennais sera marqué pour longtemps par cette bagarre. De nombreux travailleurs ont appris de la lutte des STMico, et se berceront moins d'illusions à l'avenir. Espérons que cette prise de conscience se concrétisera chez les salariés par leur investissement militant et la volonté de s'organiser pour mettre à bas le système capitaliste et étatique fondé sur l'exploitation de la majorité par une minorité. **P.**

1. <http://farenes.free.fr/communard35/communard.htm>

2. La création de la coordination nationale contre les licenciements a été annoncée à Rennes le 26 juin.

3. Information issue de l'Agence France-Presse du 28 février 2004: http://actu.voila.fr/Article/article_actu_france_040228172246.5bixmixw.html

Quel investissement des anars dans le monde du travail ?

L'entreprise STMico affiche une santé financière insolente et le patron délocalise l'outil de travail des ouvriers du site de Rennes. Plusieurs centaines d'entre eux luttent de façon exemplaire depuis près d'un an. Certains, anars ou pas, se poseront peut-être des questions...

LE PRINCIPE du capitalisme est le suivant: un propriétaire (actionnaire ou petit patron d'une entreprise familiale) de moyens de production (production de biens matériels en usine ou immatériels dans les services) utilise les bras et cerveaux de ses employés pour transformer sa matière première. Le propriétaire vend son produit fini. C'est le travail humain qui génère de la valeur ajoutée sur son produit, en le transformant. Les matériaux, machines ou capital de départ ont été acquis à l'origine par le capitaliste grâce à l'exploitation du travail humain. Son produit est vendu plus cher que la somme de la valeur ajoutée et du coût de la transformation (dans lequel rentrent les salaires des travailleurs). La différence, c'est le profit. Comme le patron est en concurrence avec d'autres patrons sur un même produit, il doit sans cesse augmenter son taux de profit, soit en prenant de l'avance sur ses concurrents grâce au progrès technologique, soit en rognant sur le coût de la production. À ce titre, les salaires directs et indirects (prestations sociales comme la Sécu, les indemnités de chômage ou les retraites) constituent la principale variable d'ajustement pour les patrons. Partout où une opportunité d'augmenter ce taux de profit existe, il est dans l'intérêt du patron de l'utiliser. S'il ne le fait pas, ses concurrents le feront tôt ou tard à sa place. Il perdra donc des parts de marché, car son produit sera plus cher. Rapidement, il ne pourra plus exister. C'est la raison pour laquelle une entreprise, même bénéficiaire, licencie ou rogne les droits de ses salariés.

Le seul frein à cette logique inexorable de la baisse du coût du travail est l'action des travailleurs (ceux qui louent leur force de travail en échange d'un salaire) contre leur patron, partout dans le monde, car le capitalisme ne connaît, lui, pas de frontière.

Le capitalisme place donc les salariés dans l'obligation de se battre pour leur droit à la survie. L'alternative ne peut être que: vivre en esclave ou avec dignité, en se battant pour faire respecter ses droits. Cette logique d'affrontement de classe s'arrêtera quand ce système d'exploitation sera détruit. Il est évident que les

propriétaires ne se laisseront pas déposséder pour donner gentiment leur bien à la communauté. C'est pourquoi cet affrontement ne se soldera que par la révolution sociale, qui mettra fin au capitalisme, instrument de division inégalitaire de la société, et à l'État, instrument de domination politique et de coercition sociale sur les individus.

L'État, en tant que représentant politique des équilibres sociaux, est directement responsable des exonérations de charge et des subventions publiques accordées aux entreprises. C'est le cas en particulier pour STMico, qui délocalise à l'extérieur du territoire géré par l'État-nation les machines achetées avec cet argent public. L'État, représenté par la préfète, a donné l'autorisation à ses forces de répression, les gardes mobiles, d'intervenir pour dégager la propriété du patron de STM. On voit clairement que l'État défend la propriété privée.

Les travailleurs ne doivent pas se soucier de la situation économique réelle ou supposée de leur entreprise. En effet, quand la boîte fait des profits, leur patron leur dit de se serrer la ceinture pour en faire encore plus, et, quand la boîte perd de l'argent, le patron licencie pour rester compétitif. De plus, nul travailleur ne connaît la réalité des comptes de son entreprise. Il n'y a rien de plus facile pour un patron que de manipuler les données économiques en fonction du message qu'il veut donner au comité d'entreprise et aux représentants du personnel.

La mondialisation capitaliste place les anarchistes devant de nouveaux défis. Les libertaires sont par nature internationalistes (ils se reconnaissent pragmatiquement solidaires des travailleurs de toutes les nations déjà existantes) ou a-nationalistes (ils ne reconnaissent pas l'existence des nations, instrument de division des travailleurs). C'est la raison pour laquelle les militants anarchistes et même, au-delà de la seule sphère libertaire, les militants « progressistes » politiques et syndicaux ne sauraient se battre « contre » les délocalisations. Le danger de cette lutte consisterait à considérer que les travailleurs français doivent continuer à se faire exploiter par des



septembre 2003 : les flics protègent un train de capitalistes

patrons français (ici, le terme « français » est interchangeable avec « allemand », « turc », ou « breton », par exemple) En cela les discours de la CFDT « Vivre et travailler au pays, maintenant le travail en Bretagne » sentent le renfermé, et ne sont pas loin de fleurir la charogne : voir les slogans puants « Mondialisation pièges à cons » de Le Pen ou « Contre les délocalisations et la dictature syndicale » du vicomte de Villiers. Ce repli xénophobe a pour objectif de maintenir les profits de leur clientèle électoraliste : artisans, commerçants, petits propriétaires, mis en difficulté économique par la concentration du capital à l'échelle mondiale. Le maintien du taux de profit de ses petits propriétaires ne peut se faire que par un retour au féodalisme, mettant en concurrence les régions les unes par rapport aux autres : les salariés auraient des statuts, des salaires et des droits différents selon leur région : le code du travail, et les conventions collectives nationales exploseraient, la convergence des luttes serait d'autant plus difficile à construire que les droits seraient distincts...

Face à cela, les libertaires doivent revenir plus que jamais à leurs fondamentaux, c'est-à-dire d'une part la lutte de classe contre les bourgeoisies régionales, nationales ou multinationales et d'autre part la lutte politique contre l'État à l'échelle de la région, de la nation ou supranationale. L'internationalisme ouvrier doit être notre fil à plomb.

Stratégie d'intervention des anarchistes dans les luttes sociales

C'est peu de dire qu'il fait « sale temps pour les pauvres » de nos jours. Les perspectives électorales ne font plus frémir grand monde, hormis les citoyennistes bourgeois qui appellent à voter Chirac alors que les seules voix de la droite suffisaient pour battre Le Pen en avril 2002. Les cartes sont battues d'avance : un

coup à gauche, un coup à droite, c'est toujours les travailleurs qui se prennent les torgnoles : retraites, Sécu, RMA, code du travail, etc., la liste des acquis sociaux qui se font laminer serait bien longue à tenir.

Alors, réformistes les anars ? Sûrement pas, mais nous ne composons surtout pas une avant-garde éclairée. 99 % de la population n'est pas anarchiste, et nous vivons au milieu d'elle, au boulot, dans nos quartiers... « Des vrais gens dans la vie vraie », en somme. En tant que militants anarchistes, nous ne pouvons qu'essayer de les convaincre, par la parole, par notre exemple et nos actions, de la justesse de nos propositions.

En ce qui concerne le monde du travail, nous nous organisons là où les salariés sont déjà organisés, dans les syndicats, sans faire dans le patriotisme d'organisation syndicale, nous allons là où nous pensons être le plus utiles à l'organisation concrète de la lutte, sur des revendications qui touchent les salariés de l'entreprise.

C'est au niveau de la section syndicale d'entreprise que les anars s'organisent et peuvent peser sur les orientations du combat de classe, en avançant à visage découvert. Par la discussion avec les collègues, peut-être en convaincrat-on quelques-uns de se syndiquer, et parmi les syndiqués, quelques-uns deviennent sympathisants, voire adhérent aux idées libertaires.

Ainsi, malgré les pesanteurs des bureaucraties, les anars ont toute leur place dans les syndicats, y compris ceux dits réformistes, pour peu que ceux-ci soient combatifs à l'échelle de l'entreprise, autant que ceux « révolutionnaires », pour peu que ces derniers soient en mesure de peser concrètement sur le terrain.

C'est par l'organisation de la lutte contre un plan de licenciement, pour une augmentation

de salaire, contre un cheffailon véreux, etc. que les libertaires peuvent gagner en audience et en crédibilité. Ces revendications sont bien entendu réformistes au sens où elles ne remettent pas le fonctionnement du capitalisme en cause. Mais n'oublions pas que c'est ce chemin que nos anciens, Pelloutier, Pouget et tant d'autres, empruntaient déjà lorsqu'ils créèrent la CGT en 1895. Cela ne les empêchait pas d'être d'infatigables propagandistes de la révolution sociale, puisqu'ils théorisaient et mirent en pratique (en particulier lors de la grève du 1^{er} mai 1906 dans le cadre de la campagne pour la journée de 8 heures) la « grève générale ». Il est de notre responsabilité de militants anarchistes que de rappeler avec fierté autour de nous que nous sommes à l'origine, avec d'autres, de la création du syndicalisme en France. Ne laissons pas ce terrain à l'extrême gauche, futur fossoyeur de nos combats d'émancipation.

On ne peut que le regretter, mais les travailleurs ne sont pas aujourd'hui, dans leur immense majorité, révolutionnaires. La révolution ne se décrète pas, et, sous peine de devoir passer à côté, il faudra bien que la classe ouvrière s'organise, avec nous de préférence... Il faut donc travailler au quotidien sur la réalisation de petits objectifs (revendication salariale ou autre) pour redonner confiance en elle-même à la classe ouvrière. Petit à petit, elle prendra conscience que le patron reprend progressivement d'une main ce qu'il a donné de l'autre, et qu'il n'y a pas en définitive d'autre alternative que de foutre en l'air ce système fondé sur l'exploitation.

Concrètement, dans le monde du travail, nous devons, à chaque fois qu'une lutte débute à l'extérieur de notre entreprise, dans notre localité géographique, aller voir les salariés à la porte de la boîte, discuter avec eux, leur redonner confiance en leur capacité d'action collective... Pour rompre les corporatismes, il faut travailler en interprofessionnel, diffuser des bulletins des luttes sociales locales, créer des réseaux de militants. Quand une lutte a lieu dans notre entreprise, il faut essayer de faire systématiquement la jonction avec l'actualité sociale pour que les salariés ne se sentent pas isolés. Ce boulot difficile et ingrat, personne, pas même les unions départementales ne le fera à notre place (voir l'exemple de STM).

Notre engagement au côté des travailleurs en lutte de STM se situe dans ce cadre : expliquer, éduquer par l'exemple, donner envie... Il y a un an, les salariés de STM regardaient les anars d'un mauvais œil, parce qu'ils n'en connaissaient que ce que les médias en disent. La plupart d'entre eux ont changé d'avis sur nous : par notre engagement à leurs côtés, nous sommes devenus crédibles, et en étant crédibles, notre discours politique révolutionnaire a marqué des points. Même si la révolution semble loin, et le chemin pavé d'embûches, cette petite victoire sur nous-mêmes nous fait chaud au cœur... P.

Le Monde libertaire: Un supplément du Monde a titré dernièrement: « À quoi servent les syndicats? » À brûle-pourpoint qu'en penses-tu?

Riton: Pour tout dire, je ne me remets pas de cet article du Monde. Sans doute s'agit-il d'un papier sur « les nécessités du changement du syndicalisme en France devant sa faiblesse et les difficultés de Thibault à moderniser la CGT », antienne du journal.

Je pense que les invocations internationales pour exiger un changement syndical en France sont surtout des proclamations idéologiques. La force du syndicalisme international n'a jamais été aussi bas:

– Les internationales se sont écroulées et la structure mise en avant est la CES, soit une structure de pays « riches » au moment où l'économie se mondialise.

– La CES n'est pas une structure syndicale, mais un appendice social de l'Union européenne un peu comme l'ISR puis la FSM l'étaient de l'Internationale puis du bloc communiste, mais dans un contexte qui nie la notion de classes sociales.

– La désyndicalisation frappe tous les pays (et le recul social aussi).

Ceci n'est pas pour nous réjouir, mais permet de réfléchir à la crise du syndicalisme sans penser qu'il y a des recettes toutes faites, sans accepter les présupposés qu'on tente de nous imposer. On ne peut couper court au débat sur l'orientation et la fonction du syndicalisme par de simplistes slogans de comptables.

La question reste, à mon sens, de savoir si le syndicalisme s'inscrit dans une société en conflit d'intérêt, en tension sociale; s'il a pour but de permettre aux salariés (disons au monde du travail pour englober les chômeurs – même si l'exclusion sociale est un sérieux problème pour l'organisation) de s'organiser collectivement pour résister et changer leur condition; et s'il s'inscrit dans cette stratégie conflictuelle au sein d'une démarche démocratique, qui passe par la négociation, la réalisation d'accords ou de droits marquant l'état du rapport de force et de l'avancée sociale du moment.

Le discours dominant se drape dans le drapeau « réformiste » pour simplement nier cette notion de conflit et s'inscrire dans une logique de consensus mou. Loin du réformisme et bien sûr d'un propos révolutionnaire, ce discours est simplement celui de la soumission à l'ordre dominant.

Le projet porté par la CES n'est pas celui de l'organisation collective des travailleurs et de la confrontation avec le pouvoir économique, mais celui d'une instance de représentation institutionnelle des questions sociales. Ce projet fonctionne sur la base de professionnels des questions sociales.

Il est vrai que l'institutionnalisation du droit syndical, la technicisation des négociations, l'éloignement des lieux de confrontation et les questions de pouvoir, entre autres, ont bureaucraté les organisations syndicales à un point

tel que la différence entre une banque, une préfecture et un appareil syndical ne saute pas toujours aux yeux. Mais dans le cas du projet de la CES, il ne s'agit plus, à mon sens, de syndicalisme. Ce projet nie l'aspect collectif pour lui substituer la représentation institutionnelle. Un syndicat c'est d'abord le regroupement de salariés décidés à se faire respecter, à se dresser, à reprendre une parole étouffée.

ML: Presque dix ans après 95, penses-tu que ça recule? Avec le syndicalisme d'accompagnement, la CES, où est l'avenir d'un syndicalisme de lutte?

R: Depuis, il y a eu 2003 et la bataille perdue sur les retraites, et puis aussi les nouveaux échecs de la gauche de gouvernement et le renforcement de la vague capitaliste libérale sur le monde. Le capitalisme marque des points, il dirige. Ces dernières années sont marquées par l'esquisse de nouveaux outils de résistances: l'alter-mondialisme comme champ général, le développement de syndicats SUD (regroupés dans les Solidaires) et de la CNT en France et d'autres mouvements syndicaux assez radicaux. On ne peut ignorer les évolutions des syndicalismes anglo-saxons, où se dessinent des évolutions au sein des syndicats uniques imposés par la loi. La période est donc marquée par une résistance qui ne trouve à s'exprimer et à peser qu'en dehors des champs tenus par les confédérations officielles (en général membre de la CES).

L'analyse des mouvements réels (y compris des conflits de 1995 ou 2003) démontre à la fois la nécessité d'une stratégie conçue dans une vision interprofessionnelle, mais aussi l'incapacité à faire vivre un mouvement interprofessionnel assez fort.

Pour l'instant la résistance trouve à s'exprimer en prenant appui sur des mobilisations professionnelles (Rail ou Éducation nationale). L'interprofessionnelle est le cadre nécessaire à une mobilisation qui s'attaque à un projet de société. Mais imposer à chaque mouvement professionnel l'exigence de porter la transformation globale, ce n'est pas sérieux... et surtout pas mobilisateur.

ML: En ce qui concerne les privatisations, quelles sont les réponses?

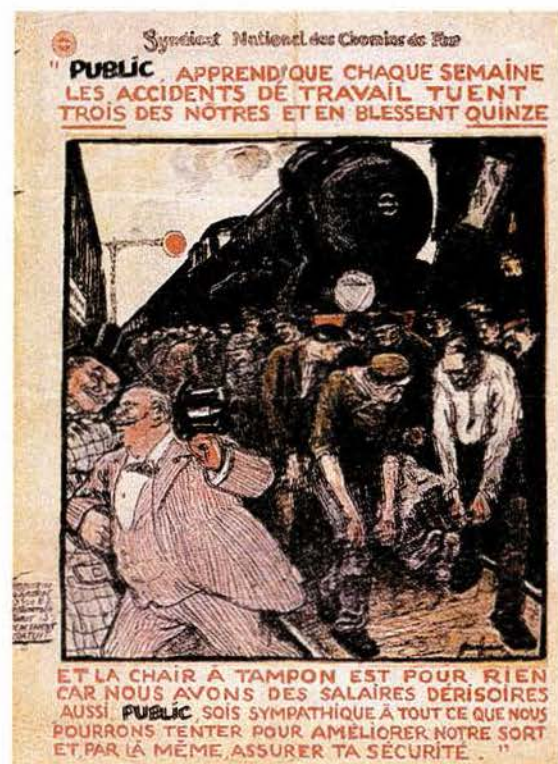
Riton: Pour combattre les privatisations, il faut déjà en clarifier les enjeux. Vis-à-vis des salariés, l'objectif est celui du recul sur les acquis sociaux; au plan général, c'est le refus d'une redistribution des richesses et la négation des choix politiques au profit des seules décisions des hommes de la finance.

La résistance corporatiste sur les acquis est légitime, lui opposer l'intérêt général est un piège. La privatisation, c'est souvent la soustraction, les hors-statuts. L'élargissement du champ de la résistance à la privatisation suppose que des modes de gestions plus démocratiques soient pensés, que la place du collectif comme moyen d'assurer aux individus une vie meilleure soit repensée et réaffirmée.

Entretien avec Riton

militant syndicaliste à SUD-Rail

« Un syndicat c'est d'abord le regroupement de salariés décidés à se faire respecter, à se dresser, à reprendre une parole étouffée. »



Intermittents

Aujourd'hui sur le toit du Medef... Demain ?

Trois jours sur le toit du Medef et trois ans de luttes, pour quels acquis ?

LES INTERMITTENTS du spectacle ouvrent «la saison d'été», par l'occupation du toit du Medef à l'issue des négociations pour la revalorisation des allocations chômage (moins de 2%). Le nouveau slogan «Nous sommes les experts», déployé sur la banderole du toit d'où les intermittents dialoguent avec la foule, indique le tournant de la lutte: durcissement tranquille. Les intermittents de la CPIF réclament l'abrogation de la réforme et une table ronde entre partenaires sociaux, gouvernement et Medef ainsi que l'accès aux données de l'Unedic pour une expertise indépendante.

Des actions d'information et de rencontres s'organisent pour les festivals. Rien n'est en effet réglé sur le fond, bien que plusieurs résultats encourageants aient été obtenus. Plus personne ne croit à la viabilité de la réforme. Il a fallu pallier d'urgence, par un fonds de secours, ses effets nuisibles: 26 500 exclus, dont 14 700 imputables aux nouvelles mesures, sont repêchés.

Cette année n'était que la première étape du plan global. De fait, la réforme n'a pas été appliquée. Ce n'est pas encore une victoire, mais une nette avancée. Les pouvoirs publics et les intermittents eux-mêmes ont pris conscience de la force économique qu'ils représentent: l'annulation des festivals, aussi douloureuse fût-elle, marque un tournant dans l'histoire du spectacle.

Pourquoi les intermittents occupaient-ils le toit du Medef et prévoient-ils une présence militante dans les festivals? La durée d'indemnité est toujours réduite de douze à huit mois. Encore aujourd'hui, tous les intermittents ne sont pas tirés d'affaire. Le sort des malades n'est pas entièrement réglé. On a coutume de dire que les intermittents du spectacle «ne tombent jamais malades et meurent dès qu'ils sont à la retraite»; les caisses du spectacle sont excédentaires. Aussi les syndicats demandent-ils que les excédents soient pris en compte pour le calcul global du déficit interprofessionnel imputé aux intermittents du spectacle. Pourquoi ces excédents?

Les intermittents du spectacle tombent-ils, foudroyés, à l'annonce de leur retraite? Nombre d'intermittents, abandonnent à 35 ans, car on leur préfère de plus jeunes, plus malléables... Ceux qui restent ont rarement, à

l'âge de la retraite, effectué le nombre de trimestres suffisant pour une retraite complète. Quant aux malades... Ils attendent la fin de leur contrat pour se soigner.

Nombre de contrats sont très courts; aussi, sauf urgence, on ne se met pas en congé-maladie sur deux jours de travail. Quant aux contrats longs, un membre de l'équipe abandonnant un film en cours mettrait l'œuvre en danger: la création est un travail d'équipe, il doit y avoir cohésion artistique. Aussi les intermittents du spectacle détiennent-ils le record de l'absentéisme minimal.

Les heures de congés étaient donc prises en compte pour le calcul des droits, même si le congé n'interrompait pas un contrat. Or cette année, entre autres turpitudes, une profession dont la survie repose sur la solidarité découvrait, atterrée, que les femmes enceintes et les malades étaient exclus du système. Point n'est besoin d'invoquer les théories de l'entraide de Kropotkine pour voir que la survie de l'espèce est en jeu: «On n'a même plus le droit de se reproduire», constatait une intermittente enceinte.

Suite au bras de fer de Cannes, les femmes enceintes sont tirées d'affaire. Les malades sont repêchés, s'ils ont eu un congé de trois mois consécutifs. Or certaines maladies «professionnelles» occasionnent plusieurs mois de congé, souvent non consécutifs. Ainsi en est-il des problèmes de dos, un classique des équipes de tournage! Un exemple «ordinaire»: machiniste à ses débuts, un de nos camarades a eu de ce fait la colonne vertébrale endommagée. Devenu assistant, il doit parfois partir en arrêt maladie. Cette année, il a subi plusieurs hospitalisations, et le film sur lequel il travaillait est retardé. Avec le nouveau calcul, seules ses 200 heures de travail comptent (selon l'ancien système, 120 jours d'arrêt 720 heures + 200 heures soit 920 heures.)

Et ce n'est que la première phase d'application de la réforme! Ses effets néfastes sont démontrés, mais pour cette année partiellement suspendus. Reste à «sauver» les dernières victimes, à obtenir un régime cohérent et une réforme de fond du financement de la culture. Tout un programme!

Michèle Rollin



Recette de l'été

PRENEZ une grenouille, placez-la dans une marmite remplie d'eau froide. Faites chauffer le tout. Notre grenouille voyagera du pôle Nord aux eaux tropicales pour finir ébouillantée, sans s'en rendre compte. Il ne vous reste plus qu'à la déguster.

Prenez maintenant une autre de ses congénères, et cette fois-ci, tentez de la soumettre directement aux délices de l'eau bouillante. Ni une, ni deux, d'un bond, elle fuira le destin auquel vous la promettiez.

De tout temps, le pouvoir, en intermittence ou non, a su faire son beurre de cette leçon de choses. C'est clair...

Premier rendez-vous: manifestation à Avignon le 9 juillet.

Pour la suite contacter:

CPIF: cpif-idf.org 01 40 34 59 74

CGT audiovisuel: 01 42 00 48 49

Spec 01 53 25 09 09

Spectacle vivant-FO: 01 47 42 33 75.

Le sport républicain

L'

L'ESPACE PUBLIC est saturé de sport: l'actualité rappelle ce fait en faisant renaître l'idéologie du « black-blanc-beur » à la faveur de l'Euro 2004 de football tandis que les JO d'Athènes secrètent la peur.

Les politicards et le sport

Dans le contexte des élections européennes, il n'y a pas seulement que le rat-ffarien qui botte en touche pour mieux ne pas parler du score minable de son parti. Le PS fait de même puisque à l'annonce de la victoire de la France contre l'Angleterre (Euro 2004), la seule chose originale qu'avait à dire Fabius était: « Formidable! » De même, le député au conseil général des Hauts-de-Seine, Gilles Catoire, maire de Clichy-la-Garenne, s'est fendu d'un tract où il écrivait: « Après la victoire (sic) du PS à Clichy, je suis heureux d'aller soutenir l'équipe de France à Santo Tirso. » Le seul projet politique qui semble se dessiner pour tous ces politicards de droite comme de gauche réside dans le sport, et dans le football en particulier. Ce n'est pas un hasard puisque ces démagogues veulent gérer au mieux l'ordre des choses régnant: tous les moyens populistes sont bons pour leurs fins particulières qui consistent à aller d'élections en élections. Le sport est politique, mais plus que jamais la politique est définitivement devenue un spectacle sportif.

Face aux contradictions de la société: chômage, travailleurs pauvres, abstentions massives, révoltes, conflits « ethnico-religieux », il est toujours bon de feindre la maîtrise en claironnant le refrain de l'excellence du « modèle d'intégration à la française », et donc de prendre l'air de dignes héritiers de Saint-Just. C'est ainsi que, tout naturellement, le sport constitue pour le gratin de la République une occasion de rêve pour assurer « la cohésion nationale » (souvent appelée « cohésion sociale »).

La République mise à mal

Malheureusement, le fameux match France-Algérie qui avait lieu le samedi soir 6 octobre 2001 (peu de temps après les attentats islamistes du 11 septembre) a fait voler en éclats

cette belle idée d'une harmonie de la nation grâce au sport. De quoi s'agissait-il? Les organisateurs de ce match amical avaient voulu signifier que la guerre d'Algérie était terminée et, de manière positive, que l'on pouvait maintenant faire la fête « tous ensemble ». Il y avait là tout un parler républicain: le Premier ministre, la ministre des Sports, les représentants officiels du football français.

Le match commence mal puisque la Marseillaise est copieusement huée et que des projectiles sont envoyés en direction dudit parler. L'Algérie est en train de perdre lorsque, à la 76^e minute, des supporters (nombreux) envahissent le terrain avec les drapeaux de l'Algérie. Tout le monde est surpris, et l'appel au calme de la ministre des Sports et du président de la fédération française de football ne font que tomber dans le ridicule. « La fête est gâchée », comme disent tous les commentateurs. Du coup, un front républicain, qu'aucune élection n'arrive jamais à constituer, se met massivement et durablement en branle. Et il fallait voir la haine qui se déchaînait dans l'hémicycle du palais Bourbon à propos de cette soirée! Quelques mois plus tard, la République haussa le ton en condamnant sévèrement près d'une vingtaine de personnes. Des intellectuels tentèrent, sous le choc, de « comprendre ». C'est un réel « traumatisme national » qui reste dans toutes les mémoires et qui fait passer la défaite de Diên Biên Phu pour une rigolade en comparaison.

L'édifice républicain chancelait. Tout ce qui se réclame de la France subissait une crise existentielle face à ce vacillement qui devenait trop visible.

Le sport, école de citoyenneté ?

Prévenir ce genre d'attentat était dans toutes les têtes républicaines et prenait un caractère d'urgence. Quel meilleur lieu de prévention que l'école, pilier indéfectible de la République française? C'est peut-être ainsi qu'il faut interpréter la sacralisation médiatique de « la laïcité »: une manière de hausser le ton face à des actes qui ne peuvent que passer pour des incivilités inacceptables. L'hypothèse d'une influence déterminante de ce match dans la

Un attaquant



« restauration de l'autorité » républicaine est sans doute osée, surtout qu'il y a eu entre-temps une élection présidentielle constituant un autre facteur non négligeable, mais c'est pourtant un domaine qui mériterait d'être étudié plus systématiquement que les divers commentaires auxquels ce match a donné lieu. En tout état de cause, la République s'enseigne, et le lieu de prédilection pour cela est l'école.

« Le sport ne saurait à mes yeux être facteur de ségrégation et d'exclusion. Le sport doit faire partie de notre République », a pu dire Jean-François Lamour, ministre des Sports, le 28 octobre 2003 lors d'une audition de la commission sénatoriale « Stasi ». Cette « commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République » a produit un rapport dont la conséquence a été l'adoption d'une loi puis d'une circulaire d'application concernant l'école. Plus tard, le même Lamour a dit, lors de la « cérémonie » de présentation de la « délégation française » pour les JO d'Athènes, le mercredi 5 mai 2004: « J'ai réaffirmé avec force que le sport doit jouer tout son rôle et s'inscrire dans le pacte républicain. » Cette conception populiste de la République est basée sur la confusion des finalités propres au sport: la recherche de la performance par une compétition physique avec celle de l'éducation: le développement de la personne. Et c'est comme un seul homme que toute l'élite de la nation reprend en cœur cette sorte d'« idéologie française ».

Avec « 2004, année européenne de l'éducation par le sport », les recteurs, les inspecteurs, les professeurs et les maîtres d'école peuvent transmettre dans le cadre de « l'éducation à la citoyenneté », « les valeurs sportives ». Des textes officiels incitent à réaliser des projets

dans ce sens. La France, via son président, son ministre des Sports, veut une sorte « d'exception culturelle » pour le sport qui serait une référence dans le monde. Construire une « éthique sportive » française et européenne constitue le projet de ces élites républicaines (de sécurité?). On convoque pour cela des spécialistes ès « laïcité » pour expliquer la profonde analogie entre les lois de « l'État de droit » et les règles du sport. Le résultat de toutes ces gesticulations c'est une ode à la République sportivisée qui se traduit par le sacro-saint triptyque: liberté (« le dépassement de soi »), égalité (« le fair-play »), fraternité (« la fête », « la trêve olympique »).

L'éducation civique est la discipline qui est bien entendu convoquée pour cet « enseignement du sport républicain ». Mais elle n'est pas la seule puisque l'éducation physique compte jouer son rôle en la matière. Elles deviennent d'ailleurs « deux disciplines transversales »² dans les programmes nationaux. L'estampille étatique du bon sport se construira grâce aux multiples partenariats qui s'échafauderont sur fond de décentralisation. De gentils professeurs d'EPS, soucieux de citoyenneté sportive dans leurs cours, pourront ainsi travailler main dans la main avec des agences locales du Comité international olympique (organisation réactionnaire s'il en est!) au sein de comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, eux-mêmes une émanation des conseils d'administration des collèges et lycées.

Avec le sport, chaque citoyen sera à même de vivre dans une démocratie formelle. Dès le plus jeune âge, on apprendra que quelles que soient les décisions de l'arbitre, on ne conteste pas sa décision!

Les raisons d'une critique

En conclusion de ce qui précède, il faut au contraire réaffirmer:

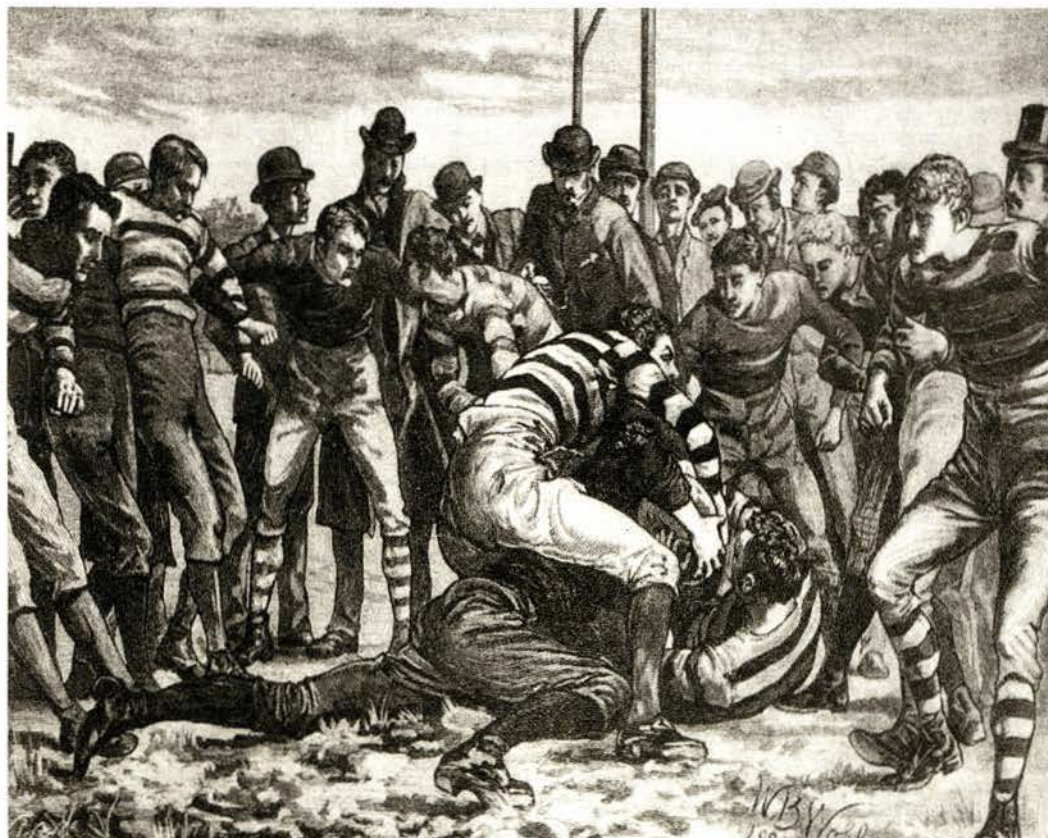
– Que le sport « est l'opium du peuple »³. Cette thèse critique⁴ reste d'actualité parce que ceux qui voient le sport comme une pratique neutre (un jeu?), oublient qu'il est un obscurcissement réactionnaire de la conscience, qu'il contribue de manière déterminante à empêcher toute émancipation socio-politique, qu'il est d'abord là pour faire rêver les humbles.

– Que son caractère soi-disant « éducatif et social » (sic) reste encore à démontrer. Ce n'est là qu'une pétition de principe bien française. Il est au contraire structuré comme une guerre: le bellicisme, les morts, la barbarie, le militarisme, l'autre comme ennemi. Il exclut et favorise la ségrégation, n'en déplaise aux républicains sportifs. Par sa recherche sans fin de la performance, le sport organise systématiquement la sélection d'un corps d'élite et, par définition, hiérarchise des types humains où l'égalité n'a pas droit de cité. Le sport, par ses diverses techniques, impose une norme corporelle rendant déviants tous ceux qui n'y correspondent pas.

– Que la profession de foi sportive est basée sur une contradiction: diffuser la croyance selon laquelle l'activité physique peut être en même temps source de plaisir (le jeu), de bien-être (la santé) alors que l'intentionnalité qui prime est la recherche de la victoire sur l'autre (domination). Ceci à l'adresse des « éducateurs sportifs » qui veulent former des sportifs indifférents à la victoire.

– Qu'il est faux de faire l'analogie entre le sport et la vie qui aurait, elle aussi, besoin de règles pour que les requins ne se mangent pas les uns les autres. Les fédérations sportives, pour faire leur publicité, disent qu'elles sont « école de vie » (sic). Mais c'est la vie rétrécie à la dimension de la concurrence économique à laquelle répond la compétition sportive. La vie du stade est un horizon indépassable seulement pour l'imaginaire sportif.

Dans ces conditions, pourquoi ne pas siffler la Marseillaise? **U. A.**



1. On lira avec le plus vif intérêt l'article suivant: Patrice Lestrohan, « Claude Simonet: le footocrate », le Canard enchaîné, n° 4364, 16 juin 2004, p. 7.

2. Conseil national des programmes, « Qu'apprend-on au collège? » Cahier des exigences pour le collégien. Pour comprendre ce que nos enfants apprennent, Paris, CNDP/XO Éditions, 2002, p. 155.

3. Karl Marx, Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction, février 1844. Voir pour ce texte le site suivant: <http://perso.wanadoo.fr/dumauvaiscote>.

4. L'Opium sportif. La critique radicale du sport de l'extrême gauche à Quel Corps? (Textes présentés par Jean-Pierre Escriva et Henri Vaugrand), Paris, L'Harmattan, 1996.



Che Guevara

au-delà du mythe

Les

Daniel Pinós

LES CARNETS DE VOYAGE, film du réalisateur brésilien Walter Salles, récemment présenté au Festival de Cannes, retracent le voyage effectué à travers l'Amérique latine, en 1953, par un jeune bourgeois argentin nommé Ernesto Guevara de la Serna ¹. Ce long-métrage évoque quelques mois de la vie du jeune Guevara. Les bases de l'œuvre de Walter Salles reposent sur les carnets de Guevara et de son compagnon de route Alberto Granado ². L'odyssée racontée par les deux jeunes aventuriers argentins dévoile l'impact qu'eut sur Guevara la découverte des problèmes de pauvreté et d'injustice de son continent. Pourtant, le jeune Guevara du film de Walter Salles est très éloigné du mythe du Che. Salles traite du sujet avec lyrisme et humanité, plutôt que de se focaliser sur les choix politiques ultérieurs de Guevara. Nous connaissons tous Che Guevara, le guérillero héroïque qui fit sacrifice de sa vie au service de la révolution. Nous connaissons sa participation aux avant-postes de la révolution cubaine, ses responsabilités ministérielles sur l'île du Caïman vert et sa mort tragique en Bolivie. Mais au-delà du mythe, de l'icône révolutionnaire qu'il est devenu aujourd'hui, quel fut son itinéraire et quels furent ses choix politiques ?

Les années avant la révolution cubaine

Guevara participa dès l'âge de 26 ans à la révolution nationaliste du président Arbenz, en 1954, au Guatemala. Son titre de médecin en poche, il pensait être utile dans un pays qui tentait d'installer une série de réformes sociales. Mais la CIA renversa le gouvernement d'Arbenz, qui se rendit sans combattre. Guevara dut quitter le Guatemala pour le Mexique. L'échec d'Arbenz marqua profondément le jeune Guevara. Il venait de découvrir la misère du continent américain, c'est alors qu'il se radicalisa et qu'il remit en question la gauche non communiste, qu'il rendit responsable de cet échec.

C'est au Guatemala qu'il rencontra un groupe d'exilés cubains après l'échec de la prise de la caserne de la Moncada, à Santiago de Cuba en 1953, par les premières troupes de Fidel Castro. Il les retrouva en 1955 au Mexique, où ils le présentèrent à Castro qui sortait de prison. Castro et Guevara sympathisèrent et furent d'accord sur un point: la lutte armée, seul chemin pour la révolution. Le Che était devenu marxiste et il l'affirmait, alors que Fidel Castro faisait beaucoup de déclarations publiques où il parlait de démocratie et de

nationalisme. Très vite le Che accepta que Castro devienne le chef de l'expédition cubaine qui devait mettre fin à la dictature de Batista.

Lorsque les survivants de l'expédition ratée à bord du *Granma*³ en 1956, au cours de laquelle Guevara fut blessé, se furent enfoncés dans la Sierra Maestra, le Che décida d'opter pour le rôle de soldat au service de la cause révolutionnaire cubaine. Avec quelques hommes venus en renfort des villes, il forma le deuxième front de guérilla en soutien à Castro.

De la guérilla au pouvoir

Quelques mois plus tard, Guevara avait fait preuve de son audace et de son courage au combat. Si bien qu'un jour Castro lui dit de rajouter *comandante* devant son nom. Dans les mois qui suivirent, Guevara, deuxième *comandante* de la guérilla, entreprit toute une série d'actions audacieuses : il créa un territoire libre à El Hombrito, où il tenta d'installer une communauté civile, avec école, hôpital, atelier de fabrication d'armes, boulangerie, journal et, plus tard, la Radio rebelde.

Le Che trouvait à cette époque la direction clandestine du Mouvement du 26 juillet⁴ insuffisamment révolutionnaire, simplement anti-impérialiste. Castro sollicita l'aide de tous, pas seulement celle des Soviétiques. Un pays lui apporta son soutien : les États-Unis. Le 31 mars 1958 arriva à la Sierra Maestra un gigantesque chargement d'armes provenant du Costa Rica. Son président, José Figueres, proche des États-Unis, collabora avec la CIA. Ces armes rendirent possible l'extension de la guérilla vers le centre de l'île. Depuis, les archives de la CIA ont parlé, mais La Havane et Washington restent muets.

Guevara fut chargé seul de défendre une zone de la Sierra, rôle certes important, mais plus anonyme que spectaculaire. Ce qui confirma sa position de deuxième *comandante* de la révolution fut l'invasion de l'île et sa foudroyante avancée vers Cuba.

Plus spectaculaire encore que le siège et la bataille de Santa Clara fut la prise du train envoyé en renfort par Batista, et que Guevara attaqua, obligeant les militaires à se rendre. Par ces actions, Guevara devint, grâce aux caméras de télévision et à la presse américaine, la figure décisive de la révolution, projetant au second plan Castro.

La prise de Las Villas fut dramatique pour les partisans de Batista. Durant la bataille, un groupe de militaires, retranchés dans un hôtel, se rendit. Les prisonniers furent exécutés sommairement et sans jugement, en présence de photographes, journalistes et cameramen. Les victimes étaient pour la plupart de jeunes paysans, chômeurs, récemment engagés dans l'armée.

Un des objectifs de Guevara et de Castro fut de contrôler le deuxième front de l'Escambray, front très important du point de vue militaire et politique, car se trouvant dans le centre de Cuba où opéraient les forces indépendantes du commandant Gutierrez Menoyo⁵, et celles du Directoire révolutionnaire. Guevara, désireux de la collaboration du vieux Parti communiste, signa un pacte avec le Directoire révolutionnaire, puis marginalisa les forces de Menoyo en dégradant les commandants du Mouvement du 26 juillet.

Directeur de prison et président de la Banque nationale

Après la fuite de Batista, Fidel Castro rétablit son pouvoir en ordonnant à Camilo Cienfuegos de prendre la caserne de La Columbia, ce qui revenait à prendre La Havane. Il envoya le Che à la caserne de La Cabaña, position secondaire aux portes de la capitale. Il interdit aussi aux troupes du Directoire révolutionnaire d'accompagner les rebelles lors de leur entrée dans la capitale. Guevara avait voulu marginaliser Menoyo; Fidel, de son côté, réduisit l'influence du Directoire et celle de Guevara.

La forteresse de La Cabaña, sous la direction de Guevara, le guérillero historique, devint une prison et un centre d'exécutions.

Guevara et Raúl Castro étaient préoccupés par la renaissance d'un mouvement ouvrier et étudiant indépendant, et par la popularité de certains commandants et ministres non communistes. Guevara déclara alors : « Il faut en finir avec tous les journaux, on ne peut pas faire une révolution en maintenant la liberté de la presse. Les journaux sont des instruments de l'oligarchie. » Dans les mois qui suivirent, la presse cubaine fut interdite, et ne subsista que l'organe du Comité central du Parti communiste cubain, le quotidien *Granma*. Toute opposition au rapprochement avec l'Union soviétique fut sévèrement réprimée. Les anarchistes furent arrêtés, torturés, condamnés à de longues peines de prison ou contraints à l'exil⁶.

Contrairement à Fidel, souhaitant « gagner du temps », Guevara et Raúl Castro désiraient affronter ouvertement les États-Unis et pactiser avec les communistes.

Le Che se trouve au centre de la photo, Raúl est en cravate



En mars 1959, la tension entre Raúl Castro, Guevara, les vieux communistes, d'un côté, et Fidel Castro, de l'autre, s'exacerba à propos de la réforme agraire; les premiers étant partisans d'investir les terres des latifundistes⁷, tandis que Fidel souhaitait une loi.

Lors de sa nomination, en novembre 1959, comme président de la Banque nationale et responsable de l'économie cubaine, le Che émerge à nouveau comme deuxième personnage officiel de la révolution cubaine. En 1960, il devint l'un des protagonistes de la crise du pétrole, lors de la mise sous contrôle des raffineries américaines et anglaises, puis lors de la signature des accords avec Mikoyan⁸. Raúl Castro contrôlait désormais le pouvoir militaire et policier; Guevara, l'économie, et l'industrie à partir de 1961. Quant à Castro, il dirigeait la réforme agraire, et la politique en général.

Guevara, qui s'inspirait du plus rigide des modèles soviétiques, croyait aveuglément à la centralisation, à la planification, à la destruction de toute forme de propriété, grande ou petite. Il croyait aussi que, du haut du pouvoir, il était possible de détruire le capitalisme et construire le socialisme. Castro et Guevara ordonnent l'étatisation de 80 % de la richesse cubaine: terres, mines, commerces, usines, transports, banques, industries. Le premier symptôme de crise surgit dans l'agriculture lors de l'assemblée de production de 1961, quand fut décrété le rationnement des produits nationaux et étrangers.

Le 26 juin 1961, le Che déclara que « les travailleurs cubains doivent petit à petit s'habituer à un régime de collectivisme. En aucune manière les travailleurs n'ont le droit de faire grève ». En effet, des grèves avaient éclaté pour protester contre la baisse des salaires décrétée par le pouvoir. La CTC⁹ fut purgée d'une partie de ses dirigeants. Les communistes s'emparèrent de l'appareil syndical.

Guevara rêvait d'une industrialisation rapide de Cuba, en oubliant ses petites dimensions, sa faible population, son manque de sources d'énergie, de capitaux. Et, surtout, que le plus urgent était de conserver, et non de détruire l'industrie existante, en activité depuis plus d'un siècle. Celle du sucre, par exemple, avec ses cent cinquante usines, son réseau de transport, de magasinage, de transformation et de fabrication de produits dérivés, était de type capitaliste, comme les industries du textile, du tabac, des alcools, du cuir et de l'alimentation. Le pays, avec tous ses problèmes structurels de monoculture, de latifundium, de marché unique, avait une économie qui permettait à 70 % de la population d'avoir un niveau de vie de type occidental, et aux 30 % qui restaient un niveau de pauvreté typique du tiers monde.

Guevara détruisit sans rien construire

Cuba produisait des cuirs tannés et des chaussures de bonne qualité. Guevara nationalisa les grandes usines et les petits ateliers; supprima

les échoppes de cordonniers qui existaient partout et envoya la majorité des ouvriers de la chaussure aux champs. Très rapidement, il n'y eut plus ni cordonnier ni chaussures, et il en allait de même avec les boulangeries, les tissus, les dentifrices, les tabacs et les allumettes.

Sa foi dans les « pays frères », Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, le poussa à acheter – et eux, à lui vendre – toutes les vieilles machines improductives et inutiles qu'ils conservaient.



Le Che et Camilo Cienfuegos

La rupture avec Fidel Castro

Cuba est une des grandes réserves de nickel du monde. Avec de bons investissements, vingt-cinq mille ouvriers du nickel pouvaient produire autant de devises que le demi-million de travailleurs de l'industrie du sucre, toujours très chère et presque toujours non rentable. Fidel Castro, d'anti-canne devint pro-sucre, et lors de ses voyages à Moscou, en 1963 et 1964, vendit le sucre cubain aux Soviétiques.

Faisant pour la première fois preuve de sa mégalomanie, il déclara: « Je produirai dix millions de tonnes de sucre, ce sera la récolte la plus grande de toute l'histoire de Cuba, je développerai à cent pour cent l'industrie sucrière, Khrouchtchev m'enverra ces machines à couper la canne qu'on appelle des "libératrices". »

Cet objectif ne fut jamais atteint. La réforme agraire déposséda les paysans de tout pouvoir, la gestion des coopératives agricoles passa totalement aux mains des bureaucrates nommés par le pouvoir en place¹⁰. Cuba s'endetta de plus de un milliard de dollars en Europe. Cette somme consacrée au nickel devait permettre de développer l'industrie et

toute l'économie cubaine. Mais le sucre et le socio-fidélisme dévorèrent implacablement le milliard de dollars empruntés, provoquant ainsi la ruine de la production de nickel. Guevara, déçu, abandonna l'économie et l'industrie; ayant une vision clinique de la réalité, il ne la déguisait pas ni ne l'idéalisait comme Fidel. Son problème n'était donc pas la vision de la réalité, mais son dogme, c'est-à-dire le socialisme étatique, dont on ne pouvait douter. Guevara, grâce à ses relations économiques avec les pays de l'Est et l'URSS, commençait à découvrir le socialisme « réel ». Il se rapprocha politiquement de la Chine, du Vietnam et de la Corée du Nord. Fin 1964, son sort est joué, et le ministère de l'Industrie est absorbé par l'INRA¹¹. Son rêve d'industrialiser Cuba s'évanouissait. La révolution s'enfonçait dans la bureaucratisation et la militarisation.

Sachant qu'il ne pourrait s'écarter de la norme soviétique et qu'il était condamné à un avenir de bureaucrate, il choisit de s'investir dans la guérilla latino-américaine avec le projet plus lointain de créer une alliance intercontinentale qui réunisse l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie.

Guevara, au départ meilleur soutien des vieux communistes cubains et de l'URSS, devint avec le temps de plus en plus critique vis-à-vis du système soviétique et du « caudillisme »¹² de Castro. Les méthodes de Fidel lui semblaient inaptes à créer l'homme nouveau et la nouvelle conscience sociale capable de construire le socialisme. Lors d'un séminaire à Alger, en 1965, il accusa l'URSS de néocolonialisme¹³. À son retour à Cuba, Guevara fut accusé par Fidel, Raúl Castro et le président Dorticos d'indiscipline, d'irresponsabilité et d'avoir compromis les relations de Cuba avec l'URSS. Guevara accepta les reproches.

La fin tragique du guérillero

Il disparaît alors de la circulation, et la presse mondiale commence à tisser le mystère guevariste. Où est passé le *comandante* argentin? Que lui est-il arrivé? En réalité, comme on l'apprendra plus tard, Guevara entreprend un voyage en Afrique.

En 1966, il revient à Cuba après son échec africain, puis repart pour la Bolivie, allant au-devant de la défaite et de la mort. Pourquoi Castro ne fit-il pas pour Guevara ce qu'on avait fait pour lui? Pression soviétique, jalousie ou machiavélisme¹⁴?

Le Che fut-il un instrument entre les mains de Fidel Castro? Il ne sut ou ne put agir indépendamment de Fidel Castro. Che Guevara était plus un utopiste qu'un réaliste. De qui fut-il la victime, de la CIA, du KGB ou de Castro? Sans doute le pire ennemi



Guevara adolescent

d'Ernesto Guevara fut le Che. Dans un monde dominé par Washington et Moscou, il s'attaqua aux deux puissances à la fois. Don Quichotte internationaliste, Robespierre tropical, idéaliste et cruel à la fois. Personnalité complexe, représentative probablement des illusions et des confusions de son temps, l'histoire gardera de lui l'image d'un aventurier, d'un personnage pathétique vivant cette époque violente, idéaliste, inhumaine et pragmatique, appelée la Guerre froide. **D. P.**

1. Sortie du film en septembre 2004.
2. Publié en français sous le titre de *Latinoamerica. Journal de voyage*, par Ernesto Guevara et Alberto Granado, préface de Ramon Chao, éditions Austral.
3. « Granma » signifie en anglais argotique « grand-mère », nom du yacht qui aborda sur l'île de Cuba, le 1^{er} novembre 1956. Sur les 86 hommes embarqués, il n'y eut que 12 survivants.
4. Attaque de La Moncada, à Santiago de Cuba.
5. Le commandant Eloy Gutiérrez Menoyo était fils de républicains espagnols réfugiés en France en 1939 et frère d'un résistant des maquis français. Il abandonna Cuba en 1961. Quelques années après, il organisa une expédition armée qui débarqua à Cuba pour renverser le pouvoir castriste. Il fut capturé et condamné à 20 ans de prison.
6. À paraître fin 2004, *Cuba libertaire. L'anarchisme à Cuba*, de Frank Fernández, suivi de *Témoignages sur la révolution cubaine* d'Augustin Souchy, aux éditions CNT.
7. Les gros propriétaires.
8. Anastas Ivanovitch Mikoyan (1895-1978), bolchevique prototype du stalinien servile.
9. Centrale des travailleurs de Cuba.
10. Sur l'échec de cette réforme, lire les *Témoignages sur la révolution cubaine* d'Augustin Souchy, à paraître prochainement aux éditions CNT.
11. Institut national de recherche agronomique.
12. Domination d'un chef.
13. Sur la remise en question de la domination soviétique, lire *Che Guevara* de Jean Cormier aux éditions du Rocher, 1995.
14. Lire à ce sujet *Fidel de Cuba* de Jean-Pierre Clerc aux éditions Ramsay, 1988.



Clovis Trouille,

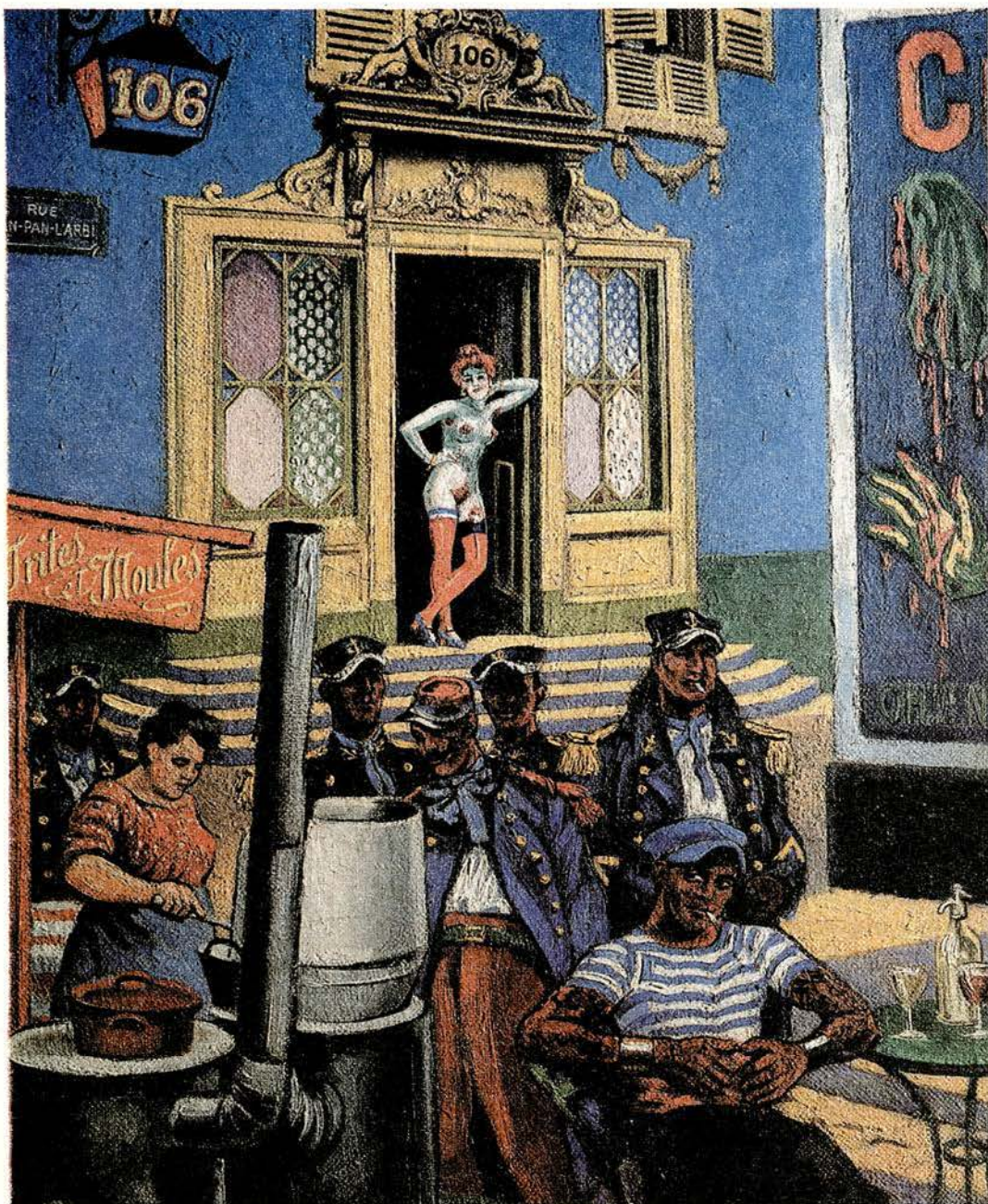
Le zouave et l'amante religieuse

Trouille

Felip Equy

Prenez un artiste peintre.
Envoyez-le deux ans à l'armée,
puis quatre ans à la grande
boucherie de la Première Guerre
mondiale. Vous obtenez
alors une révolte esthétique,
anarchiste et surréaliste d'une
rare puissance exprimée.





Naguère ou Le 106 n'est pas consigné à la troupe, détail.

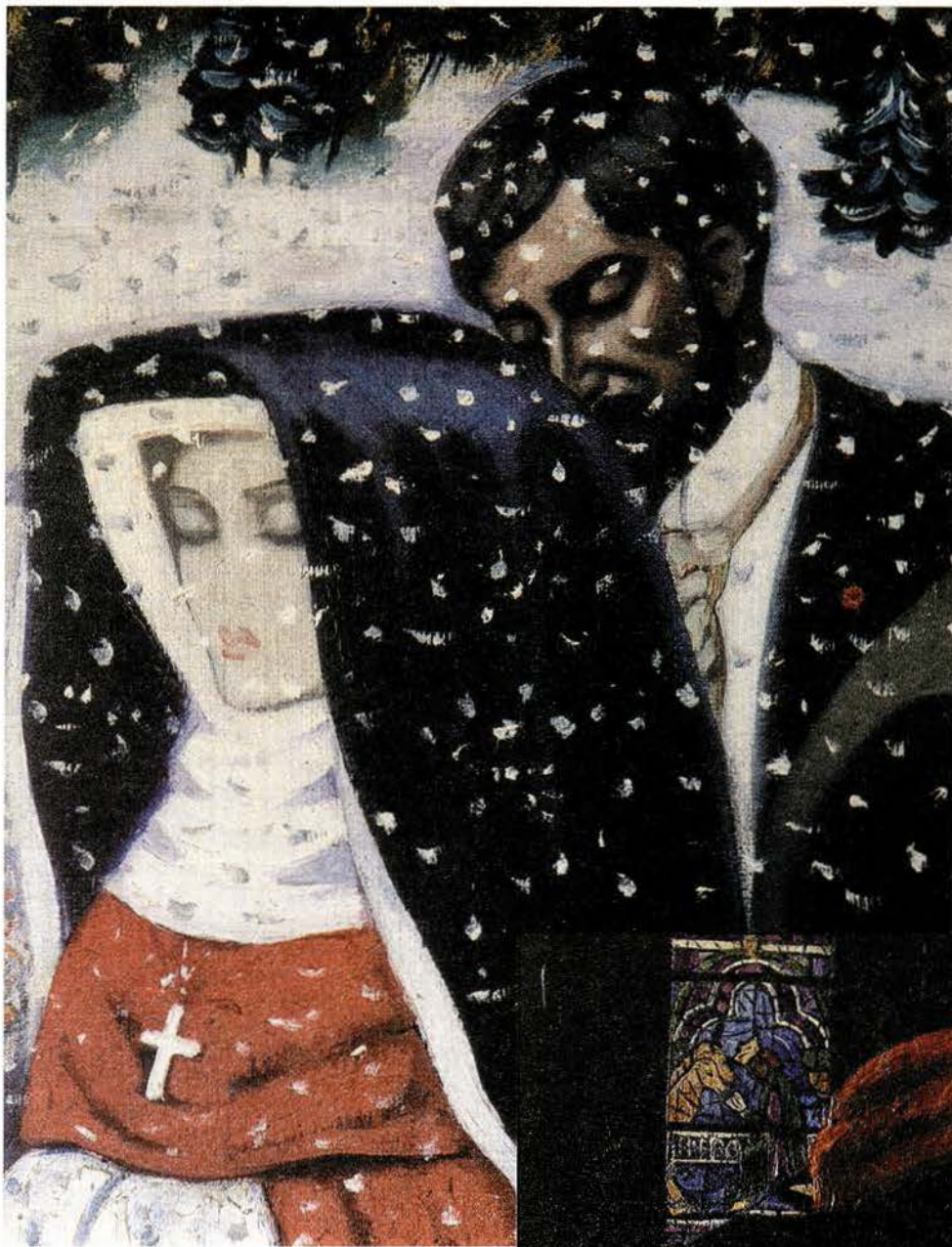
Les

LES LECTEURS du Monde libertaire ont découvert, sans doute avec surprise, en première page du numéro 1343 au mois de janvier une bien curieuse religieuse maquillée, portant de beaux dessous et fumant une cigarette. Cette peinture qui illustrait un dossier sur les méfaits des religions, était l'œuvre de Clovis Trouille (1889-1975). Elle a pour titre *Religieuse italienne fumant une cigarette* et date de 1944. Ce peintre est ignoré par la plupart des dictionnaires et encyclopédies car c'est un esprit rebelle qui n'a cherché ni la gloire ni la célébrité.

Il a toujours voulu rester autonome. Il ne désirait pas dépendre des galeries et peindre sur commande. Presque toute sa vie, il a exercé le métier de maquilleur et de retoucheur dans une fabrique de mannequins d'art à Paris. Il ne peignait que pendant ses loisirs, et son œuvre se compose seulement d'une centaine de toiles qu'il retravaillait parfois pendant plusieurs années. Il serait sans

doute étonné de voir que ses peintures se négocient actuellement entre 250 000 et 300 000 euros. À la suite d'une exposition où aucune toile n'avait été vendue, il écrivit: « Quant à moi, cette mévente me ravit. L'échec commercial étant pour moi, spirituellement, un succès, et la vente, un triste signe de conformisme bourgeois, ayant toujours considéré ma peinture comme anarchisante, démodée et anticommerciale. »

L'anticléricalisme et l'antimilitarisme sont des thèmes récurrents de sa peinture. L'érotisme, le fantastique, le rêve, l'humour, les arts populaires sont aussi très présents. Dans ses peintures, on rencontre les personnages les plus surprenants: des religieuses aguichantes, bien sûr, mais aussi des saltimbanques, des gitanes, des militaires ridicules, des moines lubriques, des lions et autres animaux sauvages, des vampires, et on peut même y croiser Donatien Alphonse François de Sade ainsi qu'André Breton.



Le Refoulement des mauvais désirs, détail d'une variante.

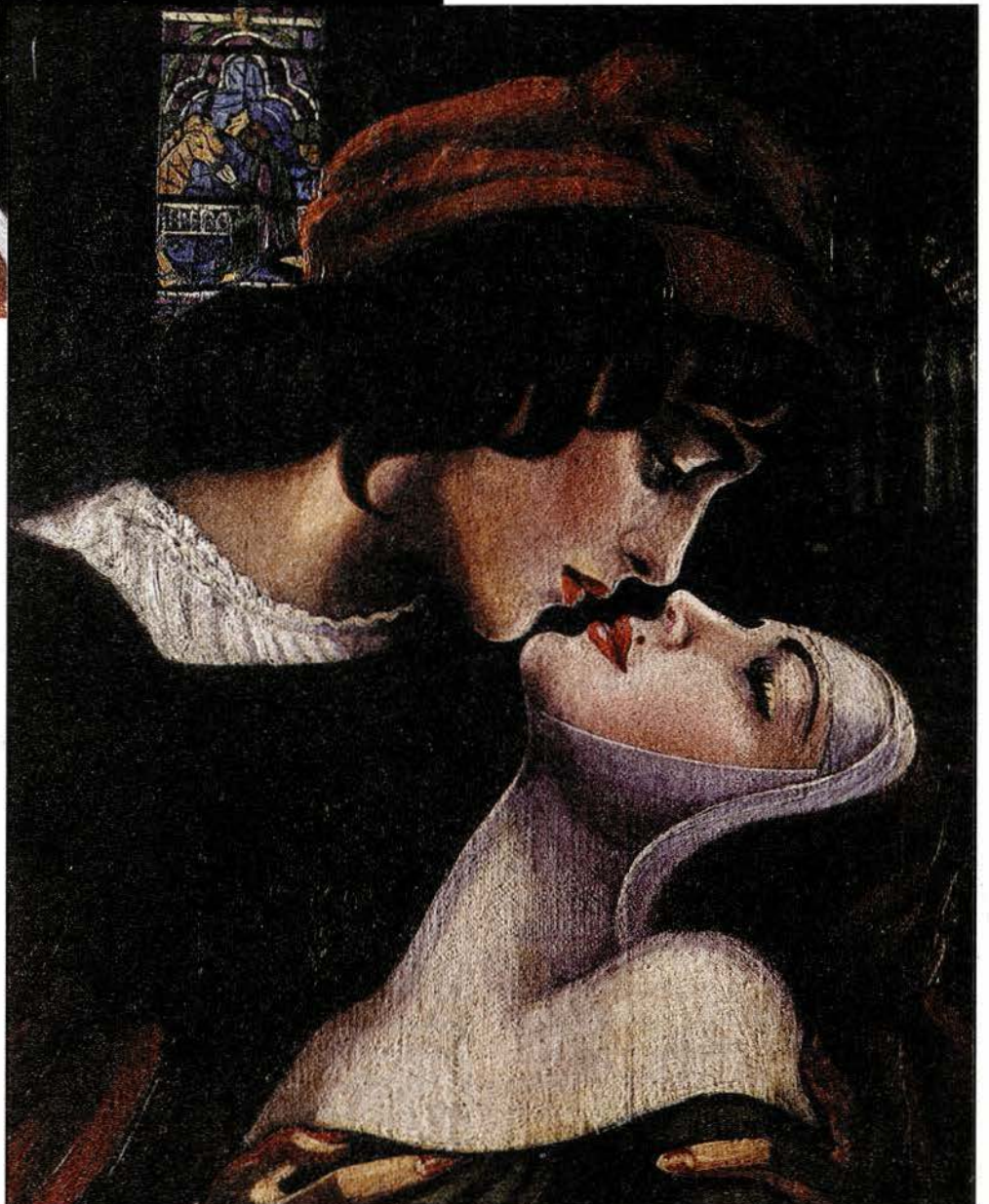
Les scènes religieuses semblent obséder Clovis Trouille: Remembrance, le Baiser du confesseur, la Partouse, la Pécheresse à la cathédrale d'Amiens, etc. L'aspect anticlérical est bien sûr présent avec notamment la devise «Ni dieu ni maître» écrite sur la barque du Bateau ivre. Mais il cherche aussi à dévoiler une dimension érotique de la religion qui est toujours cachée. Il transforme une imagerie religieuse en un éloge du libertinage et de l'amour.

Remembrance (1930-1933) est un «tableau antitout». Une République nue balance une pluie de médailles aux embusqués et aux profiteurs de la guerre (un évêque et un académicien). À côté, deux soldats morts, un Allemand et un Français ont reçu une croix de bois en remerciement et portent dans leurs bras deux lapins symbolisant le sacrifice obligatoire.

Le Poète rouge (1949-1963) est une toile où le peintre s'attaque à tous les pouvoirs. Devant la «prison des poètes non conformistes» est

« Il cherche à dévoiler une dimension érotique de la religion qui est toujours cachée. Il transforme une imagerie religieuse en un éloge du libertinage et de l'amour. »

Le Baiser du confesseur, détail



installée une guillotine. Un poète avec une cape noire ressemble aux anarchistes du début du XX^e siècle. Planqué derrière une pissotière, il tire sur le bourreau. Pour que les flics servent à quelque chose, ils ont dans le dos une pendule, un baromètre ou un plan de Paris. Les femmes des poètes, en tenue de nuit, tiennent à la main des mitraillettes et se préparent à l'assaut. Le poète rouge est André Breton qui «cherche l'or du temps à bord d'une planète égarée». Au premier plan, un monument en forme de phallus a été érigé en l'honneur de Sade, mais il est surmonté d'un buste du pape Pie XII...

Les personnages de ses peintures sont directement repris de photographies. Il les décalquait puis les peignait ou bien les découpait, les collait et repeignait. Le collage tient donc une place importante dans son œuvre. Les figures sont disposées dans un cadre qui ressemble à un décor de cinéma. Clovis Trouille utilise des couleurs pures, saturées. Ses violets, noirs et pourpres mettent en valeur la vulgarité et le mauvais goût des thèmes qu'il a choisis. Sa technique préfigure le Pop Art ou bien les œuvres de Combas et d'Erro.

Clovis Trouille est né dans un village de l'Aisne. Il a été élève à l'école des beaux-arts d'Amiens pendant cinq ans. Il a été impressionné par l'architecture de la cathédrale de cette ville ainsi que par les peintres classiques exposés au musée de Picardie. Il a passé sept années sous les drapeaux, de 1910 à 1912 pour son service militaire puis de 1914 à 1919 pendant la Première Guerre mondiale. La guerre l'a profondément traumatisé, et il restera plusieurs années sans pouvoir peindre. «J'étais un véritable artiste. Mais je ne suis plus un véritable artiste, parce que j'ai eu un traumatisme de cette guerre-là. Je suis devenu anarchiste, n'est-ce pas? Et la peinture que je fais est anarchiste et surréaliste, tout ce que vous voulez, mais elle n'a plus cette qualité, cette poésie de cette époque-là.» En effet, alors qu'il peignait des portraits et des paysages, quand il reprend le pinceau, il s'attaque à des sujets «blasphématoires». La perte d'une de ses deux filles âgée de 12 ans augmente sa révolte. Il s'oppose violemment aux idées religieuses de sa famille.

Clovis Trouille a fréquenté le mouvement surréaliste. Mais, se méfiant des querelles personnelles, il ne participait pas régulièrement aux réunions. En désaccord avec la plupart des surréalistes en raison de leur mépris pour les maîtres anciens, il revendiquait l'héritage des peintres de la Renaissance qu'il avait copiés dans sa jeunesse. Il avait cependant l'estime de Dali, de Breton et de Maurice Rappin qui saluaient l'audace et la subversion de ses sujets.

Il a participé à de nombreuses expositions collectives de 1930 à sa mort. On a pu voir ses toiles aux expositions de l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires (AAER) puis au salon des Indépendants ainsi qu'aux Surindépendants. De son vivant, il n'y eut qu'une seule rétrospective de son œuvre, en

1963, à la galerie Raymond-Cordier à Paris. On trouve sa signature au bas de quelques textes surréalistes, notamment *Surréalisme et anarchisme: déclaration préalable* publiée dans le *Libertaire* en 1951.

À cause de la discrétion de l'artiste et du côté absolument politiquement incorrect de ses toiles, l'œuvre de Clovis Trouille était difficile à voir. Elle a été boudée par la critique et par la bourgeoisie de son époque. On doit cependant noter un regain d'intérêt ces dernières années.

Plusieurs expositions ont eu lieu: au musée national des arts d'Afrique et d'Océanie en 1999 et 2000, au musée d'Art moderne d'Ostende en 2002 et, plus récemment, au Cercle contemporain du Cailar (Gard) en 2004. Les œuvres de Clovis Trouille étaient présentées avec celle de Gérard Lattier, un artiste qui avait entretenu une correspondance avec lui. À noter que l'entrée de l'exposition était déconseillée aux jeunes de moins de 16 ans non accompagnés!

Pour découvrir l'œuvre de Clovis Trouille, on peut consulter un ouvrage très beau, mais aussi très cher (70 euros), qui vient de paraître chez Actes Sud. Clovis Prévost y présente l'essentiel des peintures de l'artiste. Les reproductions sont accompagnées d'extraits de lettres ainsi que de textes d'auteurs que le peintre appréciait particulièrement (Artaud, Breton, Crevel, Lautréamont, Rimbaud, Sade et même Stirner). Sur Internet, on peut voir des œuvres de Clovis Trouille sur des sites personnels d'artistes qui lui rendent ainsi hommage.

Jean Rolin, un cinéaste libertaire qui a réalisé de nombreux films de vampires, évoque Clovis Trouille dans son film *La Fiancée de Dracula* (2002): «J'ai une grande admiration pour Clovis Trouille, j'en ai parlé à chaque fois que j'ai pu, et j'ai mis des tableaux effectivement dans mon dernier film, je [le] mentionne plusieurs fois dans mes livres. Et puis on m'a appelé le Clovis Trouille du cinéma.» **F. E.**

Le livre Clovis Trouille (Actes Sud) est disponible à la librairie du Monde libertaire, au prix de 70 euros, plus 7 euros de port, uniquement sur commande.

Le Présent des Gaules, détail.



révolution les mots de Paz

Un des derniers à pouvoir témoigner de son vivant de la révolution libertaire en Espagne est peut-être Abel Paz, pseudonyme de Diego Camacho, historien, biographe de Durruti. Son œuvre, riche de nombreux livres parmi lesquels les quatre tomes qui composent son autobiographie, embrasse toute une époque, depuis son précoce engagement anarchiste jusqu'à l'horreur des geôles franquistes. Sa mémoire vive conjugue au présent l'insurrection d'une volonté de vivre qui a vaincu le temps, la prison et les guerres.

Entretien réalisé par Miguel Riera et publié dans la revue *El Viejo Topo*, n° 149, en février 2001. Traduction et notes de Martine Plata Obono.



La partie concernant le Maroc n'a pu être intégrée à cette publication pour des raisons de place. Le lecteur hispanisant peut se reporter à l'ouvrage d'Abel Paz *La cuestión de Marruecos y la República española* (Fundación de estudios libertarios Anselmo Lorenzo, Madrid, 2000).

Livres d'Abel Paz disponibles en français :

- Buenaventura Durruti. Un combattant libertaire dans la révolution espagnole (Editions de Paris, 2000) ;
- Barcelone 1936. Un adolescent au cœur de la révolution espagnole (La Digitale, Quimperlé, 2001) ;
- Chronique passionnée de la Colonne de fer (Nautilus, Paris, 2002).

En espagnol doit paraître à l'automne 2004 *Ada Marti. Un grito en la noche*, essai biographique (Virus, calle Aurora 23, baixos, 08001 Barcelona, Espagne, <virus@pangea.org>).

Film documentaire :

- Diego, de Frédéric Goldbroon (1999).

Miguel Riera : Presque personne ne sait ou ne croit qu'il y a eu une révolution en Espagne. Y en a-t-il eu une ?

Abel Paz : Oui, bien sûr qu'il y en a eu une, même si on a voulu l'occulter par le mensonge. De toute façon, quand tu dis la vérité, tôt ou tard, on te donne raison. Pour commencer, il faut prendre en compte les communautés de Castille. Le seul historien qui a eu une réflexion sérieuse là-dessus est Maravall. En 1519, nous avons anticipé de deux siècles la révolution de 1789, parce qu'il s'agit dans le fond de la même révolution. Ces gens avaient une conception très avancée de la démocratie, on parlait par exemple du mandat impératif. Si le régisseur nommé pour représenter la communauté ne respectait pas la volonté populaire, le mandat impératif, il était automatiquement démis, comme cela s'est passé à Ségovie pour un vote en faveur des impôts exigés par Charles Quint. Cette vision des choses était si radicale que, de fait, l'anarchisme n'a fait que reprendre le fil de l'histoire pour l'extirper en 1936. On ne peut pas parler de révolution en Espagne en 36 sans prendre en compte les périodes de l'histoire où cette révolution était comme en suspens. En parlant de la révolution espagnole, Malraux disait que c'était quelque chose qui était en suspens, qu'on voyait venir à travers l'histoire de l'Espagne¹.

MR : Si on peut dire que la révolution a été en suspens jusqu'en 1936, à en juger par la réalité, on pourrait aussi dire que la contre-révolution a campé à ses aises tout au long de l'histoire.

AP : Évidemment. Pour beaucoup, l'histoire de l'Espagne commence avec Ferdinand et Isabelle ; ce qui s'est passé avant n'existe pas. Mais on oublie que la culture arabe avait déjà

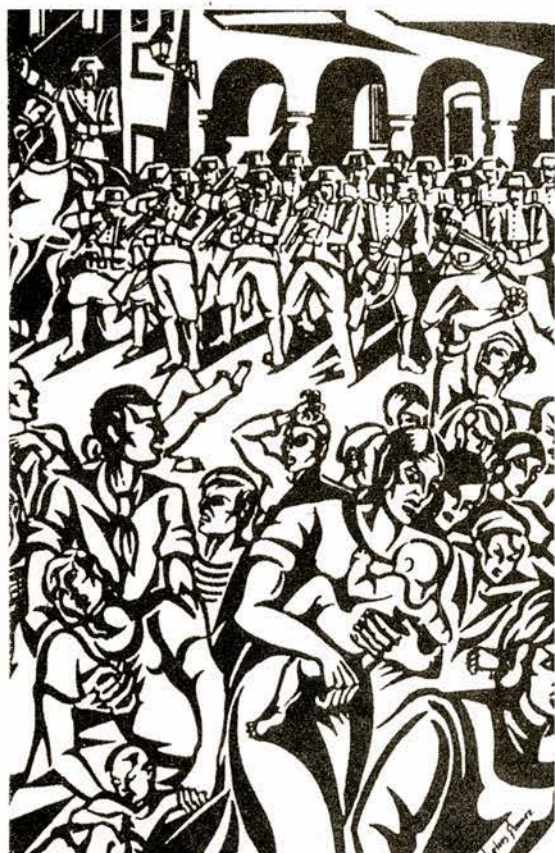
fait entrer l'Espagne dans la modernité. Avec les rois catholiques, on expulse les Juifs et les Arabes, et l'Espagne fait un bond de deux siècles en arrière, elle s'enfonce dans le Moyen Âge. Ce sont alors deux siècles de retard pour l'Espagne. Ici, nous avons encore des structures féodales, une aristocratie, une conception sociale qui ne correspond pas à celle qu'il y a en Europe. Des latifundia. Des problèmes que nous autres avons résolus en 1936.

MR : Vous autres ?

AP : Le peuple, c'est lui qui les a résolus et de façon immédiate. La République a essayé de faire la réforme agraire mais elle n'y est pas arrivée parce qu'elle n'a pas osé affronter l'aristocratie, qui détenait le pouvoir. Mais nous, on arrivait, on occupait le terrain et on créait une collectivité, c'était aussi simple que ça. Et si l'aristocrate ou le bourgeois voulait en faire partie, on l'admettait, sinon, on le jetait. Mais on n'a pas jeté ceux qui voulaient s'intégrer, qui ont accepté les réformes, les plans d'expropriation. Le patron d'usine qui n'a pas eu peur et qui est resté pour faire partie de la collectivité, on l'a intégré. Parfois même, il avait part au contrôle, mais s'il ne l'acceptait pas, on le bougeait de là. Il n'était pas question de ralentir la marche à cause des obstacles qu'on pouvait rencontrer. À ce niveau-là, la révolution espagnole est allée plus loin que la révolution russe.

MR : Que veux-tu dire par là ?

AP : La révolution russe n'a survécu que trois mois, alors que la nôtre a duré jusqu'en 1939. L'économie a été aux mains des travailleurs et on a réussi à décentraliser le pouvoir. Le pouvoir local avait une personnalité : les comités. Malgré la Generalitat², les villages fonctionnaient avec des comités ; il existait une sorte de



Répression dans les Asturies en 1934

démocratie directe, les partis n'étaient pas interdits mais ils envoyaient leurs représentants au comité. Il n'y avait pas de programmes, les programmes consistaient à répondre aux besoins impératifs du peuple. Les sept ou huit représentants élus par l'assemblée populaire devaient respecter la volonté populaire. S'ils ne le faisaient pas, on les changeait et, avec les hauts et les bas inévitables, cela a fonctionné. Par exemple, la ligne de chemin de fer a été électrifiée pendant et malgré la guerre. Le travail a été réparti par secteur et chaque mairie a assumé la partie qui lui correspondait. En trois mois, les travaux étaient terminés. Aujourd'hui, un tel chantier serait pratiquement inconcevable. Cela donnait du travail aux chômeurs du village. Les salaires étaient pris en charge par la coopérative du village puisque c'étaient des travaux d'intérêt collectif.

MR: Malgré tous les manques et toutes les difficultés?

AP: Malgré tout. Parce que quand on a faim, quand tout le monde a faim et qu'il n'y a aucun privilégié qui y échappe, alors tu es heureux avec ta faim. Tu partages un malheur collectif. Le problème arrive quand il y a un groupe de gens qui mange bien et que les autres meurent de faim. En général; les gens supportaient tout cela parce que c'était pareil pour tous. Je me souviens du conseiller à la Défense de la Generalitat. Le matin, sa femme faisait la queue pour avoir sa ration de pain, alors que, vu son poste, il aurait pu demander qu'on lui amène le pain chez lui, mais c'était un homme qui avait du respect. Autrement dit, l'égalité n'était pas un mythe, c'était une réalité.

MR: Dans quelle partie du territoire peut-on dire qu'il y a eu une révolution?

AP: Elle a touché toute la zone républicaine, mais pas partout de la même façon. Il y a eu des zones où la CNT était minoritaire; mais là aussi il y a eu des collectivisations. Par contre, dans certains villages cénétistes, tout est resté pareil. Dans d'autres, les collectivisations socialistes ont côtoyé les libertaires; la socialiste respectait la propriété privée et ses méthodes étaient plus autoritaires. Mais, en général, les collectivisations se sont produites sur tout le territoire.

MR: Quelles ont été les caractéristiques les plus significatives de cette révolution?

AP: Ses traits les plus décisifs se sont dessinés en réalité le 6 octobre 1934 dans les Asturies, grâce à l'alliance ouvrière entre la CNT et l'UGT³. C'est elle qui a permis qu'apparaisse la commune; la collectivisation venait d'un accord entre socialistes et anarchistes selon lequel on essayait d'atteindre un socialisme libertaire, mais en général c'est la tendance libertaire qui a influencé cette révolution. Jusque-là, la CNT avait expérimenté des mouvements à caractère insurrectionnel mais elle n'avait pas touché les bases de l'UGT. L'alliance était indispensable. Sur une population active

de 9 millions de travailleurs, l'UGT comptait 1 200 000 affiliés et la CNT 1 500 000, rien à voir avec le nombre d'adhésions actuel. Les gens étaient très actifs, même si la bureaucratie socialiste était un frein à l'alliance entre syndicats. Mais, lors des élections de 1936, le Front populaire l'a emporté face aux candidatures de droite. Quand cette gauche arrive au pouvoir, les gens qui ont voté pour elle ne sont plus les mêmes que ceux qui avaient voté pour elle en 1931. Quelque chose a changé, il y a plus d'expérience. Les partis de gauche arrivent au pouvoir, mais les bases se réservent le pouvoir d'action. Elles n'attendent pas l'amnistie, elles passent à l'action en libérant immédiatement 80 000 prisonniers. Les paysans n'attendent pas que soit repris le débat sur la réforme agraire, ils se lancent dans l'occupation des terres. Au mois de mars, ce sont 80 000 paysans qui s'emparent des fiefs en Estrémadure, en Andalousie et dans la Manche. Ils ne prennent pas la terre pour eux, ils la collectivisent; ils la prennent pour travailler en communauté. En mars 1936 commence la révolution de manière pacifique.

MR: Cependant, le gouvernement républicain ne semblait pas beaucoup apprécier ce qui se passait.

AP: C'est vrai, le gouvernement d'Azaña⁴ ne voit pas les choses d'un bon œil – aucun politicien n'apprécie de se voir débordé par les bases – mais il ne peut pas non plus envoyer les gardes civils pour expulser les paysans. Et les communautés agricoles commencent à se développer. Pendant ce temps, la droite se précipite vers le coup d'État militaire. La révolution d'octobre lui a donné une leçon et elle fortifie ses alliances. D'un autre côté, au moment du coup d'État, l'alliance entre la CNT et l'UGT s'est aussi consolidée.

MR: Jusqu'à quel point la révolution a-t-elle pénétré le tissu économique?

AP: En Catalogne, on peut dire que toute l'industrie a été collectivisée. Ensuite a surgi le problème des investisseurs étrangers qui se sont mis à réclamer, à se plaindre auprès des ambassadeurs... Il faut tenir compte du fait que 45 % de l'économie espagnole étaient monopolisés par le capital étranger, une situation semblable à celle de Cuba à l'heure de la révolution. Et une révolution veut tout intervertir parce que s'il reste des poches de misère, alors ce n'est pas une révolution. Nous avons collectivisé les tramways, le métro, l'industrie... Ici c'était principalement du textile, il n'y avait pas d'industrie lourde et il a fallu la créer, avec les 50 usines d'armement qui se sont montées. Ce qui est curieux, c'est qu'à quinze jours de la révolution on fabriquait déjà de la dynamite et des obus. Avant il y avait des usines importantes mais pas de grandes concentrations d'ouvriers. Le comité des milices a formé une commission et unifié trois syndicats: ceux de la chimie, de la métallurgie et de la mine, pour constituer l'industrie de guerre. On y a mis Eugenio

Affiche, 1936





On ne se bat plus contre des moulins à vent mais pour un autre présent...

Vallejo, un ouvrier métallurgiste. En peu de temps, on a recueilli tous les tours et les fraises disponibles dans les nombreuses petites industries de Catalogne, on a réussi à concentrer dix usines sur de grands terrains qui ont employé jusqu'à 150 000 travailleurs répartis en trois tours. Autrement dit, la grande concentration industrielle que la bourgeoisie avait été incapable de réaliser, nous l'avons réalisée, nous, tous les travailleurs. Tout cela, ce sont les comités d'usine et les syndicats qui l'ont administré jusqu'en 39. Le ministère de la Défense a voulu intervenir en nommant des directeurs d'usine mais ils n'ont fait qu'occuper les bureaux, rien de plus. Il ne sortait pas une balle, pas un fusil de là si ce n'était avec la signature du comité. C'étaient toujours les assemblées qui administraient les usines. C'est le maximum qu'on peut faire dans une révolution partielle comme l'était la nôtre. Dans l'industrie textile, ça fonctionnait de la même façon: avec des comités d'usine coordonnés par un conseil d'économie, lui-même nommé par les syndicats.

Il y a eu alors la crise des matières premières. À cause de l'embargo, on ne pouvait plus produire. Les mieux organisés, ce sont les Valenciens, qui se sont très bien débrouillés. Le ministre de l'Agriculture, un communiste, a essayé d'intervenir là-dedans, mais il n'y est pas arrivé. Valence exportait des agrumes en Angleterre et elle achetait ce dont elle avait besoin avec les devises. Et cela a continué jusqu'à la fin de la guerre, malgré les tentatives d'intervention du ministère de l'Agriculture. Il y avait des problèmes de ravitaillement et de nourriture. À Valence, le conseil technique, grâce à des manipulations chimiques sur la chufa, est arrivé à obtenir un lait de qualité suffisante pour l'allaitement. On a aussi traité chimiquement la fibre végétale. Le Nylon des Américains s'obtiendrait plus tard à partir du même procédé. C'était une révolution ouvrière. Et les ouvriers n'avaient pas de grandes connaissances techniques, mais bien pratiques. Ainsi se

sont créés des instituts ouvriers pour de jeunes gars comme moi. Là-bas, tu te spécialisais en économie, en chimie, dans des études très concrètes, en mettant les bouchées doubles. Et cela a mis une grande quantité de jeunes en condition pour améliorer l'agriculture, comme en Aragon. Là, toute l'agriculture s'est retrouvée collectivisée. Et les paysans ont voulu faire des études d'agronomie pour mieux cultiver les terres, pour faire des fermes expérimentales. Tout cela allait poser les bases essentielles de la révolution. C'est en Aragon qu'il y a eu le plus de terres collectivisées.

MR: Et en Catalogne, où tu te trouvais ?

AP: En Catalogne, on s'est heurtés à des organisations catalanistes comme l'ERC⁵; à la campagne, ça se passait autrement. Les terrains des petits propriétaires étaient disséminés en minifundios, ils avaient un morceau par-ci, un morceau par-là. Eux ont eu le grand mérite de réunir toutes les terres pour produire plus en se fatiguant moins. Ça s'est passé autrement en Catalogne. Lister⁶ était stupide quand il disait que les collectivisations avaient été imposées. Il y avait toujours des gens qui n'étaient pas d'accord, évidemment. Mais l'ambition était d'éliminer la propriété privée, l'exploitation de l'homme par l'homme, de donner à la femme des avantages qu'elle n'avait jamais eus... Par exemple, une des premières choses qu'ont apportées les collectivisations, ce sont les lavoirs collectifs, les garderies, les écoles là où il n'y en avait pas. La femme a gagné du temps. Dans une collectivité où j'ai vécu, les femmes jeunes utilisaient ce temps pour créer des espaces scéniques, faire du théâtre ou prendre d'autres initiatives culturelles... Celle qui en savait le plus aidait celle qui en savait moins.

MR: Les expropriations d'usines n'ont-elles pas été très traumatisantes ?

AP: Eh bien non: parfois, les propriétaires sont restés et ont collaboré, mais en général,

quand maîtres et techniciens ont vu les travailleurs dans les rues venir à bout de l'armée, ils se sont volatilisés. Quand tu entrais dans les usines, il ne restait plus que les machines. Les ouvriers se retrouvaient tout seuls et ils se sont dit: « Que faisons-nous ? » Et ils se sont mis à travailler en formant des comités pour faire fonctionner les usines. Moi, j'ai eu la chance de faire toutes sortes d'expériences. Je suis passé par une chaudronnerie, un institut ouvrier, la campagne. Le chef de la chaudronnerie avait 50 ouvriers mais c'était un homme très simple. Quand on a collectivisé sa chaudronnerie, il s'est présenté en disant: « Moi, je reste; qu'est-ce que je fais ? Je suis technicien. Est-ce que je peux vous donner des conseils ? » Et il est resté, il touchait le même salaire que les autres. Et après il est allé en prison comme les autres. Même les boutiques de barbier ont été collectivisées. J'ai été surpris au moment de la révolution des œilletons, quand je suis arrivé au Portugal. J'avais pris l'avion et, en sortant de l'aéroport, j'ai vu un gars qui cirait les chaussures. Je me suis dit: « Qu'est-ce que c'est que cette révolution ? » J'ai dit au gars: « Que fais-tu là à cirer des chaussures ? » « C'est mon travail », il m'a répondu. « La révolution ne t'a pas encore libéré de la boîte à chaussures ? » Et j'ai envoyé un coup de pied dans la boîte. « Ça, c'est fini! Que chacun cire ses chaussures chez lui ! »

MR: Que s'est-il passé avec les entreprises étrangères ?

AP: Elles ont été contrôlées jusqu'à la fin de la guerre. Mais il y a des choses curieuses. À la chambre de la propriété, on trouve les bilans de l'époque. Quand les propriétaires sont revenus en 39, ils ont retrouvé des usines plus productives qu'avant la guerre. Aujourd'hui, la comptabilité de l'époque est du domaine public. D'un point de vue économique, ça n'a pas été un échec, parce que cette économie n'était pas dirigée, elle reposait sur l'autogestion. Et ce



Milicenne, 1936

n'était pas l'autogestion de Tito; en Russie non plus, il n'y a pas eu d'autogestion. Une des grandes erreurs au moment de la création des soviets qui se sont adressés directement aux ouvriers pour s'approvisionner sans attendre, c'est que les intervenants de l'État sont arrivés, et leur intervention a conduit à la paralysie dans les premiers temps de l'industrie soviétique. L'ancienne structure syndicale a servi de colonne vertébrale au développement de l'économie ouvrière. En Russie, cela n'existait pas, ils ont dû l'inventer, et ça a été une révolution pay-sanne avant tout. Nous avons résolu beaucoup de problèmes survenus par la suite. Tito, par exemple, a copié beaucoup de choses de notre économie, mais malheureusement de façon autoritaire, centraliste.

MR: Défendre une autogestion dirigée par le marché ou une économie totalement planifiée est une question en discussion. La particularité de la révolution espagnole est que les besoins de la guerre imposaient une certaine forme de production. Mais dans des circonstances différentes, s'il n'y avait pas eu la guerre, la révolution aurait-elle opté pour une économie d'autogestion inscrite dans un contexte de marché?

AP: Je ne crois pas. Non, parce que, en Espagne, il aurait au minimum fallu un système mixte. Sinon nous nous serions enfermés dans une espèce d'autarcie. Nous n'avions pas non plus de grandes prétentions. Les gens prétendaient seulement vivre, même si c'était

pauvrement, mais dignement. Cela t'était égal de porter des espadrilles, mais il fallait au moins avoir des espadrilles, un morceau de pain avec de l'huile et de l'ail. On pratiquait beaucoup le troc. L'Aragon faisait beaucoup d'échanges, avec Tortosa pour le riz. Ce qui était important, c'était de répondre aux nécessités de base. Nous avons donné aux choses une valeur qui n'avait rien à voir avec le concept de valeur marxiste, ni avec le concept capitaliste. Nous avons créé une monnaie non capitalisable sans aucune valeur, les bons.

Dans la collectivité, tu n'avais rien à payer. Le seul contrôle que tu avais était celui de la communauté, celui de devoir aller travailler. Si tu voulais aller dans une autre collectivité le dimanche, tu utilisais les bons, parce que tu ne faisais pas partie de cette collectivité. Si tu voulais prendre un café ailleurs, tu payais avec les bons.

Mais ce n'était pas de l'argent. C'était un élément de contrôle. Tu ne pouvais pas non plus acheter des espadrilles ou un pantalon avec ça, parce qu'on t'en donnait dans ta collectivité. Tu ne pouvais pas dire: « J'ai 10 000 pesetas en bons. » Qu'allais-tu acheter s'il n'y avait rien à acheter avec ces bons? Nous, dans notre collectivité, nous avions de l'huile. C'était difficile de calculer les quantités avec lesquelles payer les échanges, mais il y avait une autre mentalité. Les gens de Tortosa recevaient plus d'huile que ce que valait le riz.

MR: Est-on arrivé à faire disparaître complètement l'argent dans les collectivités?

AP: Oui, dans beaucoup d'endroits de la campagne, il avait cessé d'exister. Dans l'industrie, le sujet était plus délicat. Mais, par exemple, le problème du loyer était résolu. Il n'y avait pas non plus de problème pour se nourrir, tu pouvais manger dans l'usine ou à la cantine. Un homme marié avec deux enfants pouvait gagner l'équivalent de quatre personnes. Un célibataire gagnait moins évidemment. Si un célibataire avait sa mère à sa charge, il avait une prime. Il s'agissait d'un salaire familial, moins arbitraire que le salaire conventionnel.

MR: En tout cas, il n'est rien resté de la révolution, même pas la mémoire? La défaite militaire a tout effacé.

AP: Nous avons gagné la révolution; ce que nous avons perdu, c'est la guerre. Quand les travailleurs deviennent maîtres des instruments de travail et qu'ils réussissent à gérer les moyens de production, c'est la révolution. La révolution n'a pas échoué, elle a été battue militairement. Peut-être qu'avec le temps une bureaucratie paralysante se serait développée, mais cela, nous ne le saurons jamais. Il y a des victoires qui sont des défaites et des défaites qui sont des victoires. Si en Russie, ça a été une victoire, qui a gagné? Les ouvriers? Non. Par contre, la Commune de Paris a été une grande victoire ouvrière. Notre expérience aussi. Ça a été une victoire révolutionnaire, bien qu'il y ait eu la défaite militaire. Nous avons mené la révolution jusqu'à où cela nous a été possible.

MR: L'oubli de cette révolution que tu as vécue, que tant de personnes encore vivantes ont vécue, est vraiment incompréhensible.

AP: On a voulu oublier. Il y a eu une volonté politique d'occulter. Oui, parce qu'il y a beaucoup de peur. L'anarchisme est très enraciné en Espagne. L'orgueil, la résistance sont des valeurs propres aux Espagnols. Chez nous, l'anarchie est une attitude naturelle qui naît de la rébellion face à l'injustice, ce n'est pas de la théorie. L'être humain de n'importe quelle époque aura toujours cet esprit rebelle. Aujourd'hui, chez les okupas, chez les objecteurs, dans le combat des femmes, dans toutes ces luttes partielles, il y a un anarchisme virtuel et c'est bon que ces luttes se développent parallèlement à la lutte politique parce qu'un parti politique étoufferait tout cela. De ce point de vue, je suis assez optimiste, je pense que cela peut resurgir, parce nous sommes encore des rebelles. Ce qui pour d'autres est de la modernité n'est en réalité qu'une mode. J'aimerais bien que se constitue une plateforme où il y ait des okupas, des écologistes, des féministes... avec un pacte de solidarité. Ce sont là les nouvelles formes d'organisation. Il y a beaucoup d'anarchisme dans la rue, chez l'individu, mais cela ne peut pas s'organiser. Je veux espérer que l'avenir ne sera pas barbare mais socialiste. Le capitalisme ne sait pas où il va, il a perdu le cap et je veux être optimiste, et pour cela, je pense que le tiers monde va nous donner beaucoup de leçons.

1. Au début du XVI^e siècle, les villes de Castille se révoltent contre l'absolutisme de Charles Quint, organisées dans le mouvement des « Comuneros ». Abel Paz voit les prémices de la révolution anarchiste dans cette rébellion qui remet en question le pouvoir centraliste et fonctionne de manière assemblée. Le mouvement fut réprimé dans le sang. Aujourd'hui, il existe une revue à Madrid qui se relie à ce mouvement sous le titre de *Castilla Comuna*. On pourrait aussi citer d'autres mouvements dont celui des cantonalistes qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, revendiqua l'autonomie locale contre l'État central dans le Sud.

2. La « Generalitat » est le gouvernement régional autonome de la Catalogne mis en place sous la pression populaire dès la proclamation de la II^e République, en 1931. Mais, en tant qu'institution centraliste aussi, la Generalitat impliquait toujours un fonctionnement du haut vers le bas. D'où l'importance des comités auxquels fait référence Abel Paz. La Constitution de 31 sera bien sûr abrogée par Franco, qui voyait dans l'affirmation de cette indépendance la désintégration de l'État-nation espagnol. Le statut actuel des autonomies espagnoles leur reconnaît moins de prérogatives que celui de 1931.

3. UGT: Union générale des travailleurs, syndicat socialiste en Espagne.

4. Manuel Azaña, président de la République en 1936.

5. Esquerra Republicana Catalana, parti de gauche catalaniste et républicain.

6. Général républicain et stalinien qui a combattu les collectivisations à la tête de sa colonne.

Tache de pétrole sur le complot

Les

Les monstres de l'or noir

En Arabie saoudite, une entreprise, le Binladin Group, a fondé sa prospérité sur les liens queses propriétaires entretiennent avec la famille royale. Bâtitteur exclusif du roi, au début des années 30, le groupe se charge ensuite de la construction des infrastructures du royaume. Dans la foulée, Bin Laden père se rapproche des Mahfouz, propriétaires de la Banque commerciale (BCCI), la plus grande banque saoudienne. Dans les années 70, des membres de la famille royale s'y étant associés, la BCCI s'implante à Houston (Texas), fait des affaires avec des grands de Wall Street, investit chez Disney et ailleurs. C'est ainsi que, en 1987, elle achète Harken, une compagnie pétrolière texane en difficulté. Un des actionnaires et directeurs était George Bush fils.

Comme les rejetons de la famille royale et de la famille Mahfouz, la plupart des Binladin sont diplômés d'universités prestigieuses, fréquentent les magasins chics de New York et de Genève, achètent des propriétés en Floride, à Manhattan et sur la Côte d'Azur. Quelques jours après l'attaque du 11 septembre 2001, tout ce beau linge est précipitamment mis à l'abri, quitte les États-Unis en avion privé, alors que l'espace aérien est fermé... Pendant ce temps, des milliers d'immigrés arabes et pakistanais, des Arabes américains, sont arrêtés, interrogés. L'organisateur du charter de luxe, avec l'accord de l'État américain, fut le prince Bandar, neveu du roi Fahd, ambassadeur aux États-Unis depuis 1983. Amateur de bonne chère, habitué de lieux de luxe et de courses de chevaux, Bandar est un intime du clan Bush.

« La famille Bush et les Saoud partagent une histoire commune depuis plus de vingt ans. Ils ne sont pas seulement des complices en affaires et des amis ; les Bush et les Saoud ont partagé les mêmes affaires louches et les mêmes guerres. Ils ont partagé des secrets qui mettaient en jeu d'incroyables richesses privées, un spectaculaire pouvoir militaire, les plus riches ressources au monde et les plus inimaginables et odieux des crimes. »²

À la fin des années 40, un consortium dominé par des compagnies pétrolières nord-américaines démarre l'exploitation pétrolière à grande échelle en Arabie saoudite. En 1970, les États-Unis doublent le montant de leurs importations, et la part des Saoudiens dans l'exportation d'or noir grimpe à un quart du total, faisant des chefs de tribu saoudiens au pouvoir de riches rentiers. Une grosse partie de leurs revenus revient aux États-Unis sous forme de contrats et d'investissements et, Houston, capitale du pétrole, devient « La Mecque du capitalisme saoudien ». Sur place se tissent les liens politiques entre le capitalisme nord-américain et les Saoudiens. Le clan Bush va y jouer un important rôle.

Issu de la grande bourgeoisie financière de la côte Est, George Bush père arrive au Texas après la Seconde Guerre mondiale pour y créer des entreprises pétrolières. La politique étant la poursuite des affaires par d'autres moyens, Bush commence sa carrière dans le Parti républicain, tout en soignant son épais carnet d'actions pétrolières. En 1976, il est patron de la CIA, en 1981, il est vice-président de Ronald Reagan.

Les années 70 sonnent le glas de la guerre froide. La révolution iranienne et la guerre Iran-Irak bouleversent la situation au Moyen-Orient. L'ancien système d'alliances en sort modifié, et l'Arabie saoudite remplace l'Iran comme allié principal des États-Unis. Dans la guerre Iran-Irak, les États-Unis soutiennent discrètement leur ancien pion Saddam Hussein³. Ronald Rumsfeld représente le pouvoir américain auprès du parti Baas irakien, cautionne l'utilisation d'armes chimiques. Pendant ce temps, les États-Unis autorisent Israël à vendre des armes à l'Iran⁴. Les intérêts géopolitiques allant de pair avec les intérêts économiques, il s'agit d'affaiblir les deux régimes arabes afin de protéger l'Arabie saoudite, sauvegarder ses réserves pétrolières. Malgré l'opposition de l'État israélien, les États-Unis commencent aussi à armer le royaume, récupérant du coup une partie du

Plusieurs ouvrages publiés aux États-Unis sur la politique de « lutte contre le terrorisme » de l'administration Bush donnent des clefs pour mieux comprendre les choix et la stratégie du pouvoir nord-américain¹.

Charles Reeve

revenu pétrolier. De 1980 à 1990, les Saoudiens achèteront pour des centaines de milliards de dollars d'armes. Le Binladin Group bénéficie, lui, des gigantesques travaux d'infrastructure militaire. Au Texas, les Saoudiens font fructifier leurs pétrodollars, investissant, achetant des banques. Les banquiers Mahfouz (BCCI) se lient avec des financiers tels James Baker, membre du clan Bush et républicain influent. L'ambassadeur Bandar, lui, se rend utile; on le trouvera impliqué dans le financement de la guérilla anticommuniste au Nicaragua, via l'argent de la vente d'armes à l'Iran.

Lorsque la guerre Iran-Irak se termine, en 1988, « les États-Unis avaient aidé à transformer l'Irak en la plus puissante force militaire du Moyen-Orient »⁵. Le coup d'arrêt de la révolution iranienne et de la radicalisation des courants chiïtes avait produit une nouvelle situation d'instabilité.

Les terroristes de la liberté

Fin 1979, Brzezinski, secrétaire d'État du président démocrate Carter, déclare: « Nous avons maintenant l'opportunité d'offrir à l'URSS leur guerre du Vietnam. »⁶ En effet, l'intervention soviétique en Afghanistan accélère la crise finale du capitalisme d'État. Le soutien de la CIA à la guérilla anticommuniste reste comme une des plus grandes opérations de l'histoire de la guerre froide. Les services pakistanais et saoudiens sous-traitent l'aide financière et militaire aux « combattants de la liberté ». Des milliers de militants religieux sont entraînés, par la CIA et les services pakistanais, aux actions de guérilla et de terrorisme. Osama Bin Laden est un des responsables des camps⁷.

À nouveau, la stratégie américaine aura des conséquences imprévisibles. Lorsque

l'armée rouge quitte l'Afghanistan, en février 1989, la CIA avait mis sur pied une puissante organisation terroriste internationale islamique, connue par la suite sous le nom d'Al-Qaida (« la Base »). Au cours de la guerre en Bosnie, ses dirigeants vont rompre avec les États occidentaux, remplaçant leur financement par des financements privés. La « privatisation » de cette filiale des services occidentaux constitue l'acte de naissance du « terrorisme » moderne.

La disparition de l'URSS, la fin du partage du monde en deux blocs, l'éclatement des anciennes zones d'influence, ouvrent une nouvelle période de conflits. Après la révolution iranienne et la guerre d'Afghanistan, l'invasion du Koweït par l'Irak, en août 1990, menace à nouveau le contrôle nord-américain des ressources pétrolières, déclenchant une réponse militaire immédiate. C'est alors que des membres de la classe politique américaine – des républicains associés à la droite israélienne du Likoud⁸ – proposent de redessiner la carte du Moyen-Orient, redéfinissant les alliances des élites arabes avec les États-Unis. À court terme, les rentiers saoudiens se réjouissent de la défaite du pouvoir irakien. Mais, à long terme, leurs intérêts s'opposent à la transformation de l'Arabie saoudite en base militaire. Un espace politique s'ouvre dès lors à Al-Qaida, porte-drapeau du nouveau nationalisme panarabe, cette fois-ci sous le couvert idéologique du djihad et non plus du marxisme-léninisme. Lorsque l'administration démocrate de Clinton se décide à attaquer les fondations caritatives islamiques soutenant Al-Qaida, on apprend que l'élite saoudienne y est bien représentée: des proches de la famille royale et de l'ambassadeur Bandar, des Bin Laden et des banquiers Mahfouz.

Comme pour les autres classes dirigeantes arabes, le destin de l'élite saoudienne est lié au sort du capitalisme américain. Des entreprises telles le Carlyle Group et Halliburton symbolisent cette fusion d'intérêts. Parmi les actionnaires de Carlyle – une des dix plus grandes entreprises de vente d'armes au monde –, il y a de puissants hommes politiques nord-américains et britanniques (James Baker, George Bush père et autres) et la famille royale saoudienne... Ces derniers dépensent leurs pétrodollars en armes tout en récupérant des dividendes en aval. Halliburton – géant des services de l'industrie pétrolière dont l'ancien PDG est le vice-président Cheney – possède aussi de colossaux intérêts en Arabie saoudite. Mais cette fusion d'intérêts cache la faiblesse du régime saoudien et la montée en force du courant nationaliste, dont Al-Qaida est l'avant-garde. Le premier attentat contre le World Trade Center, à New York, en 1993, et l'attaque contre un centre de la Garde nationale saoudienne, à Riyad, en 1995, marquent le début de la guerre d'Al-Qaida contre les États-Unis et la dynastie Saoud.

Avec l'élection (truquée) de Bush fils, en 2000, les représentants du capitalisme

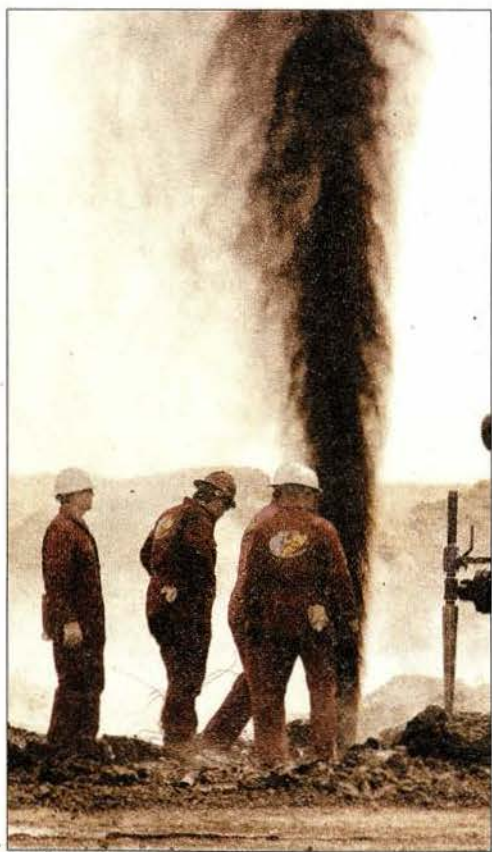
pétrolier et de l'industrie militaire reviennent directement à la tête de l'État⁹. Très tôt, des désaccords se manifestent au sein des services de renseignement. Le Centre de coordination antiterroriste, dirigé par Richard Clarke, privilégie la menace Al-Qaida, met en garde contre les alliés saoudiens et pakistanais. Option irrecevable pour l'administration Bush, dont l'histoire est indissociable d'intérêts communs à ces régimes. La menace Al-Qaida est reléguée au deuxième plan, traitée dans le cadre du contrôle de l'Afghanistan et des relations avec les services pakistanais. Prioritaire est l'invasion de l'Irak, la sécurisation des ressources pétrolières. Lorsque, en été 2001, les services secrets avertissent d'un danger imminent, l'administration Bush reste indifférente. Après les attaques d'Al-Qaida, elle maintient le cap, envahit l'Irak et donne carte blanche à la politique du Likoud en Israël, mettant à mal le système d'alliances des États-Unis avec les pays arabes et des grands pays capitalistes. Clarke parlera d'une coûteuse erreur stratégique:

« Nous avons donné à Al-Qaida le plus grand argument de recrutement et de propagande et nous avons rendu difficile aux gouvernements islamiques amis de travailler ouvertement avec nous. »¹⁰

L'écran du complot

Les suites de la guerre d'Irak et les signes de la guerre civile à venir en Arabie saoudite, montrent que la classe dirigeante américaine peut prendre des décisions qui répondent à des intérêts capitalistes particuliers et immédiats, même s'ils se révèlent irrationnels par rapport aux intérêts du système à long terme. Séduisante, dans le cas de la politique « anti-terroriste » nord-américaine, est la thèse du complot. Elle se décline en deux versions. La classe dirigeante aurait elle-même organisé, directement ou indirectement peu importe, l'attaque du 11 septembre 2001, afin de créer les conditions d'une politique de domination au Moyen-Orient et de répression interne. La version infantile est parfois remplacée par une autre plus nuancée. Indiscutablement au courant des projets d'attaque sur le sol nord-américain, le pouvoir aurait laissé faire¹¹.

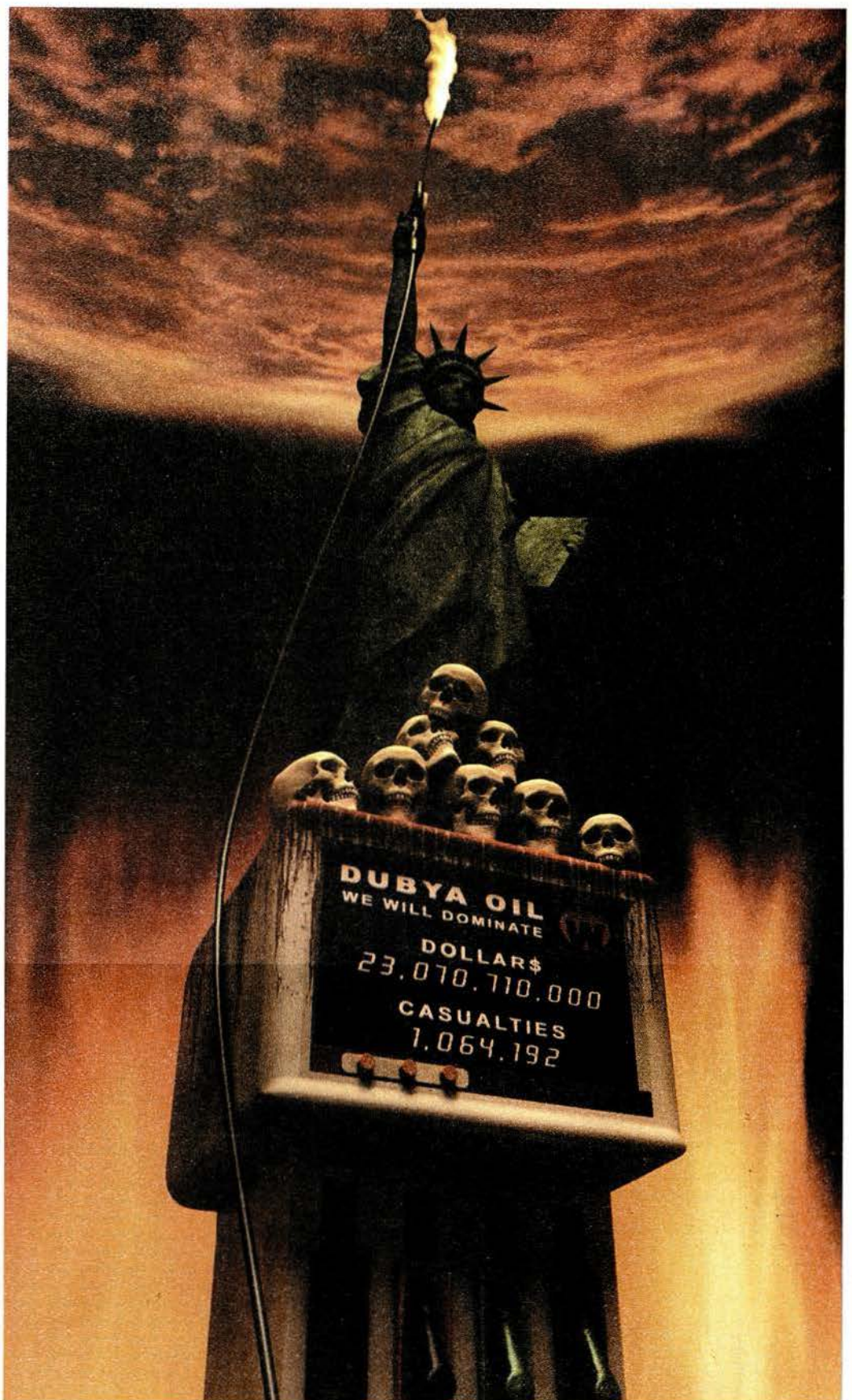
Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'attitude de l'État américain face aux menaces d'Al-Qaida et réfuter la thèse du complot. Une attaque au cœur même du système était inconcevable pour des dirigeants formés à l'école de l'impérialisme triomphant. La menace ne pouvait venir que d'États ennemis et non d'un réseau international, créature méprisée des services occidentaux¹². Qui plus est, les liens politiques tissés entre les rentiers saoudiens et le capitalisme américain troublaient la perception de la nouvelle situation, tout particulièrement la fragilité de la dynastie Saoud et le jeu ambigu du régime pakistanais. Ceci étant, le gouvernement fut en mesure de tirer rapidement profit de la situation, votant les lois répressives (The Patriot Act) nécessaires à l'affermissement de l'État et,



surtout, forgeant l'alibi idéologique de « la guerre contre le terrorisme » pour justifier la guerre en Irak. Enfin, les difficultés de l'économie sont déterminantes dans le choix politique de la guerre. Le recours au déficit public, l'accroissement constant des dépenses militaires, semblent être le seul antidote à la crise persistante de rentabilité du capital privé.

Gabriel Kolko parle de « la myopie de la classe dirigeante » nord-américaine, ce recours constant à des actions militaires qui vont à l'encontre des objectifs à atteindre¹³. En rappelant que « la rationalité ne constitue pas l'essence du système mais plutôt son antithèse », il reprend l'avertissement de révolutionnaires à la veille du déchaînement de la barbarie de la Seconde Guerre mondiale: un système incapable de réguler les conséquences sociales de la production de profit ne peut évidemment pas maîtriser la guerre ni ses conséquences. Partant du cas nord-américain, Kolko montre qu'« au cours du xxe siècle, les guerres furent non seulement le résultat des forces constitutives structurelles, économiques et géopolitiques, et du nationalisme, mais aussi des conceptions et stratégies militaires des dirigeants sur la nature des conflits armés ». Ainsi naît l'idée de la guerre comme solution aux problèmes, alors que tout dans l'histoire moderne montre qu'elle engendre des situations imprévisibles, des conséquences que la classe capitaliste est incapable d'affronter. Ce que Kolko appelle « l'impasse de la guerre » sous le capitalisme moderne. La situation actuelle ne saurait mieux éclairer ces propos.

La théorie du complot est une variété de l'idée selon laquelle le système capitaliste peut être régulé¹⁴. Les manipulations, les actions machiavéliques et barbares font, certes, partie de la politique bourgeoise, dans des limites données par l'irrationalité de la production de profit. Les classes dirigeantes agissent et réagissent dans des circonstances historiques qui découlent des conflits d'intérêts de classe. Ce faisant, elles produisent d'autres conditions historiques avec de nouvelles contradictions. C'est la logique du politique dans le système capitaliste. La « théorie du complot » fait écran à cette irrationalité inhérente au système. Elle tend à transmettre une vision infaillible de la classe dirigeante, maîtrisant tout, tout le temps. C.R.



1. Craig Hunger, *House of Bush, House of Saud*, Scribner, NY 2004; Richard A. Clarke, *Against All Enemies: Inside America's War on Terror*, (édition française Albin Michel).

2. *House of Bush, House of Saud*, p. 15.

3. Couvert par la CIA, Saddam Hussein tente, en 1959, d'éliminer le Premier ministre irakien. En 1963, une fois au pouvoir, il massacre l'élite du Parti communiste irakien avec l'aide de la CIA. (*House of Bush, House of Saud*, pp. 65-66).

4. *House of Bush, House of Saud* (chapitre IV).

5. *Ibid*, p. 82.

6. *Ibid*, p. 98.

7. Après avoir fait des études islamiques, Osama se rapproche des courants fondamentalistes, tout en

ayant la confiance des services saoudiens. En 1979, un autre frère Bin Laden se trouva impliqué dans la première grande révolte contre la dynastie Saoud, lors de la prise d'assaut de la Grande Mosquée, à La Mecque. Grâce aux liens de son père avec le roi, il fut pardonné.

8. Richard Perle et Paul Wolfowitz.

9. Lors de l'élection de 2000, l'industrie pétrolière donne aux Républicains treize fois plus d'argent qu'aux Démocrates.

10. Clarke est un haut fonctionnaire des services secrets en place depuis l'administration de Bush père. Il démissionne après le 11 septembre 2001. Richard Clarke, *Against All Enemies*, op. cit.

11. Les films *Fahrenheit 9-11* (Michael Moore) et *le Monde selon Bush* (William Karel) alimenteront sans doute la thèse du complot.

12. Condoleezza Rice, *Foreign Affairs*, « Promoting the National Interest », janvier/février 2000.

13. Gabriel Kolko, *Century of War, Politics, Conflict and Society Since 1914*, The New Press, NY. Historien, opposant farouche à la guerre du Vietnam, G. Kolko fut influencé par les analyses de Paul Mattick sur le capitalisme moderne. Il est auteur, entre autres, de *The Politics of War, Wealth and Power in America*.

14. « Le capitalisme est-il une machination? », *Oiseau-tempête*, n° 9, été 2002 et « La guerre dans tous ses états », *Oiseau-tempête*, n° 10, printemps 2003.

AU SUPERMARCHÉ

GIGA



MES CONTEMPORAINS avaient pris l'habitude de faire leurs courses au supermarché depuis longtemps déjà, mais je ne fréquentais pas le Gigamarché qui venait de s'installer en banlieue sud, et qui s'étendait sur cinq mille hectares climatisés.

Je trouvais que cet établissement était inhumain par les dimensions. Je fus pourtant contraint de m'y rendre la veille de Noël, mon établissement habituel étant fermé pour cause d'inventaire, et les commerçants du quartier ayant été incarcérés pour « travail illégal » et « délit de petite concurrence ».

Dès l'entrée, je fus surpris par la présence de douze CRS en armes, plantés devant chaque portillon automatique. J'étais déjà habitué à la présence des CRS sur les lieux de vente, mais jamais ils n'étaient plus de deux ou trois. En outre, ils affichaient une allure débonnaire, mâchonant négligemment une pâquerette au printemps, faisant rouler un marron chaud en hiver dans leurs gants réglementaires. C'étaient somme toute de braves représentants de la loi, un peu niais, comme mes contemporains d'ailleurs, qui plaisantaient avec le public, en poussant leur lourd chariot chargé de victuailles.

À cette époque, il fallait déjà livrer 10 % de ses achats pour une œuvre humanitaire, mais l'acquisition des produits n'était pas encore réglementée dans les petites surfaces de moins de cent hectares.

Au Giga, c'était bien différent. Le chariot qu'on nous fournissait avait une capacité de trois mètres cubes et il fallait le remplir!

L'astuce consistait à prendre dans les rayons des produits volumineux à bas prix, mais je compris vite la difficulté de l'entreprise. Deux gardes mobiles en tête de gondole nous invitaient à suivre le parcours obligatoire devant la totalité des marchandises! Pas question de repartir avec deux tonnes d'essuie-tout à 12 F pièce! Ni avec cent litres d'eau minérale! Ni même avec une tonne de pommes de terre!

Or, j'étais venu pour l'achat d'une purée mousseline, d'un camembert et d'un steak haché, depuis que l'épicier arabe de ma rue avait été condamné à la réclusion perpétuelle pour fraude fiscale et vente illicite de produits frais en petite quantité (on appelait ainsi le fait de vendre pour moins de 10 000 F par jour). Comme j'avais une attitude hésitante, facile à repérer, je fus immédiatement pris en main par un vigile. C'était un grand type habillé dans une tenue de sport verte, avec le mot Giga imprimé comme un dossard. Il était équipé d'une solide baguette dont il me frappait les doigts dès que j'omettais de procéder à un achat dans la rue où j'étais entré.

Le magasin, en effet, était ordonné en rues et en places comme dans une vraie ville, d'ailleurs c'était une vraie ville, avec un hôtel de ville où l'on pouvait se marier pour 2 000 F net, et un tribunal où l'on pouvait divorcer pour 4 000 F hors taxes.

Il y avait même une église avec des messes personnalisées à 300 F l'unité, des messes pour gagner au loto, des messes pour faire perdre les voisins au loto, des messes pour que les collègues attrapent la grippe à Noël ou d'autres maladies plus graves, des messes pour que Dieu existe et apparaisse en personne au milieu des guirlandes.

Je n'étais pas catholique, et je ne venais là que pour acheter de la nourriture, aussi m'avait-on agrafé sur la poitrine un médaillon: « matérialiste ».

Au-dessous, le prix de mes achats s'additionnait en grosses lettres fluo, et, en passant devant le rayon « miroir », j'essayai de voir où j'en étais. Le vigile d'achat me fit observer que j'avais utilisé le miroir:

– Achète-le, toquard!

– Mais, je n'en ai pas besoin... et puis je ne sais pas lire à l'envers...

– La preuve que si, toquard! Allez, achète!

On appelait les clients « toquards » depuis déjà neuf ans, quand la loi sur les achats obligatoires pour relancer l'économie avait été votée.

Je n'entre pas dans les détails de cette journée passée au Giga, ce serait fastidieux pour le lecteur.

Je précise seulement qu'il y avait un temps minimum de présence (TMP) au magasin, et que les levées d'érou (on appelait ainsi le passage à la caisse) avaient lieu par vagues de dix personnes toutes les heures.

Le lendemain, donc, je franchis la porte du Giga.

J'étais en possession de tout ce dont un homme postmoderne a besoin pour ne pas mourir sous les coups de la police de la mondialisation. Non seulement j'avais acquis des aliments en conserve, des surgelés, de la viande fraîche, du bœuf, du veau, de la dinde, de l'autruche, du bison, du cheval, du mouton, du chien, du canari, des sauterelles vertes, des fourmis géantes, dont le marché se développait, des plats cuisinés à base de tripes de chats, d'oreilles de rat, de pattes de surmulot etc. mais aussi des légumes nouveaux comme la ravomate, la bettaradis, le poiricot vert, etc. mis au point dans les laboratoires de l'Inra. J'emportais avec moi trois aspirateurs, cinq machines à laver miniaturisées, onze slips, deux parapluies, un noir pour le deuil, un tricolore pour les 11 novembre pluvieux, et je ne compte pas les cafetières, les grille-pain, ni les racleuses à carottes sur lesquelles il y avait une promo vente obligatoire pour les 50-60 ans et j'étais dans le créneau ciblé par les commerciaux.

J'empruntai 100 000 F à la Giga-Banque, pour régler la facture.

– Bien fait pour ta gueule, toquard! me lança en guise de bonsoir mon vigile accompagnateur.

Dans le magasin lui-même, j'avais aperçu de nombreuses personnes de connaissance, des amis d'enfance notamment, mais il était interdit de parler parce que ça « nuisait à la qualité sonore du fond musical de vente ».

Sur le parking-Giga, on m'avait incendié ma voiture. Des emplois jeunes, portant la tenue de sport Giga et déguisés en arabes, ricanant grossièrement et crachèrent à mon passage.

Je rentrai chez moi avec le bulldozer abandonné par les employés de la DDE, qui avaient été arrêtés le matin même pour non-consommation de vin blanc sec au comptoir de la cafétéria Giga.

Les voisins, devenus particulièrement craintifs, ne s'étonnèrent pas de mon nouveau véhicule. Ils étaient calfeutrés dans leur pavillon et ils n'en menaient pas large.

J'étais le second à me déplacer avec ce genre d'engin dans cette cité pavillonnaire.

Je me dis que j'allais avoir la paix, enfin.

Je fermai le portail à clef.

Je barricadai toutes les issues. Je branchai les alarmes.

Je me rendis à la salle de bains et j'absorbai un somnifère Giga.

Je me sens bien maintenant. Je ne suis pas encore réveillé et je pense que mon sommeil va être très long. J'ai décuplé les doses.

Rolland Hénault

La rencontre avec les autres



Photographies de Karine Pelgrims

Le Monde libertaire a rencontré Karine Pelgrims, photographe sans a priori, ouverte sur le monde et très proche des milieux anarchistes. Pendant quatre ans, elle a pris en photo les habitants du Val-de-Seine, un syndicat intercommunal qui regroupe cinq communes : Meulan, Ecquevilly, Chapet, Bouafle et Les Mureaux. Le résultat est saisissant, il pose tantôt une réalité, tantôt une rêverie, doublé d'un parti pris militant, tout à fait à sa place. Le travail de Karine reflète un regard socio-local, posé sur la rencontre avec les autres.

Le Monde libertaire: Pourquoi avoir pris en images des gens du Val-de-Seine?

Karine Pelgrims: Tout d'abord, je ne suis pas allée photographier des gens du Val-de-Seine mais, avant tout, je suis allée à la rencontre de ses habitants.

ML: Pour toi, c'est important?

KP: Oui, ça fait toute la différence. Avant d'entrer dans le vif du sujet, je souhaite poser les choses: au départ, je réalisais de petits reportages pour le syndicat intercommunal du Val-de-Seine. J'ai eu envie d'aller plus loin, d'entamer une autre démarche. L'idée conductrice était de montrer la diversité de ce territoire et la diversité des gens qui l'habitent. Mais surtout de présenter des personnes autrement que par l'aspect négatif, trop souvent véhiculé dans les grands médias lorsqu'ils évoquent les banlieues.

ML: Dédratiser et poser un regard multiple sans clichés?

KP: C'est à peu près ça. Mais, puisqu'on évoque les clichés, je préfère: « poser un regard naïf, accompagné d'une volonté de capter l'ambiance d'un lieu ». Me retrouver dans une situation presque intime avec des personnes. Un peu comme un coup de foudre. Avec, à chaque fois, la volonté de m'arrêter et de m'y fondre. Exactement ce que je vis tous les jours avec mon appareil

photo: il fait partie de moi et pourtant seule la pellicule fait le lien. Elle est le lieu où tous les sentiments ont le droit de s'exprimer, de se rejoindre ou de se perdre... C'est le côté magique de la rencontre.

ML: Comment l'aventure a-t-elle commencé?

KP: J'ai souhaité rencontrer un prêtre dont j'avais entendu parler, lors de mes premiers séjours. Une sorte de prêtre ouvrier, très proche des personnes que je voulais photographier. Il est âgé de 85 ans et donc, il en connaît du monde! Il m'a très bien reçue et m'a donné une liste de personnes que je pouvais appeler de sa part. Ainsi, j'ai eu la porte ouverte et rencontré des personnes très différentes, de par leurs statuts et leurs conditions. Tout d'abord, Rouguy m'a été présentée, via une association de femmes. Lorsqu'elle le peut, Rouguy est toujours là, pour aider une femme en difficulté. Elle fait partie, entre autres, d'un atelier de couture qui occupe quelques femmes, dont le travail les rend utiles, vis-à-vis de leur communauté. Elle souhaite également ouvrir un restaurant pour y faire travailler des femmes en quête d'emploi, mais pour que cela se concrétise, il faudra sûrement encore attendre un moment.

ML: Suite à ces premières rencontres, tu décides de résider dans un foyer Sonacotra.

KP: Oui, toujours au sein d'une même logique: les locataires des foyers sont des « habitants »

trop souvent oubliés. C'est pourquoi, j'ai décidé de passer deux mois en résidence, dans le foyer Sonacotra des Mureaux. Je souhaitais être au plus près des personnes et, sur ce point, j'ai été soutenue par le chef de projet du syndicat intercommunal, Gilles Sert, et par le directeur du foyer. Pour eux, ça relevait d'une grande responsabilité de laisser s'introduire une « jeune femme seule » dans un foyer. Il convient de rappeler qu'au début j'étais pratiquement la seule femme en résidence et que je partageais mon unité de vie uniquement avec des hommes. Mais, quand Sangatte a fermé ses portes aux familles en attente des papiers, hommes, femmes et enfants de toutes origines sont venus s'établir aux rares foyers d'accueil les acceptant, dont celui-ci.

ML: Dans ce contexte particulier, il t'apparaît comment le Val-de-Seine?

KP: Pour schématiser, on peut tout d'abord dire que le territoire est assez proche de Paris. Il se situe à environ cinquante kilomètres de la capitale. Il est planté au sein d'une région agricole qui jouxte le monde industriel (les usines de Flins) ainsi que des villes, marquées par une histoire plus ancienne, comme par exemple Meulan. Mais la Seine y coule, elle longe des villes et leurs ressources économiques, elle est également une frontière. Il faut s'y promener longtemps pour comprendre cette région, avec ou sans appareil photo.

ML: Qui as-tu photographié en premier? Tes photos sont toutes belles, je ne peux pas me résoudre à en choisir une en particulier...

KP: C'est Rouguy. Elle m'a demandé: « Comment je m'habille pour la photo? » Elle m'a fait choisir dans son armoire parmi tous ses boubous. Elle s'est changée trois fois et j'ai découvert au final une vraie princesse, très « grande dame » et alors la photo a été « fête ».

ML: La photo des quatre femmes a-t-elle également une histoire?

KP: Naturellement, les quatre femmes ont revêtu leurs costumes d'apparat. Elles représentent les quatre principales figures d'une association de « femmes des cités ». Ensuite, il s'agissait de faire vite et bien. Elles se sont coiffées pour être prêtes, c'était important. Sur les quatre femmes, une seule parlait le français. Heureusement, il y avait le geste, et les paroles étaient traduites par « la meneuse ». Elle servait de lien. Pour le reste, certaines éclataient si joliment de rire qu'il n'y avait pas besoin de traduction. Tout s'est bien passé et, au final, malgré mon grand trac, la photo existe. J'ai été très émue de la confiance qu'elles m'ont accordée. J'ai conscience de la valeur du temps donné; je ne voulais les obliger à rien, tout en étant là.

ML: Tu sais ce que sont devenues ces photos?

KP: Oui. Avant tout, il est important que toutes les personnes que je photographie aient un exemplaire du portrait réalisé, qui leur appartient en premier lieu. Pour ce qui est des



Rouguy

retours, je sais que certains clichés ont déjà beaucoup voyagé. La photo représente, pour nous tous, un instant immortalisé. Quand il l'est dans une belle robe, elle peut vivre pendant des siècles. Je pense, par exemple, que les quatre femmes voulaient un peu de ce moment d'éternité relative. Exister avant la photo, pendant et surtout après, même s'il s'agit de finir dans un album... Le portrait est intemporel. Lors de la prise de vue et de l'accrochage pour les expositions, chaque individu a le même statut, tout le monde se trouve sur le même plan, comme on les retrouve, dans le recueil *Habitants du Val-de-Seine*.

ML: Que cherches-tu au fond des individus ?

KP: J'aime surtout les regards. Ils sont le reflet de la vie. Les yeux sont fondamentaux et c'est sur eux que je règle « la mise au point ». Les personnes que je photographie n'essayent pas de tricher, ou de gommer leurs petits défauts. Elles exposent leurs richesses intérieures ou extérieures et, à mon sens, c'est le lieu où leurs envies et leurs désirs se rejoignent, se retrouvent ou parfois se perdent. L'instant est furtif, il faut être vigilant.

ML: Pour en revenir à ta technique, peux-tu nous en dire plus ?

KP: Je suis une piètre technicienne et pour moi la photo ne s'arrête pas à seulement regarder l'autre. Ce que j'espère plutôt c'est

aller à sa rencontre... La photo permet le droit à la curiosité et l'éradication de la peur de l'autre, celle qui peut éventuellement et potentiellement représenter un danger. La peur seule fabrique la différence et fondamentalement le rejet puis la haine. La peur est bête en soi, elle est brutale. Bien sûr, il y a les vraies peurs, celles qui te font réfléchir devant un précipice : les peurs nécessaires pour avancer, ou pour reculer. Mais plus je fais de photos, plus les peurs s'estompent. La photo permet une

ouverture au monde et sur les autres, mais aussi sur soi-même.

ML: Mais pourquoi le noir et blanc dans cet album ?

KP: Le noir et blanc nous entraîne hors du temps, il donne une intensité au sujet photographié, nous rapproche de la vérité. Pour moi, la couleur relève plus du paraître, mais c'est une autre histoire, dans laquelle réside l'évidence plutôt que l'essentiel. La couleur élargit les champs, mais va moins dans les détails, selon le cadre utilisé. Je l'apprécie et l'utilise néanmoins souvent, ailleurs que pour le portrait. C'est bizarre, plus l'on veut se rapprocher de la réalité en utilisant la couleur, plus il me semble qu'on s'en éloigne. Je rêve souvent en noir et blanc.

ML: Pourquoi es-tu devenue photographe et quels sont tes projets ?

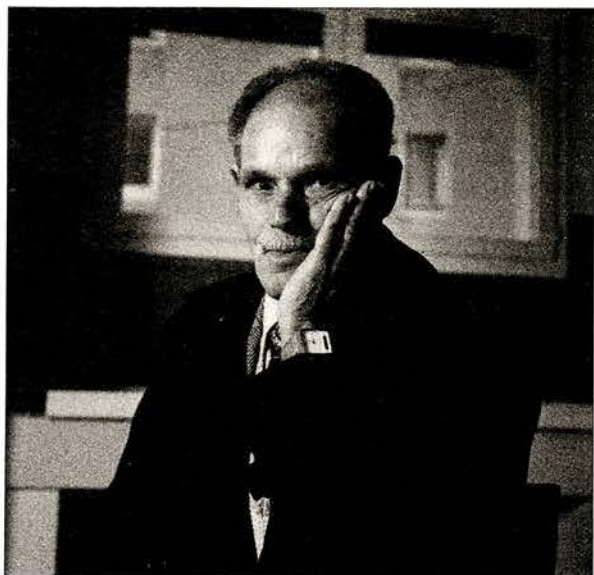
KP: Parce que je n'ai pas la chance de savoir dessiner, ce n'est pas faute d'avoir essayé... J'avais des envies d'images très fortes, depuis toujours. Des projets ? Oui, bien sûr. J'ai entamé un reportage en couleur sur la cité d'urgence Les Aulnes et ses habitants à Meulan, qui doit prochainement être démolie, mais c'est déjà l'autre histoire...

ML: Le mot de la fin ?

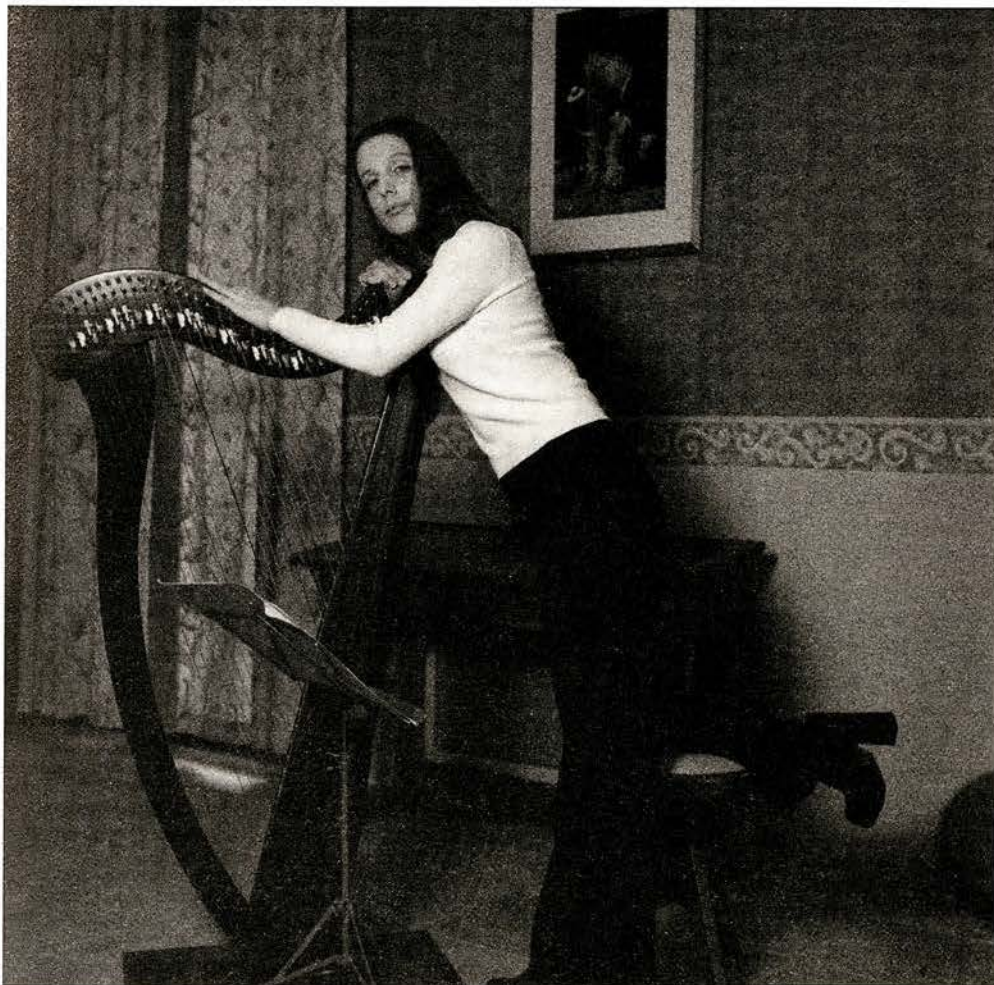
KP: Plus je fais de photos, plus je réalise des projets et plus j'ai l'impression de ne rien faire, juste l'impression d'exister.

Propos recueillis par Patrick Schindler
groupe Claaaaaash

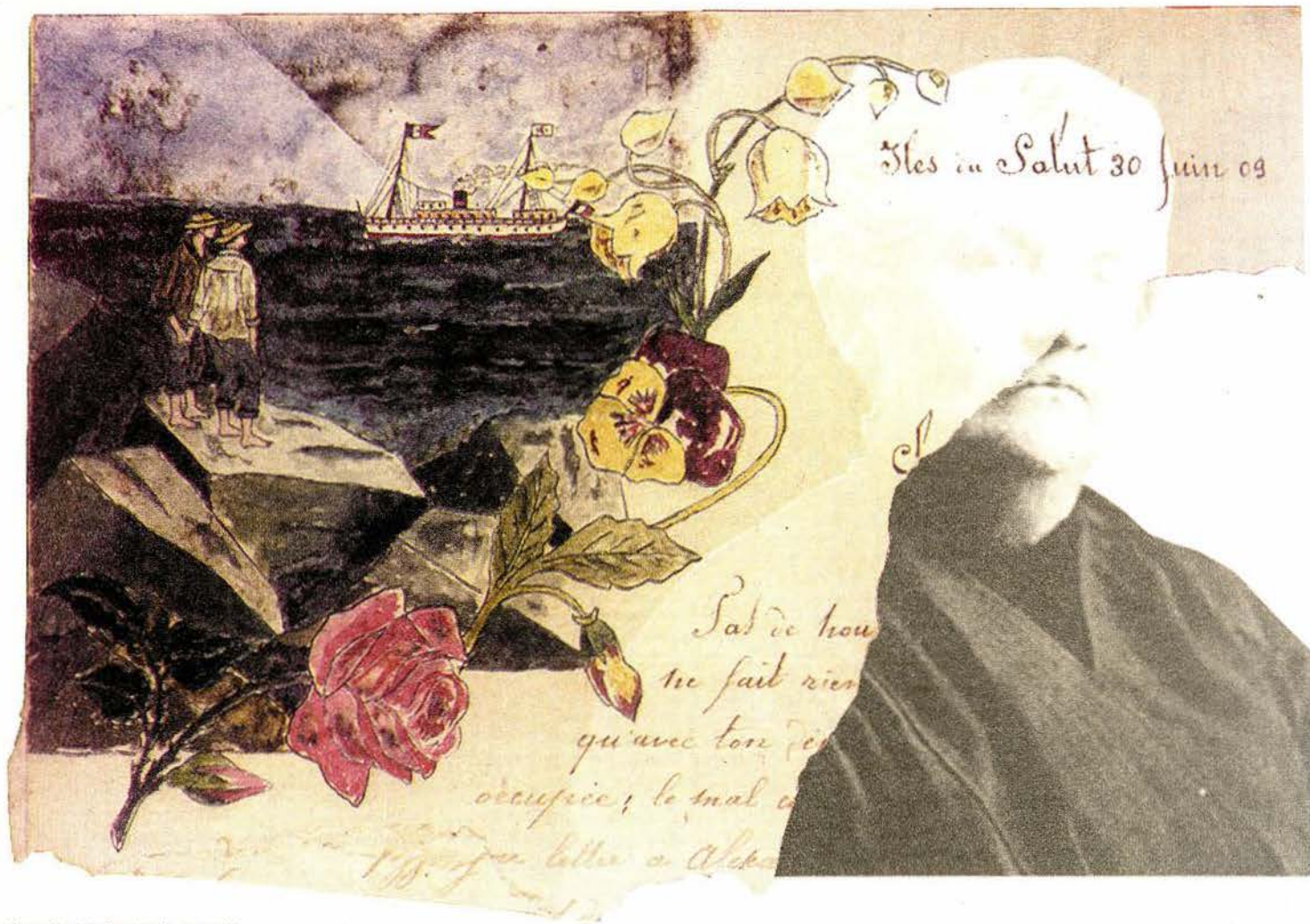
Pour rappel, l'album de Karine est distribué gratuitement aux habitants des Mureaux, dans le Val-de-Seine. Il n'est pas vendu commercialement. Si vous désirez voir plus de photos de Karine ou mieux la connaître : <<http://habitants.netvaldeseine.org>>. Elle possède également son propre site : <<http://kpelgrims.free.fr>>, et enfin un mail : <kpelgrims@free.fr>.



Charef



Perrine



Alexandre Marius Jacob, aquarelle

Le sel de Jacob

UN LIVRE à lire pendant les vacances, que vous partiez en villégiature (aux Seychelles?) ou que vous restiez casanier, ayez sous l'aisselle les *Écrits* d'Alexandre Marius Jacob, militant anarchiste né en 1879, condamné au bagne en 1905, libéré en 1928, décédé de son plein gré en 1954. « Depuis que j'ai eu l'âge de raison, je me suis évertué à choisir comme ennemis les rentiers, les propriétaires, les industriels, les militaires et les prêtres. »

Il s'agit là d'une nouvelle édition, augmentée et complétée depuis les précédentes impressions en deux volumes chez le même éditeur, qui rassemble ses déclarations publiques, sa correspondance de forçat et d'ensuite (lettres à sa mère, à Jean Maitron, à Pierre-Valentin Berthier, aux époux Humbert...), témoignage sans pareil sur la praxis anarchiste d'avant la guerre de 1914-

1918, chronique en sa chair de ce qu'était le bagne – que d'aucuns (suivez mon regard sarrtien: à droite et à gauche) aimeraient bien aujourd'hui voir renaître.

Tout au long de cette épopée collective puis individuelle, notre camarade Jacob demeura fidèle à son engagement libertaire (cambrioleur innovateur et ingénieux, il contribua notamment, avec une vingtaine de complices monte-en-l'air, au financement du *Libertaire* et de *Gaminal*, brûlot d'Amiens) et porta sur le monde un regard clairvoyant mais dénué de tout désespoir. Anarchiste de la vieille roche, sa pensée était imprégnée d'un rationalisme non dogmatique qu'il sut mettre au service de la « reprise individuelle ». Aventurier dans l'âme, ce Marseillais savait percer, mieux encore que les coffres-forts, les mystères du cœur humain – lequel au bagne se montre à nu. Poète par le fait, il dépasse Fantômas et sa « Bande des Chiffres » pour caresser Hugo, Ducasse et Duprey: sa « bande », sans chef à la Olrik, s'intitulait « les travailleurs de la nuit ».

Le Jacob écrivain a du style, ce qui ne gêne rien, pétillant d'ironie critique et de faconde méridionale. Sa plume et sa voix sont toujours

sous-tendues par un humour à la Jarry ou à la Vaché: « Je me lève, je ne me découvre que par politesse quand on me salue, mais je ne veux pas me lever devant vous, magistrats, parce que vous vous croyez supérieurs à moi, parce que je ne descends pas du ciel mais du singe, et que le singe ne lèche pas la main qui va le frapper », dira-t-il à l'ouverture d'un de ses procès.

Cette prose libre à tous égards trace l'autoportrait d'un irréductible: malgré un quart de siècle d'emprisonnement, Jacob ne cessa jamais de s'opposer à toutes les formes de pouvoir. Et ses rêves subversifs restent plus que jamais actuels – propres à de nouvelles applications dans un monde où l'économie entend triompher de toute dignité et de toute socialité.

L'ouvrage (848 pages) s'agrément de un instructif appareil critique, d'un judicieux choix d'illustrations et d'un CD de chansons libertaires d'époque, dont certaines furent écrites par ses compagnons.

Franchement, tout cela pour 25 euros, il n'y a pas à tortiller: mieux que Richter, c'est Jacob qui est en haut de l'échelle.

Jimmy Gladiator

Alexandre Marius Jacob, *Écrits*, L'Insomniaque éditeur. 25 euros. Disponible à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

La maison des prolétaires rhodaniens

La Bourse du travail de Lyon

Hugues Lenoir

NOUS CONNAISSONS l'Histoire des Bourses du travail de Fernand Pelloutier et l'importance de l'apport anarchiste dans la constitution et la radicalité revendicative du syndicalisme naissant. Au travers de son histoire de la Bourse du travail de Lyon, David Rappe, militant anarchiste et syndicaliste lui-même, nous en donne une nouvelle illustration. Issu d'une recherche universitaire, cet ouvrage, qui a abandonné le style «langue de bois» assez commun à ce type de travail, est fortement charpenté et construit à partir de sources solides, archives de l'Institut d'histoire sociale (IHS) de la CGT du Rhône, archives départementales et municipales, ainsi que de références savantes et significatives sur le syndicalisme révolutionnaire. Ce qui a pour résultat : un livre facile à lire mais «scientifiquement» conçu, bien rédigé et surtout intéressant quant à notre histoire et notre implication dans le mouvement ouvrier.

Le texte de David Rappe est précédé d'une préface de Daniel Colson qui nous rappelle, s'il en était besoin, que les Bourses du travail participèrent de l'ambition proudhonienne d'inciter la classe ouvrière à sortir de la tutelle des partis et de l'illusion parlementaire, et de s'affirmer comme une classe autonome, politiquement capable, agissant «exclusivement par elle-même et pour elle-même», c'est-à-dire en capacité de construire ici et maintenant une «contre»-société préfiguratrice dans son organisation et sa gestion d'un autre futur. Ce à quoi les Bourses du travail parvinrent assez largement dans un premier temps, tant que dura l'influence des anarchistes alliés en la circonstance aux blanquistes et autres

Samedi 11 Septembre, à 8 h. du soir
SALLE DE LA PERLE, PLACE DE LA CROIX-ROUSSE, 8

RÉUNION GÉNÉRALE
DE

L'UNION DES TISSEURS
ET SIMILAIRES

CONGRÈS NATIONAL

Citoyennes et Citoyens,
Le Syndicat vous fait un appel chaleureux pour vous prononcer sur le choix de vos délégués au **PREMIER CONGRÈS NATIONAL DES SYNDICATS OUVRIERS.**

Citoyens,
Quand les progrès du mécanisme privent l'Ouvrier de ses moyens d'existence, quand les crises se succèdent et que les travailleurs désarmés luttent contre les capitalistes coalisés, un devoir impérieux impose aux Syndicats l'étude de l'organisation du travail.

Citoyens,
Plus que jamais vous devez faire connaître que depuis longtemps vous êtes de ceux qui s'occupent des transformations économiques et sociales.

Aussi, pénétrés de votre devoir, de l'importance des intérêts généraux engagés, vous vous rendrez en grand nombre à la Réunion qui aura lieu **SAMEDI 11 SEPTEMBRE, SALLE DE LA PERLE, PLACE DE LA CROIX-ROUSSE, 8.**

ORDRE DU JOUR

- 1 Rapport de la Commission syndicale;
- 2 Audition des Candidats;
- 3 Election des délégués au Congrès.

LE SYNDICAT.

Nota. On sera admis sur la présentation de son livret de Sociétaire; des places seront réservées aux Dames.

1111 - Imprimerie Nouvelle Lyonnaise (Association syndicale des Ouvriers typographes), rue Ferrandière, 60, Lyon

possibilistes. Les Bourses du travail furent donc – celle de Lyon s'inscrit dans ce mouvement avec ses spécificités – un espace «au milieu des choses» comme le souligne Daniel Colson, en d'autres termes, un espace inscrit dans une réalité concrète et contextualisée où les militants syndicalistes consolidèrent en situation, in vivo, par l'action et la réflexion collectives les bases, les pratiques et les valeurs qui fondent notre théorie du social sans renoncer pour autant aux impérieux besoins immédiats du prolétariat. La Bourse de Lyon dans laquelle David Rappe nous invite à entrer fut, comme tant d'autres, un haut lieu de ce pragmatisme révolutionnaire cher aux anarchistes.

Dans son approche historique, l'auteur nous rappelle que les Bourses du travail sont

« L'anarcho-syndicalisme est la forme aboutie et assumée du syndicalisme révolutionnaire. »



David Rappe, *La Bourse du travail de Lyon, une structure ouvrière entre services sociaux et révolution sociale*. Ouvrage disponible dans toutes les bonnes librairies, dont Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 15 euros.

une réalisation importante et créatrice du mouvement ouvrier. Elles ont en effet participé à la construction du syndicalisme dont elles en ont marqué jusqu'à aujourd'hui l'organisation. Elles apparaissent comme une préfiguration des structures horizontales et interprofessionnelles si redoutées par les bureaucrates et si essentielles à la solidarité et à l'élaboration collective.

Comme pour d'autres Bourses du travail, celle de Lyon naît dans un contexte local avec ses enjeux spécifiques mais elle est aussi adossée à un mouvement revendicatif d'ensemble. Fondée en 1891, elle connut des débats vifs entre les militants de différentes sensibilités, des difficultés financières, des fermetures autoritaires, une surveillance policière de tous les instants. Elle parvint néanmoins à réaliser une œuvre constructive tant dans sa période révolutionnaire (1891-1905) où l'influence guesdiste céda le pas à celle des anarchistes et des blanquistes, adeptes de la grève générale dont le principe comme tactique révolutionnaire fut décidé en 1895, que dans sa période réformiste (1905-1914) malgré une scission (1905) et une réunification (1907), tout cela dans des locaux vétustes et étroits. En son sein, les militants organisèrent de multiples activités, à leurs yeux essentielles à la solidarité, à la conduite de la lutte immédiate et à la construction de la société révolutionnaire.

Ainsi, un bureau de placement gratuit pour les sans-emploi fut-il mis en place. Il évitait aux travailleurs, rappelons-le, en cette période d'ouverture de l'ANPE à la concurrence, de recourir aux « services » de bureaux d'embauche privés, souvent payants et fort décriés dans la classe ouvrière, qui dénonçait déjà à l'époque la précarité et le recours systématique à des formes « d'intérim ».

Les militants de la Bourse de Lyon animaient aussi un dispensaire, bientôt associé aux cliniques syndicales de la CGT, renforcé d'une aide juridique d'abord destinée aux nombreux accidentés du travail. Puis, ce dispensaire s'ouvrit à l'ensemble des travailleurs et des travailleuses à l'époque sans Sécurité sociale. Comme ailleurs aussi, la bourse lyonnaise organise des cours professionnels qui visent à augmenter la qualification des ouvriers, à la fois pour résister à la pression patronale sur les salaires mais, surtout, toujours dans une logique d'autonomie, dans le but de « fortifier » la classe ouvrière « afin que le jour où elle sera appelée à diriger la production, elle ne soit pas obligée d'avoir recours à des adversaires ». C'est le même état d'esprit qui conduit à ouvrir une bibliothèque généraliste, à organiser des conférences d'éducation populaire, des soirées théâtrales qui permettront à tous – syndiqués et non syndiqués, amis et famille – dans le cadre d'une ouverture favorable à la convivialité et à la propagande de s'éduquer pour se révolter et de construire, à terme, une authentique culture ouvrière et antimilitariste.

Enfin, la Bourse est aussi un lieu de solidarité concrète entre les corporations en facilitant

le déplacement des sans-emploi (viatique), en organisant des caisses de soutien financier, des « soupes communistes » et l'accueil des enfants en cas de grève, sans oublier la prise en charge et l'envoi de propagandistes pour animer les conflits à la demande des travailleurs en lutte.

Au-delà, l'ouvrage de David Rappe relate les débats lyonnais sur la grève générale et l'implication dans la journée du 1^{er} Mai et nous décrit avec précision le fonctionnement et l'organisation administrative et politique de la Bourse de Lyon.

Dans sa conclusion, conception que je partage, l'auteur souligne que ce qui fit sans doute la force des Bourses du travail et qui fera peut-être notre force demain, c'est qu'elles n'étaient ni une institution ni seulement une contre-institution « mais un ferment de désagrégation révolutionnaire de la société établie, de l'ordre social en place » et où, au-delà des dispositifs d'entraide, se préparaient l'action et la réflexion nécessaires à l'élaboration d'une société libertaire. En bref, un bel exemple d'initiative révolutionnaire dans une partie à rejouer et cette fois à gagner. Ajoutons que ce livre riche d'informations sur une réalité locale et sur la construction in vivo d'une Bourse du travail est enrichi d'un intéressant cahier iconographique qui atteste de la vitalité et de la richesse des initiatives prises dans cet îlot de socialisme en gestation.

Enfin, David Rappe dans une petite annexe, fort utile, tente d'apporter quelques éléments nécessaires pour éclairer les notions de syndicalisme révolutionnaire et d'anarcho-syndicalisme et nous engage à dépasser un débat, à ses yeux, aujourd'hui stérile. Pour moi, même si ce propos prolonge le livre de David Rappe, je l'estime clos. En effet, je considère que l'anarcho-syndicalisme est la forme aboutie et assumée du syndicalisme révolutionnaire qui présentement apparaît comme une conception romantique du syndicalisme reposant sur une vision idéalisée et unitaire de la classe ouvrière. Il n'est qu'une forme historiquement marquée d'un utopisme radical dont on connaît les limites, il n'est plus que l'expression d'un syndicalisme idéalisé, une proie toute désignée et consentante des fractions « rouges ».

Quant à l'anarcho-syndicalisme, il est une marque de maturité du syndicalisme visant à œuvrer, comme nous y engageèrent déjà Proudhon et Bakounine, à ce que les classes ouvrières se constituent en force autonome inspirée des analyses et des pratiques anarchistes.

Souhaitons enfin que ce livre, à caractère monographique, participe de la reconnaissance du mouvement ouvrier lyonnais et que le maire « socialiste » de la ville accepte que la station de métro Place-Guichard où se trouve la Bourse de Lyon puisse, malgré le caractère stalinien de la bâtisse, être aussi appelée Bourse-du-Travail comme le demandent de nombreux militants rhodaniens aujourd'hui. H. L.

Les mots du plaisir

ÉTYMOLOGIE du mot congrès: XVI^e siècle, «union sexuelle». Le quotidien social m'éloigne des pensées bien structurées...

Le 4 juin 2004, Publico organisait un forum autour du livre de Florence Montreynaud, *Appeler une chatte; mots et plaisirs du sexe*. Peu de personnes présentes dans cette minuscule salle qui sert de lieu de rencontre et de débat.

Deux manifestations étaient prévues à ce jour, non loin de Publico, ce qui pourrait expliquer l'absence de surabondance d'humains, pour y traiter des problèmes d'humains. Le peu d'hommes, mais aussi de femmes, sont d'ores et déjà des individus sensibles à l'approche, et le point de vue que dégage Florence dans son ouvrage. Comme on dit, des convaincus.

Pour le plaisir des mots, des sens, Florence aime à déterrer la connotation de chacun de ses mots, selon les registres, les époques.

C'est un véritable bonheur de parcourir, les lignes, de découvrir les trésors étymologiques de ces mots défendus.

Ces mêmes mots du sexe, du plaisir, si souvent atrophiés par la pensée unique des dirigeants, perdent alors toute valeur, car trop injustement détournés.

Installer confortablement ces termes, ces mots, ces idées, les réduire, les classer uniquement dans le registre de langue vulgaire, ce sont bien là les stratégies utilisées par les oppresseurs du bon et loyal vocabulaire... L'exaltation de la classification rassure nos chers académiciens.

Depuis des millénaires, hommes, femmes, ont été muselés, retranchés dans l'appauvrissement du vocabulaire, pour évoquer les plaisirs. Les autorités souhaitent dominer nos envies, nos sens. Florence, la langue bien pendue, s'insurge contre les règles, les stéréo-

types, les tabous, les oppositions, les pseudo-poncifs égalitaires si stupides. Femmes = sexe faible; hommes = sexe fort.

Les sentiers frayés par Florence invitent le lecteur, la lectrice à réagir, s'interroger sur les sens des mots. Et certes, une envie de les employer, les faire vivre est tout de même de bonne augure. Non?

Hommes, femmes, sont les instruments qui permettent aux différentes autorités d'asseoir leur pouvoir, et pourquoi pas, de contrôler ainsi tout un peuple. Enfermer les individus, dans un carcan sémantique, bien enserré par les bras dominants des tabous et des principes culturels.

Distiller les principes féodaux, pour mieux affiner et déployer ainsi une pensée harmonieuse avec les religions et les États.

Faire croire que l'on ne peut pas bouleverser l'ordre établi.

La force persuasive de Florence Montreynaud condamne sans équivoque l'enfermement où politiques et religieux tentent de nous emprisonner, nous les humains.

Son réquisitoire (quels que soient les langues employées et les registres de langue) sur le véritable choix des mots, leur sens, et la concrétisation, feront (et je l'espère très fortement) réagir les sages, les dandies, les machos, les machas... les imbéciles!

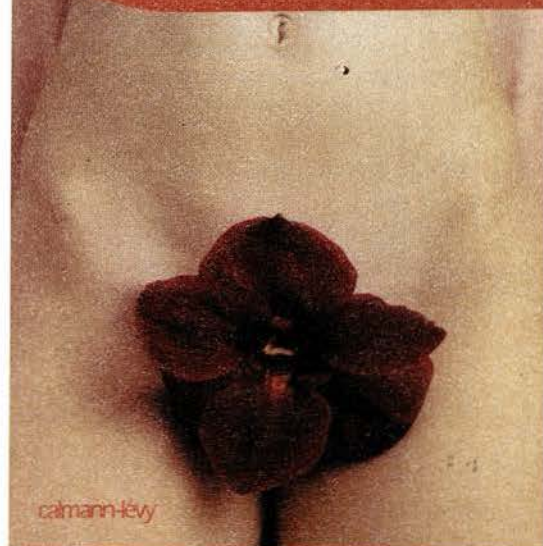
Les mots, la langue, est-ce une piste vers le bonheur?

Néanmoins, je trouve regrettable que les caissières, les caissiers de chez Ed, ne puissent lire ce livre. Cette société castratrice veille à organiser à ne pas éveiller l'intérêt à la lecture (et pourquoi pas un ouvrage sur le plaisir et le sexe!). Fractionner, diviser le peuple afin de garantir des illusions pour mieux berner, mentir les autres. Maintenir à tout prix les plus démunis, les plus vulnérables, dans l'ignorance.

Florence Montreynaud

Appeler une chatte...

Mots et plaisirs du sexe



Pas de temps à perdre, quand on doit aller gagner, son pain quotidien.

Dans le cadre de mon travail, le domaine éducatif, mon quotidien social est de tenter d'échanger avec des femmes et des hommes (mais surtout des femmes). Tenter d'expliquer qu'il peut y avoir d'autres visions du monde que celui imposé par l'école, la télé, etc.

Il me paraît bien difficile de parler plaisir, éducation sexuelle, lorsque les gens qui se trouvent en face de moi sont rongés, minés par les charges, le chômage, les vicissitudes de la vie, et l'imbécillité de ce bas monde. La lecture nécessite alors une démarche volontariste.

Leur donne-t-on cette possibilité? En aucun cas, le livre de Florence Montreynaud donne le sentiment de ne pas vouloir partager et s'adresser uniquement à un public averti.

C'est l'interprétation et ma réalité qui me font dégager cette conclusion un peu hâtive, je vous l'accorde.

Si le «petit peuple» pouvait lire de tels livres, il envisagerait dès lors la relation homme-femme dans le travail, mais également dans leur intimité, sous un angle nouveau. Et il deviendrait alors une vraie menace pour le pouvoir en place!

Pour le plaisir de lire, pourquoi pas à deux, ou plus si affinités, bien calé par de douilletts coussins, la couette légère mais trop chaude, laissez-vous ainsi susurrer à l'oreille le sens des mots, plaisir, sexe, congrès, jardin... et pas celui des supplices. Libertairement.

Zohra

La voix sans dieu, sans maître et sans publicite de la revue libertaire

Dimanche

8 heures: **Goloss trouda**, la voix du travail, émission franco-russe
 10 heures: **Ni maître ni dieu**, émission de la coordination nationale des libres penseurs
 12 heures: **Folk à lier**, le magazine des musiques traditionnelles
 14 heures: En alternance
 - Plage musicale
 - **Tempête sur les planches**, actualité du théâtre et de la danse
 15h30: En alternance
 - **Des mots, une voix**, des mots, des auteurs
 - **Chants, contrechamps**, ciné musique
 - **Le mélange**, musique et actualité du spectacle
 17 heures: **La boîte du panda**, culture asiatique (mensuelle)
 18h30: En alternance
 - **Échos et frémissements d'Irlande**, émission de l'association franco-irlandaise
 - **Il y a de la fumée dans le poste**, émission du Circ
 20h30: En alternance
 - **Ça rend sourd**, punk, hardcore et mauvais goût...
 - **Les désaxés**, cinéma documentaire
 22 heures: Les liaisons dangereuses, c'est-à-dire en alternance
 - **Obsession'elles**, rock et libres propos
 - **Radio-activité**, idem
 - **Seppuku**, itou

Lundi

9h30: **Les mangeux d'terre**, écolo-libertaire (mensuelle)
 11 heures: **Lundi matin**, infos et revue de presse
 13h30: **Les partageux de la Commune**, émission sur la Commune de Paris
 16 heures: **Ondes de choc**, poésie, chansons et littérature
 18 heures: **Les destinées de l'histoire**, toute l'histoire, rien que de l'histoire
 20 heures: **Le monde merveilleux du travail**, des syndicats de la CNT
 21 heures: **Ça urge au bout de la scène**, actualité de la chanson
 22h30: **De la pente du carmel, la vue est magnifique**, comme son nom l'indique

Radio libertaire

Grille à jour en été 2004

89.4 MHz

Mardi

8 heures: **Le Parisien libertaire**, actualité militante
 9 heures: **Zone à mix**, scratch music
 11 heures: **Actes et cités**, de l'architecture et de la politique
 12h30: **Wreck this mess**, cocktail de musiques radicales
 14h30: **L'idée anarchiste**, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme
 16 heures: **Swing en liberté**
 18 heures: En alternance:
 - **Idéaux et débats**, émission littéraire
 - **Pas de quartiers...** ça se passe près de chez vous
 19h30: **Paroles d'associations**, magazine de la vie associative et culturelle
 20h30: **Radio libertaria**, émission de la CNT
 22h30: **Ça booste sous les pavés**, musiques, reportages et actualité

Mercredi

10h30: **Blues en liberté**, émission musicale blues
 12 heures: **Sans toit ni loi**, émission sur les mal-logés et la précarité
 14 heures: **Le manège**, littérature et cinéma
 16 heures: **Léo 38**, reggae et autres
 17 heures: **Décalages horaires**, sur les musiques du monde
 18h30: **Femmes libres**, femmes qui luttent, femmes qui témoignent
 20h30: **Ras les murs**, actualités des luttes de prisonniers
 22h30: **Traffic**, rock, actualités et interviews
 0h15: **La contre face son**, mix hip hop, soul et funk

Jeudi

10 heures: **Chronique hebdo**, analyse libertaire de l'actualité
 12 heures: **Le présent têtù**, actualité de la chanson et du spectacle
 14 heures: **Radio cartable**, la radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine
 15 heures: **Bibliomanie**, autour des livres...
 16h30: **Petites annonces d'entraide**
 18 heures: **Si vis pacem**, émission antimilitariste de l'Union pacifiste de France
 19h30: **Les enfants de Stonewall**, infos gays et lesbiennes
 20h30: **Entre chiens et loups**, art, anarchie (arts plastiques, poésie, musique, etc.)

22 heures: **Epsilonia**, musique électro-acoustique, improvisée et expérimentale



Vendredi

10 heures: **Koumbi**, culture africaine et débats autour de l'immigration

12 heures: **Enjoy polar**, littérature noire
 14 heures: Plage musicale
 16 heures: **Gens du Sahel et d'ailleurs**, informations juridiques
 18 heures: **Radio espéranto**, émission de l'association Sat-Amikaro
 19 heures: L'invité du vendredi, c'est-à-dire en alternance:
 - **Des droits et des hommes**, émission de la Ligue des droits de l'homme
 - **Raison présente**, émission de l'Union rationaliste de France
 - **L'antenne du social**, émission réalisée par des travailleurs sociaux
 - **Trait d'union**, le mouvement des idées
 21 heures: En alternance:
 - **Offensive libertaire et sociale**
 - **La grenouille noire**, anarchisme et écologie
 22h30: **Jazz en liberté**, free jazz et musiques improvisées

Samedi

8 heures: **Réveil hip-hop**
 10 heures: **La philanthropie de l'ouvrier charpentier**, comme son nom l'indique
 11h30: **Chronique syndicale**, luttes et actualités sociales
 13h30: **Chroniques rebelles**, débats, dossiers et rencontres
 15h30: **Deux sous de scène**, le magazine de la chanson vivante
 17 heures: **Bulles noires**, bandes dessinées et polar
 19 heures: En alternance
 - **Tribuna latino-americana**, actualité politique de l'Amérique latine
 - **Longtemps, je me suis couché de bonne heure**, magazine des livres et du cinéma
 - **Contre-courbe**, peinture
 21 heures: **Les nuits libertaires**, c'est-à-dire en alternance
 - **Orpheus Antissa**, les jardins d'Orphée, chronique artistique, musique classique et contemporaine
 - **Tous les quinze jours, on mange du poulpe**, rock, ska et musique impro
 23 heures: En alternance
 - **Nuits off**, topologies sonores, rock et chroniques
 - **Tormentor**, dark, électro-industriel et autres

Permanences du secrétariat le mardi à partir de 19 heures, au siège social, 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Tél. du siège: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59 - Tél. du studio: 01 43 71 89 40 - Courriel: radio-libertaire@federation-anarchiste.org

« Folk à lier » a 20 ans



QUEL BEL ÂGE, 20 ans! Avec un tel passé, Folk à lier, l'émission des musiques traditionnelles sur Radio libertaire, est à coup sûr la plus ancienne qui traite de ces musiques. 20 ans: plus de mille dimanches devant le micro, des centaines d'invités (le plus souvent en direct), plus d'une trentaine de bénévoles, vingt-trois indicatifs choisis par les auditeurs, des milliers de disques programmés... On croule sous les chiffres mais le plus important n'est pas là. Pendant vingt ans, Folk à lier s'est battue pour qu'une musique puisse être diffusée sur les ondes, pour que des artistes puissent s'exprimer, et aujourd'hui avec la «réforme» du statut des intermittents, on comprend toute la portée du mot «s'exprimer».

Plus qu'une émission...

C'est aussi tout un pan de la culture populaire qui a pu être diffusée en région parisienne. À travers les liens créés avec le tissu associatif parisien, c'est toute l'information qui était relayée (bals, concerts, stages et festivités diverses). Depuis le 16 septembre 1984, Folk à lier est devenue un élément incontournable du monde des musiques traditionnelles. Les artistes sont venus de tous les coins de l'Hexagone, voire de l'Europe, pour parler ou jouer devant les micros de Radio libertaire. Mais Folk à lier, c'est encore plus que cela. C'est la passion, la convivialité et l'amitié. L'émission s'est donné pour but de diffuser, sous tous ses aspects et toutes ses formes d'expressions, cette musique encore trop souvent marginalisée et presque inexistante dans les médias, à part quelques phénomènes de mode

comme la musique « celtique » ou quelques artistes de world music ultramédiatisés. Les autoproductions, et les petits labels, y sont diffusés en priorité. Pour une fois les majors passent en second plan. Beaucoup de sujets ont été abordés, des rubriques à thème ont été réalisées sur les vieux métiers, les instruments, la lutherie, des analyses de pièces musicales et de chansons, «Le musée de folk à lier», etc. La musique traditionnelle est comme l'univers, tellement vaste et infini, qu'il est impossible d'en faire le tour. Il y a toujours du nouveau. Elle est le genre musical le plus diversifié, à la fois ancré dans le passé et tourné vers le futur. Elle est en constante évolution, et Folk à lier s'en fait l'écho tous les dimanches.

C'est sur Canal 89 que Serge s'exprime pour la première fois, de novembre 1982 à mai 1984, date à laquelle la fréquence est vendue. En juin 1984, il entre en contact avec Radio libertaire qui est la seule radio intéressée par son projet d'émission sur les musiques « trads » et le 16 septembre, l'aventure commence (<<http://folkali.free.fr>>).

...une aventure

Vingt ans après, serge est toujours là, fidèle au poste. Durant ces deux décennies, ils ont été nombreux à l'épauler, pour répondre au téléphone, faire la technique, tenir le crachoir, développer ces fameuses « infolks » (bals, concerts, stages) diffusées autour de 13 heures, et bien connues des nombreux auditeurs. Aujourd'hui, deux équipes alternent les dimanches. Autour de Serge, sont présents Catherine, Geneviève, Florence et Régis,

L'émission des musiques traditionnelles sur Radio libertaire

et autour de Thierry, ce sont Brigitte, Laurence et Maryvonne. Vingt ans, c'est à la fois long et court; long parce que les années passent; court parce qu'il y a toujours quelque chose à annoncer, à défendre, ou à diffuser lorsque l'on parle d'une musique vivante.

La fête pour la 1001^e

Le dimanche 18 avril, pour fêter la 1001^e, grâce au concours de Michel Le Cam (toujours présent derrière mais aussi parfois devant la sono), de Radio libertaire, du forum Léo-Ferré et de son équipe de bénévoles et, bien sûr, des musiciens, organisateurs et autres, ont pu être réalisées cinq heures d'émission en direct. Un tour de force technique, mais aussi humain.

Au menu, des interviews et de la musique. Beaucoup de sujets furent abordés, dont l'intermittence du spectacle, la diffusion des musiques « trads » avec Philippe Goutte de Zone franche, «le réseau des musiques du monde», la création du Bourdon (premier folk-club français créé en décembre 1969). Sur scène, pour commencer, on a pu apprécier un petit bal folk tout swing avec le duo Dialto à qui l'émission doit son indicatif 2004. Suivirent Catherine Perrier et John Wright (un concert empreint de chaleur et de convivialité), le duo « irlandais » Sikiotakis/Bullock qui fit un tabac, un voyage chez les Aborigènes d'Australie avec le groupe Umkulu, une traversée de la Bretagne chère au cœur de Serge avec Amann Rik, La Maurache qui fit revivre les musiques médiévales et celles de la Renaissance. Pour finir, Frédérique interpréta quelques chansons de marins a capella avant de reprendre avec le public une composition de Serge, comme dans la tradition.

Les 20 ans seront célébrés en deux étapes: le samedi 25 septembre sera organisée une soirée au café-cabaret La Tête des trains, mis à disposition par Pierrot et son équipe, à Tousson (77), puis ce sera à nouveau un direct depuis le forum Léo-Ferré pour une nouvelle émission marathon. La date reste encore à déterminer...

Folk à lier

40 ans à l'ombre

AU DÉBUT DU MOIS DE JUILLET, le détenu Lucien Léger a franchi le cap de sa quarantième année de détention pour un crime dont personne, aujourd'hui, ne peut prétendre avec certitude qu'il en est bien l'auteur.¹

Même le président Braunschweig de la cour d'assises de Seine-et-Oise, celui qui l'a condamné le 7 mai 1966 à la réclusion criminelle à perpétuité, avait ce doute à l'énoncé du verdict. Il le convoqua en effet dans son bureau avant qu'il ne regagne sa cellule de la maison d'arrêt de Versailles, pour lui donner une dernière chance, à savoir lui révéler ce qu'il n'avait pas dit à la cour pendant les cinq journées d'audience, moyennant quoi le magistrat s'engageait à ce que le verdict soit cassé par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

L'avocat général Lajaunie, qui n'avait pas requis de peine contre Léger, assistait à cet aparté, irréal quand on connaît l'extrême rigueur des procédures encadrant les débats d'une cour d'assises. Lucien Léger, dépassé par ses délires mythomanes, n'a pas dû se rendre compte de la chance insigne que lui offrait la justice de se sortir du bourbier dans

lequel il s'était enlisé, puisqu'il déclina l'offre. Ce refus, il continue aujourd'hui de le payer au prix fort.

Comment expliquer en effet que toutes les demandes de libération conditionnelle qu'il a déposées depuis 1978 se soient heurtées à un mur du refus du côté de la Place Vendôme? Le geste du président Braunschweig était hors norme. À ma connaissance, il ne s'est plus jamais reproduit dans un prétoire de cour d'assises.

En agissant ainsi, ce magistrat engageait toute l'institution judiciaire derrière lui. C'est sans doute pour cela que le dossier de Lucien Léger est devenu lui aussi hors norme. On comprend mieux pourquoi tous les magistrats et gardes des Sceaux qui ont eu, à un moment donné, à décider de ce dossier, aient sombré dans un corporatisme primaire. Tous ces refus ne sont motivés que par l'insolence de celui de Léger. Force est de reconnaître que la détention de Léger, par son ampleur, son irrationalité, tourne à la lettre de cachet.

Qui peut le sortir de cette situation? Il serait facile au président de la République Jacques Chirac de commuer sa peine perpétuelle en

peine à temps, ce qui entraînerait sa remise en liberté à très court terme. On peut d'ailleurs se demander pourquoi cette mesure n'est plus appliquée depuis 1995.

Lucien Léger a la chance d'avoir aujourd'hui à ses côtés une jeune et brillante avocate, Adeline Pichard. Cette dernière a déposé une requête devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) portant sur la violation de deux des principaux articles de la Charte européenne des droits de l'homme que la France a signée.

Ayant lu le mémoire ampliatif qui soutient cette demande, je crois pouvoir dire que la France ne pourra pas échapper à une énième condamnation.

Il ne reste plus qu'à espérer que la CEDH qui a pourtant retenu l'urgence de la requête tranche au plus vite ce contentieux qui n'a que trop duré. Cela devrait être le cas avant la fin de cet été.

Ceci dit, il faudra bien aussi se poser la question suivante: pourquoi un homme condamné sans preuves, ni mobile, ni aveux patents à la réclusion criminelle à perpétuité devrait-il reconnaître des faits qu'il n'a pas commis, pour pouvoir bénéficier de la mansuétude de la justice?

C'est désormais la philosophie de tous les juges français qui ont à statuer en matière d'application des peines.

Ce repentir à tout prix n'est explicité par aucun article du code de procédure pénal et il faudra bien que ce débat vienne sur la place publique.

D'autres questions posées par ce cas d'école laissent perplexe, mais nous y reviendrons.

Philippe Charon

Un groupe libertaire en Charente-Maritime

CE QUI MOTIVE l'action des libertaires... Comme beaucoup, les libertaires sont révoltés par les injustices sociales. Si, en théorie, l'économie de marché prétend donner à chacun la possibilité de vivre décemment, il est facile de constater que la compétition économique de tous contre tous ne peut produire que des vainqueurs... et des vaincus, des riches... et des pauvres, des nantis... et des laissés-pour-compte!

Face à ce système destructeur des humains et de leur environnement, nous n'aspérons pas seulement à la diminution des inégalités, mais à leur disparition. Révolutionnaires, nous nous battons pour l'égalité économique et sociale.

De la révolte à la révolution, une société à construire... Contre la mise en concurrence des individus, nous revendiquons l'égalité, l'entraide et la liberté comme moteurs de la vie sociale. Nous voulons une société de libres égaux.

Au nom de cette liberté, nous refusons le pouvoir d'État, appareil hiérarchisé et incontrôlable qui impose par ses lois, sa police et son armée, un système économique et social au service des classes privilégiées.

L'État est un instrument de domination auquel nous devrions participer par le biais d'élections dont la seule fonction est de choisir nos maîtres. Citoyens responsables, nous refusons de déléguer la gestion de la société, d'où notre refus de participer au jeu électoral. À la démocratie parlementaire nous préférons la démocratie directe.

Nous nous battons: politiquement, pour une société organisée sur la base du fédéralisme; économiquement, pour l'autogestion généralisée de la production et de la distribution à partir de nos besoins de consommation; socialement, pour une société d'autonomie, d'entraide et de coopération.

L'émergence de cette société nouvelle, qui s'expérimente çà et là de manière parcellaire, dépend au quotidien de notre volonté et de nos actions. Nous voulons agir ici et maintenant, dans tous les domaines de la vie: demain se construit aujourd'hui!

Agir au lieu d'élire, s'organiser et fédérer nos actions! Au-delà de notre volonté de rassembler celles et ceux qui partagent notre idéal libertaire, le groupe Les Affranchi.e.s se donne pour objectifs: de mettre en place des actions communes avec les individus et les collectifs qui luttent pour une société d'émancipation; d'être acteur dans le mouvement social, ici en Charente-Maritime, dans une dynamique créative et imaginative, pour réinventer une action politique et sociale sans dieu ni maîtres, sans État ni patrons!

Les Affranchi.e.s: 06 98 21 50 13
groupe-les-affranchies@
federation-anarchiste.org

Les Affranchi.e.s adhèrent à la Fédération anarchiste et au Collectif libertaire Poitou-Charentes.

Décroissance

POUR ÉVITER la catastrophe écologique qui menace, contre la folie mortifère du capitalisme, sa logique de développement et de croissance, son cortège de guerres, famines, misères, chômage et désastres en tout genre, le groupe libertaire d'Ivry met en débat le projet d'une société fédéraliste, autogestionnaire, libre et égalitaire.

**Rencontre-débat
mardi 28 septembre**

À partir de 20 heures, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M^o Pierre-Curie. Bar, petite restauration, entrée libre.

Fédération anarchiste

les groupes

www.federation-anarchiste.org

Aisne (02)

Grpe Kropotkine
c/o Athénée libertaire,
8, rue de Fouquerolles,
02000 Merlieux

Alpes-Maritimes (06)

Liaison Antibes c/o Publico

Ardèche (07)

Grpe d'Aubenas c/o Cesa,
BP 15, 07170 Villeneuve-
de-Berg

Ardennes (08)

Liaison Ardennes,
c/o La Question sociale,
BP 5, 08150 Rimogne,
http://endehors.org
ThSassi@hotmail.com

Ariège (09)

Liaison Théléme, Lacourt,
09200 par St-Girons
lalocale2002@yahoo.fr

Aveyron (12)

Liaison Sud Aveyron
c/o SAP, BP2, 12400 St-
Afrique. Liaison Millau c/o
SAP, BP2, 12400 St-Afrique

Bouches-du-Rhône (13)

Groupe FA de Marseille
c/o Mille Bâbords, 61, rue
Consolat, 13001 Marseille
contact@fa-
marseille.fr.eu.org

Calvados (14)

Liaison Caen, c/o Publico

Cantal (15)

Grpe La Pierre noire
c/o Publico

Charente Maritime (17)

Grpe Les Affranchies
c/o Publico
groupe-les-affranchies@
federation-anarchiste.org

Corrèze (19)

Liaison Corrèze
c/o Publico

Côte-d'Or (21)

Grpe La Mistoufle, c/o les
voix sans maître, 7, rue du
Dr-Chaussier, 21000 Dijon

Côte d'Armor (22)

Grpe Jean-Souvenance
c/o Publico,
souvenance@no-log.org

Creuse (23)

Grpe A. Lehning, c/o Alain
Petit, 6, rue des Écoles
23000 Savennes

Dordogne (24)

Grpe Périgueux
c/o Athénée libertaire,
7, rue du Muguet,
33000 Bordeaux

Grpe la Boétie

c/o ADCS 24, BP2,
24580 Rouffignac

groupe-la-boetie

@federation-
anarchiste.org

Doubs (25)

Grpe Proudhon
c/o CESL, BP 21,
25014 Besançon cedex

groupe-proudhon@
federation-anarchiste.org

* Librairie L'Autodidacte,

5, rue Marulaz,
25000 Besançon
www.lautodidacte.org

Eure-et-Loire (28)

Grpe de Chartres
c/o Publico

Finistère (29)

Grpe Les Temps nouveaux
c/o CEL, BP51044, 29210
Brest cedex 1

Liaison Quimper
c/o Publico

Gard (30)

Grpe Gard Vaucluse c/o
AGDIR, BP5018, 30900
Nîmes, www.fa-30-84.org

Gironde (33)

Grpe E. Goldman
c/o 7, rue du Muguet,
33000 Bordeaux
groupe-emma-goldman
@federation-anarchiste.org

Cercle J. Barrué c/o,

7, rue du Muguet,
33000 Bordeaux

cercle-jean-barrue
@federation-
anarchiste.org

Grpe Lapeyre, 61, rue
Pauly, 33130 Bègles

Hérault (34)

Liais. Montpellier
c/o Publico

Ile-et-Vilaine (35)

UL La Commune :

Grpes Ni Dieu Ni Maître,
La Sociale, local anarchiste
rennais, 9, rue Malakoff,
35000 Rennes,
ndnm@federation-
anarchiste.org

fa-rennes@fr.st

www.fa-rennes.fr.st

Isère (38)

Grpe Jules-Vallès
c/o La Faille, BP2301,
38033 Grenoble cedex 2

Jura (39)

Grpe Lucio
c/o La Maison du Peuple,
12, rue de la Poyat,
39200 St-Claude

Landes (40)

Liaison Elisée-Reclus, 13,
av. J. Ferry, 40110 Morcenx

Loire (42)

Grpe Nestor-Makhno c/o
FA, salle 15 bis, Bourse du
travail, cours Victor-Hugo,
42026 St-Étienne

Loire-Atlantique (44)

Liaison Nantes c/o Publico
groupe-nantes@
federation-anarchiste.org

www.fanantes.org

Loiret (45)

Grpe El Quico c/o,
45 ter, Maison des associa-
tions, 45200 Orléans

Liaison Montargis

c/o Publico

Maine-et-Loire (49)

Grpe d'Angers c/o ACLN,
BP60221,
44002 Nantes cedex

Manche (50)

Grpe de Cherbourg
c/o Grel, BP12, 50130
Octeville cedex

groupe-cherbourg@
federation-anarchiste.org

Liaison Carentan c/o

Grel, BP 12, 50130 Octe-
ville cedex

Meurthe-et-Moselle (54)

Grpe J.-Roger-Caussimon
c/o Cres, 76, rue Léonard
Bourcier, 54000 Nancy

Grpe Marée noire

c/o Planète verte,
BP 22, 54002 Nancy

contact@maree-noire.info

http://maree-noire.info

Liaison Toul c/o Planète
verte, BP 22, 54002 Nancy

liaison-toul@
federation-anarchiste.org

Meuse (55)

Liaison Meuse c/o Publico-
contact@maree-noire.info

Morbihan (56)

Grpe Francisco-Ferrer, cité
Allende, boîte n°19, 12,
rue Colbert, 56100 Lorient

fedeanar56@yahoo.fr

Grpe René-Lochu c/o
Maison des associations, 6,
rue de la Tannerie,
56000 Vannes

fedeanar56@yahoo.fr

Moselle (57)

Grpe de Metz c/o ACL,
BP 16, 57145 Noiseville

groupe-voline@
federation-anarchiste.org

Nord (59)

Grpe L. Michel, c/o la Rue,
10, rue R. Planquette, 18°
groupe-louise-michel@
federation-anarchiste.org

Grpe Idées noires (Paris

federation-anarchiste.org

http://lille.cybertaria.org

Pas-de-Calais (62)

Liaison FA c/o La Mouette
enragée, BP 403, 62206
Boulogne-sur-Mer cedex

Puy-de-Dôme (63)

Liaison Clermont-Ferrand

c/o Publico

Bas-Rhin (67)

Grpe Juillet-36 c/o ACLS,
1A, place des Orphelins,
67000 Strasbourg

groupe-strasbourg@
federation-anarchiste.org

http://fastrasbg.lautre.net

Liais. Bas-Rhin

c/o Remon, BP 35,
67340 Ingwiller

liaison-bas-rhin@
federation-anarchiste.org

Saône-et-Loire (71)

Grpe La Vache noire c/o
ADCL, BP 516, 71322

Chalon-sur-Saône cedex

Sarthe (72)

Grpe Lairial c/o SL, 4, rue
d'Arcole, 72000 Le Mans

Savoie (73)

Grpe Acratie c/o Cri liber-
taire, Mais. des associations
boîte 19/10, 67, rue St-
François-de-Salles, 73000

Chambéry

acratie@lautre.net

Liaison Maurienne c/o Cri

Libertaire, Maison des
associations boîte 19/10,
67, rue St-François-de-
Salles, 73000 Chambéry

Haute-Savoie (74)

Grpe Atanar, BP 2, 74480

Plateau-d'Assy

Atanar74@yahoo.fr

Paris (75)

Librairie Publico, 145, rue
Amelot, 75011 Paris.

Tél : 01 48 05 34 08

La librairie est ouverte du
lundi au vendredi de 14h à

19h30 et le samedi

de 10h à 19h30.

Grpe Berneri (prison)

c/o Publico

Grpe Claaaaaash

c/o Publico

groupe-claaaaaash@
federation-anarchiste.org

Grpe La Vache folle

c/o Publico

Grpe L. Michel, c/o la Rue,
10, rue R. Planquette, 18°

groupe-louise-michel@
federation-anarchiste.org

Grpe Idées noires (Paris

Sud) c/o Publico

Grpe P-Besnard (anarcho-
syndicalisme) c/o Publico

Seine-Maritime (76)

Grpe de Rouen c/o libr.

L'Insoumise, 128, rue St-
Hilaire 76000 Rouen

http://www.chez.com/far-
ouen, farouen@chez.com

Grpe Zéro de conduite du
Havre c/o librairie L'in-
soumise, 128, rue Saint-
Hilaire, 76000 Rouen

Seine-et-Marne (77)

Grpe Sacco-et-Vanzetti c/o

Grele, 1 bis, rue Émilie,
77500 Chelles

Liaison Melun c/o Publico

Var (83)

Grpe Nada c/o ACL, BP 5
137, 83093 Toulon cedex

groupe-nada@
federation-anarchiste.org

Vaucluse (84)

Grpe Gard-Vaucluse

c/o Agdir, BP5018,
30900 Nîmes

Vendée (85)

Liaison La Roche c/o

ACLN, BP 60 221,
44002 Nantes cedex

Haute-Vienne (87)

Liais. Limoges c/o Publico

falimoges@hotmail.com

Essonne (91)

Grpe Anarchie

c/o Publico

groupe-anarchie@
altern.org

RAT c/o Publico

Hauts-de-Seine (92)

UD 92 c/o Publico

federationanarchiste92@
yahoo.fr

Grpe Idées noires

c/o Publico

ideesnoires.fa@noos.fr

Seine-St-Denis (93)

Grpe Commune libre

de Drancy

c/o Publico

Grpe de Montreuil,

c/o Publico

Grpe Poulaille, c/o Publico

Val-de-Marne (94)

Grpe libertaire d'Ivry

c/o Publico, faivry@no-log.org

Val-d'Oise (95)

Grpe Makhno c/o Publico

Belgique

Grpe Alliance libertaire,
c/o Publico

groupe-alliance-
libertaire@
federation-anarchiste.org



Clovis Trouille, le Rêve vampyr, détail.